



Gouvernement  
du Canada

Projet de recherche  
sur les politiques

Government  
of Canada

Policy Research  
Initiative

# L'émergence des régions transfrontalières entre le Canada et les États-Unis

Récolter la promesse et la valeur publique  
des relations régionales transfrontalières

Rapport final

Novembre 2008

Projet du PRP  
**Liens nord-américains**

Canada 



# **L'émergence des régions transfrontalières entre le Canada et les États-Unis**

Récolter la promesse et la valeur publique  
des relations régionales transfrontalières

**Rapport final**

Novembre 2008

## UN MOT AU SUJET DE CE RAPPORT

Le Projet de recherche sur les politiques contribue aux activités de planification stratégique à moyen terme du gouvernement du Canada en effectuant des projets de recherche transversaux et en faisant appel au savoir et à l'expertise du gouvernement fédéral et d'universités et organismes de recherche. Toutefois, les conclusions et propositions contenues dans ses rapports ne représentent pas nécessairement les opinions du gouvernement du Canada ni des ministères et organismes participants.

Pour de plus amples renseignements au sujet du Projet de recherche sur les politiques, consultez notre site web, à l'adresse <[www.recherchepolitique.gc.ca](http://www.recherchepolitique.gc.ca)>.

Vous pouvez par ailleurs nous adresser vos questions ou commentaires par le truchement de notre site web ou à l'adresse suivante :

Projet de recherche sur les politiques, gouvernement du Canada  
56, rue Sparks, 1<sup>er</sup> étage, Ottawa (Ontario) K1P 5A9

Tél. : 613-947-1956 Téléc. : 613-995-6006

Courriel : <[questions@prs-srp.gc.ca](mailto:questions@prs-srp.gc.ca)>

Site web : <[www.recherchepolitique.gc.ca](http://www.recherchepolitique.gc.ca)>

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication, veuillez envoyer un message par courriel à : <[copyright.droitdauteur@pwgsc.gc.ca](mailto:copyright.droitdauteur@pwgsc.gc.ca)> .

## MESSAGE DU DIRECTEUR EXÉCUTIF

Il est notoire que le Canada et les États-Unis s'imbriquent de plus en plus. Mais ces liens ont été forgés en grande partie au niveau des régions limitrophes. En effet, c'est entre les groupes de provinces et d'États voisins et proches qui forment diverses régions chevauchant la frontière que les liens entre le Canada et les États-Unis s'étendent et s'approfondissent le plus rapidement, d'où la nécessité d'étudier les régions transfrontalières.

Le Projet de recherche sur les politiques (PRP) a fait équipe avec plusieurs autres ministères fédéraux ainsi qu'avec des experts et intervenants de l'extérieur dans le cadre d'une entreprise pionnière pour examiner l'importance croissante, la portée et la nature des relations régionales transfrontalières, et leur incidence pour le gouvernement du Canada. Ce rapport final présente les conclusions fondamentales de cette collaboration au cours de laquelle on a allié une nouvelle recherche à une toute première enquête auprès des leaders suivie d'entrevues exécutives, ainsi qu'à une série de tables rondes régionales et un atelier à Washington. La méthode de recherche innovatrice employée a fait appel à des experts et des participants actifs aux relations régionales transfrontalières. On a également fait le point des enseignements tirés des relations régionales transfrontalières le long de la frontière entre le Mexique et les États-Unis ainsi qu'en Europe.

Les résultats soulignent l'importance croissante des régions transfrontalières et des rapports régionaux pour les relations canado-américaines actuelles et pour la croissance et la prospérité futures du Canada. Cette importance fait ressortir le besoin d'envisager autrement les politiques et leur élaboration, et montre plus que jamais la nécessité d'adopter une optique régionale transfrontalière pour reconnaître et comprendre les liens coopératifs croissants et la participation grandissante des acteurs régionaux et des intervenants locaux à la résolution pratique de problèmes communs dans les régions frontalières

du Canada et des États-Unis, et pour mieux réagir en conséquence.

Le PRP remercie le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH), Diversification économique de l'Ouest Canada (DEOC), l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA), Développement économique Canada pour les régions du Québec (DECQ), le Groupe interparlementaire Canada-États-Unis (GIPCEU) du Parlement du Canada, et le Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale (CIGI) de leur appui financier et autre.

Nous remercions en outre sincèrement la firme EKOS, sous les auspices de laquelle l'enquête auprès des leaders a été effectuée, et les universitaires qui ont guidé la conception de l'enquête : Debora VanNijnatten, professeure agrégée, Université Wilfrid Laurier; Emmanuel Brunet-Jailly, professeur adjoint, Université de Victoria, et Susan E. Clarke, directrice du Center to Advance Research and Teaching in the Social Sciences à l'Université du Colorado à Boulder. Emmanuel Brunet-Jailly a également contribué, avec Tony Payan, de l'Université du Texas à El Paso, à suggérer des enseignements que le Canada pourrait tirer de l'émergence des régions transfrontalières le long de la frontière entre le Mexique et les États-Unis et en Europe.

Le PRP remercie également tous les représentants supérieurs de différents niveaux de gouvernement, de réseaux et d'organisations du secteur privé et d'organisations non gouvernementales (ONG), et les universitaires canadiens et américains qui ont répondu à l'enquête auprès des leaders et qui ont participé aux entrevues de suivi.

Nous remercions spécialement, en outre, toutes les personnes qui, par leur aide et leur enthousiasme, ont contribué au succès des tables rondes régionales, plus particulièrement Johanne Béchar, vice-présidente, DECQ; Brant Popp, directeur général, DEOC; David

Slade, directeur général, APECA; l'honorable (sénateur) Jerahmiel Grafstein, coprésident du GIPCEU, et John English, directeur exécutif du CIGI. Nous exprimons également notre gratitude aux personnes qui ont aidé à organiser ces réunions, en particulier Albert Juneau, consultant auprès de DECQ; Barry Brickman, consultant auprès de DEOC; Daniel Schwanen, chef des opérations et directeur de la recherche au CIGI; Richard Cormier, analyste principal à l'APECA; Jim Phillips, président-directeur général de la Canadian/American Border Trade Alliance, et Serge Pelletier, secrétaire exécutif du Groupe interparlementaire Canada-États-Unis. De même, nous remercions spécialement Christopher Sands, du Centre d'études stratégiques et internationales (M. Sands travaille maintenant au Hudson Institute), David Biette, de l'Institut canadien du Woodrow Wilson International Center for Scholars, et Daniel Abele, de l'ambassade du Canada à Washington, pour toute l'aide qu'ils nous ont apportée lors de notre visite à Washington. Nombre d'autres personnes ont fourni leur temps, leur énergie et leurs idées au cours de ces diverses réunions, notamment

Doug Robertson, directeur à l'APECA; Jules Léger, analyste principal, DECQ; Brent DePape, analyste principal des politiques, DEOC, et Thorsten Duebel, analyste principal des politiques, DEOC, et nous leur exprimons notre gratitude. Par-dessus tout, nous remercions les participants aux tables rondes régionales et à l'atelier de Washington de leurs précieuses remarques et recommandations.

Je salue enfin les divers agents de recherche du PRP qui ont contribué au projet, dont Jean-François Abgrall, Christian Boucher, Pierre-Paul Proulx, Gary Sawchuk et Bryan Smith. Le présent rapport final a été rédigé sous la direction d'André Downs, directeur général auprès du Projet de recherche sur les politiques.

---

***Thomas Townsend***

*Directeur exécutif*

*Projet de recherche sur les politiques*

## UN MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Ce projet a été à la fois stimulant et révélateur. Il nous a menés d'un bout à l'autre du pays et nous a permis de constater de première main l'importance indéfectible des liens régionaux transfrontaliers en tant que caractéristique clé de l'avenir de l'intégration nord-américaine.

Manifestement, nous avons atteint un tournant, où la gestion des relations canado-américaines se transforme en quelque chose de beaucoup plus dynamique et sophistiqué, en ce sens qu'elle fait intervenir non seulement les gouvernements fédéraux du Canada et des États-Unis, mais encore les provinces et les États, des entreprises du secteur privé et des organisations de la société civile, dans une multitude de relations et de réseaux informels et officiels qui s'intéressent tous à la résolution pratique de problèmes et de défis communs dans les régions frontalières des deux pays. Cette participation croissante d'acteurs reflète plus que tout le mûrissement des relations canado-américaines, et ce fait est le plus évident dans les régions limitrophes, où les relations régionales transfrontalières sont en plein essor.

Bien entendu, cette situation a des répercussions importantes pour le gouvernement du Canada, qui doit reconnaître et soutenir la contribution essentielle de ses partenaires et travailler dans le cadre de la nouvelle dynamique.

Le présent rapport expose d'intéressantes suggestions, fondées sur une enquête étendue, sur des entrevues et sur les délibérations d'une série de tables rondes et d'un atelier auxquels ont participé des acteurs de réseaux transfrontaliers, touchant la façon de moderniser le rôle du gouvernement du Canada, c'est-à-dire de faire participer celui-ci d'une manière plus pertinente, plus intégrale et plus efficace à ces nouveaux mécanismes coopératifs, et ce, à son profit. En définitive, la force et la prospérité croissantes du Canada reposent sur des régions transfrontalières dynamiques, qui dépendent à leur tour de la mesure dans laquelle les gouvernements, les acteurs régionaux et les intervenants locaux de part et d'autre de la frontière pourront relever avec succès les défis entrecroisés qui détermineront finalement leur destinée commune.

---

**André Downs**

*Directeur général*

*Projet de recherche sur les politiques*

## POINTS SAILLANTS

- L'Accord de libre-échange Canada-États-Unis (ALE) et l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) ont entraîné un accroissement du niveau et de la diversité des liens entre le Canada et les États-Unis.
- Une toute première enquête auprès des leaders des régions transfrontalières complétée par des entrevues exécutives, des tables rondes régionales et un atelier qui a réuni, à Washington, des participants actifs aux relations régionales transfrontalières, a permis de constater l'importance croissante, la portée et la nature de ces relations et d'envisager leurs répercussions stratégiques pour le gouvernement du Canada.

### Principales conclusions de la nouvelle recherche

- L'intensification du commerce bilatéral souligne jusqu'à quel point les économies de provinces et d'États voisins sont désormais plus interdépendantes.
- De même, l'analyse faite à l'aide d'un indice socioculturel révèle que les régions côtières du Nord-Est et du Nord-Ouest se caractérisent particulièrement par des valeurs communes. Les valeurs socioculturelles du Canada atlantique sont plus proches de celles des États de la côte Est des États-Unis, tandis que l'Alberta et la Colombie-Britannique ont des valeurs socioculturelles plus voisines de celles de la région Ouest des États-Unis.
- Les organisations et réseaux transfrontaliers régionaux ont proliféré depuis la conclusion de l'ALENA, et fournissent aux groupes communautaires et de gens d'affaires des deux pays un mécanisme utile pour travailler de concert à des dossiers d'intérêt mutuel, souvent dans le but final de résoudre des problèmes ou de créer des avantages locaux propres à favoriser la réussite dans les cadres plus larges de l'économie nord-américaine et de l'économie mondiale.
- Ces considérations économiques, socioculturelles et organisationnelles ont permis de cerner quelques groupements assez distincts de provinces et d'États voisins et proches.  
Dans l'Ouest : la Colombie-Britannique, l'Alberta et le Yukon avec l'Alaska, le Washington, l'Idaho, l'Oregon et le Montana. Dans l'ensemble, c'est dans l'Ouest que les liens paraissent les plus « denses » et les plus « intenses ». Les réseaux transfrontaliers et les liens organisationnels sont les plus développés, les liens économiques sont considérables, et les valeurs socioculturelles sont très similaires.  
Dans la région des Prairies et des grandes plaines : l'Alberta, la Saskatchewan et le Manitoba avec le Montana, le Wyoming, le Dakota du Nord, le Dakota du Sud et le Minnesota. Les liens organisationnels transfrontaliers officiels y sont peut-être les plus faibles, mais les réseaux informels et les liens économiques qui unissent les provinces des Prairies à leurs partenaires des États transfrontaliers et leurs dépendances commerciales sont relativement forts comparativement à ceux qui existent entre d'autres provinces canadiennes et États américains.
- Dans la région des Grands Lacs et du Centre : l'Ontario avec le Michigan, l'Indiana et l'Ohio. L'Ontario a des liens importants avec les États américains avoisinants de la région des Grands Lacs et du Centre sous les trois rapports, soit économique, socioculturel et organisationnel. Il en va de même du Québec, dans le cas des liens économiques et organisationnels.
- Dans l'Est : le Québec avec le Vermont, le Maine, le New Hampshire et l'État de New York; le Canada atlantique avec le Maine, le New Hampshire, le Massachusetts, le Rhode Island et le Connecticut. Le Canada atlantique a des réseaux et des liens organisationnels

très actifs et des rapports économiques et socioculturels assez importants avec ses partenaires des États transfrontaliers. Cette région transfrontalière est unie par une histoire, une culture, une économie et des défis communs.

### Principales conclusions de l'enquête auprès des leaders et des entrevues de suivi

- L'enquête auprès des leaders et les entrevues de suivi ont fait ressortir plusieurs avantages découlant des relations régionales transfrontalières, notamment :
  - des forums régionaux binationaux plus forts
  - une plus grande participation des intervenants régionaux aux dossiers d'intérêt canado-américain
  - la résolution pratique de problèmes binationaux dans un grand nombre de domaines
  - un meilleur accès des intervenants régionaux aux décisions prises par les gouvernements nationaux au Canada et aux États-Unis, grâce aux alliances régionales transfrontalières
- Les conclusions ont en outre souligné l'opinion répandue chez les intervenants selon laquelle même si les relations régionales transfrontalières sont avantageuses, on en sous-estime souvent l'influence sur les relations canado-américaines.

### Principales conclusions des tables rondes régionales et de l'atelier de Washington

- Les relations régionales transfrontalières sont un « phénomène issu de la base » qui s'est produit en grande mesure sans l'intervention du gouvernement du Canada.
- Les régions transfrontalières ont leur identité et leur unicité propres, ce qui accroît la complexité du processus d'élaboration des politiques.

### Principaux enseignements tirés d'autres expériences

- Les enseignements que le Canada peut tirer de l'étude de l'émergence des régions transfrontalières le long de la frontière entre le Mexique et les États-Unis et en Europe révèlent que la croissance des relations régionales transfrontalières constitue un phénomène international. Les eurorégions, ou régions transfrontalières de l'Europe, offrent un contraste avec les expériences canado-américaines dans la mesure où elles reflètent des initiatives prises par les autorités et déterminées par des programmes.

Les eurorégions sont des chefs de file en matière de reconnaissance et de création de liens et de régions communautaires transfrontaliers.

### Considérations stratégiques

- À mesure que les économies de provinces et d'États voisins et proches s'imbriqueront davantage, il importera que les gouvernements nationaux se joignent à leurs partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux régionaux de part et d'autre de la frontière pour envisager des façons de résoudre plus efficacement les problèmes communs.
- Cela pourra exiger que l'on envisage les politiques et leur élaboration sous un jour nouveau, notamment dans une optique régionale transfrontalière. Cela pourra à son tour obliger le gouvernement du Canada à examiner de plus en plus des façons de contribuer à ces réseaux, et à rechercher des possibilités de mieux coordonner ses efforts avec ceux des provinces et des États, des intervenants du secteur privé et de la société civile, ainsi que du gouvernement et des organismes américains.
- Cela est particulièrement à propos dans le cas des questions découlant de l'intégration accrue de l'Amérique du Nord et des politiques axées sur le développement régional, où les cadres d'élaboration des politiques futures au niveau des régions transfrontalières pourraient profiter de la participation active des autres intervenants.

## ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

|          |   |
|----------|---|
| UE       | Union européenne  |
| ALE      | Accord de libre-échange Canada–États-Unis   |
| GLG      | Council of Great Lakes Governors  |
| IAGL-SLM | Association internationale des maires des Grands Lacs et du Saint-Laurent                         |
| INTERREG | Programmes d’initiatives communautaires de l’UE pour les régions internationales                  |
| ALENA    | Accord de libre-échange nord-américain  |
| GNA-PMEC | Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l’Est du Canada |
| ONG      | Organisation non gouvernementale  |
| OCDE     | Organisation de coopération et de développement économiques                                       |
| PRP      | Projet de recherche sur les politiques  |
| PSP      | Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité                                      |
| RENOP    | Région économique du Nord-Ouest du Pacifique  |
| TILMA    | Accord sur le commerce, les investissements et la mobilité de la main-d’œuvre                     |
| WGA-WP   | Western Governors’ Association and Western Premiers Conference                                    |
| OMC      | Organisation mondiale du commerce   |

# TABLE DES MATIÈRES

|  |     |
|--|-----|
| <b>Message du directeur exécutif</b> .....   | i   |
| <b>Un mot du directeur général</b> .....   | iii |
| <b>Points saillants</b> .....  | iv  |
| <b>Abréviations et acronymes</b> .....   | vi  |
| <b>1. La raison d'être de ce projet</b> .....  | 1   |
| Caractéristique clé de l'intégration nord-américaine .....                               | 1   |
| Ce que nous avons cherché à apprendre.....   | 1   |
| Nos instruments de recherche.....  | 1   |
| <b>2. Ce que nous avons découvert</b> .....  | 3   |
| Conclusions fondamentales – Recherche et analyse .....                                   | 3   |
| Conclusions fondamentales – Enquête auprès des leaders et entrevues exécutives.....      | 10  |
| Conclusions fondamentales – Tables rondes régionales et atelier de Washington .....      | 11  |
| Conclusions fondamentales – Enseignements tirés d'autres expériences.....                | 17  |
| <b>3. Considérations liées aux politiques publiques</b> .....                            | 21  |
| La nouvelle réalité régionale des relations transfrontalières.....                       | 21  |
| Comment le gouvernement du Canada pourrait-il jouer un rôle plus utile à l'avenir? ..... | 21  |
| Nouvelles mesures possibles .....  | 24  |
| Avantages pour le gouvernement du Canada .....   | 33  |
| La voie de l'avenir .....  | 36  |
| <b>4. Dernières réflexions</b> .....   | 39  |
| <b>Notes</b> .....   | 42  |
| <b>Bibliographie</b> .....   | 49  |
| <b>Annexes</b>   |     |
| A. Questionnaire de l'enquête auprès des leaders .....                                   | 53  |
| B. Liste des répondants à l'enquête auprès des leaders .....                             | 66  |
| C. Programme des tables rondes régionales.....   | 68  |
| D. Participants aux tables rondes .....  | 69  |
| E. Programme utilisé pour l'atelier de Washington .....                                  | 80  |
| F. Participants à l'atelier de Washington.....   | 81  |

## FIGURES ET ENCADRÉS

|              |  |    |
|--------------|--|----|
| Figure 1     | Chronologie des principales activités de recherche.....  | 2  |
| Figure 2     | Une géographie commune .....   | 3  |
| Figure 3     | Les trois dimensions de la recherche .....   | 5  |
| Figure 4     | Corrélations relatives à l'activité économique des provinces .....   | 6  |
| Figure 5     | Valeurs socioculturelles.....  | 7  |
| Figure 6     | Quelques organisations et réseaux transfrontaliers .....   | 8  |
| Figure 7     | Le tableau complet .....   | 10 |
| Figure 8     | Quatre principales réponses à des questions choisies de l'enquête auprès des leaders .....                         | 23 |
| Figure 9     | Intégrer les relations régionales transfrontalières dans les cadres stratégiques<br>du gouvernement du Canada..... | 26 |
| Figure 10    | Une vision prospective.....  | 33 |
| Encadré 1    | Recherche et analyse .....   | 4  |
| Encadré 2    | Enquête auprès des leaders et entrevues exécutives.....  | 9  |
| Encadré 3    | Tables rondes régionales.....  | 13 |
| Encadré 4    | Façons dont le gouvernement du Canada participe déjà aux activités transfrontalières .....                         | 22 |
| Point de vue | Créer des liens transfrontaliers efficaces : une priorité .....  | 16 |
|              | <i>L'honorable John van Dongen, gouvernement de la Colombie-Britannique</i>  |    |
| Point de vue | Un grand pas en avant.....   | 29 |
|              | <i>Matthew Morrison, Région économique du Nord-Ouest du Pacifique</i>  |    |
| Point de vue | Il reste du travail à faire .....  | 31 |
|              | <i>Kathryn Bryk Friedman, The University at Buffalo Regional Institute</i>   |    |
| Point de vue | Quelque chose de nouveau et de palpitant – Un point de vue des États-Unis .....                                    | 34 |
|              | <i>Christopher Sands, Hudson Institute</i>   |    |
| Point de vue | Autres observations et remarques sur les régions transfrontalières.....  | 40 |

# 1. LA RAISON D'ÊTRE DE CE PROJET

## Caractéristique clé de l'intégration nord-américaine

Les 21 et 22 juin 2004, une initiative conjointe du Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) et du Projet de recherche sur les politiques (PRP) permettait de réunir à Ottawa plus de 50 participants provenant principalement du milieu universitaire, des instituts de réflexion et du gouvernement du Canada pour discuter de l'intégration nord-américaine et, en particulier, du phénomène croissant des relations régionales transfrontalières entre le Canada et les États-Unis, et de l'émergence des régions transfrontalières.

Jusqu'à-là, les recherches sur les relations canado-américaines avaient été axées principalement sur la perspective nationale plus large, mais il est de plus en plus évident que des liens solides et multidimensionnels s'établissent au niveau régional, en particulier entre les régions adjacentes et proches le long de la frontière.

Ces liens régionaux transfrontaliers entre le Canada et les États-Unis, qui sont surtout un phénomène issu de la base, croissent rapidement, ainsi que le révèlent le développement accéléré des relations informelles comme des réseaux officiels et la multiplication des mécanismes de coopération régionale qui complètent souvent des rapports canado-américains officiels.

Néanmoins, on accorde peu d'attention aux dimensions régionale et infranationale des relations canado-américaines, en dépit du fait que la multitude des relations régionales transfrontalières est une caractéristique clé des liens entre le Canada et les États-Unis, ce qui peut soulever certaines considérations stratégiques nouvelles pour le gouvernement du Canada. Cette prise de conscience a été à l'origine du présent projet de recherche interministériel du gouvernement du Canada.

## Ce que nous avons cherché à apprendre

En particulier, le projet a cherché à répondre aux questions fondamentales suivantes :

- Quelles sont l'importance, la portée et la nature de ces relations régionales transfrontalières? Dans quelle mesure ces relations se ressemblent-elles d'une région à l'autre du pays?
- Quels facteurs les motivent, et quels en sont les avantages et la valeur publique pour les relations canado-américaines?
- Si les relations régionales transfrontalières ont une valeur publique, est-ce que cela suppose que le gouvernement du Canada doit assumer de nouveaux rôles et prendre des mesures additionnelles pour promouvoir d'autres relations régionales transfrontalières utiles et favoriser ces avantages?

## Nos instruments de recherche

Pour répondre aux questions ci-dessus, nous avons adopté une approche multiple, qui a comporté quatre voies d'enquête (figure 1).

La première a consisté en un examen de recherches récentes et en une recherche et une analyse nouvelles qui ont exploré les trois principales dimensions des liens régionaux transfrontaliers entre le Canada et les États-Unis, soit : liens économiques, similitudes régionales socioculturelles, et organisations et réseaux régionaux transfrontaliers. Une bonne partie de cette recherche s'est appuyée sur une analyse quantitative fondée sur des preuves<sup>1</sup>.

L'enquête auprès des leaders et les entrevues de suivi ont fourni d'autres détails qualitatifs et une compréhension additionnelle des relations régionales transfrontalières, par exemple en ce qui touche les facteurs de motivation.

**Figure 1. Chronologie des principales activités de recherche**

| <b>Activités de recherche</b>   | <b>Étapes clés</b>   |
|---|--|
| <b>Début du projet</b><br>Table ronde CRSH-PRP sur l'intégration nord-américaine, axée sur le phénomène croissant des relations régionales transfrontalières                      | 21-22 juin 2004  |
| <b>Recherche et analyse</b><br>Rapport provisoire et documents de travail du PRP  | Printemps-été 2005 (voir le <i>rapport provisoire</i> et les <i>publications antérieures</i> énumérées à la fin du présent <i>rapport final</i> )          |
| <b>Enquête auprès des leaders et entrevues exécutives</b><br>100 répondants du Canada et des États-Unis   | Effectuées par EKOS<br>28 juillet-15 octobre 2005  |
| <b>Tables rondes régionales et atelier de Washington</b><br>Vancouver (BC)<br>Winnipeg (MB)<br>Waterloo (ON)<br>Montréal (QC)<br>Sackville (NB)<br>Ottawa (ON)<br>Washington (DC) | Du 23 novembre 2005 au 3 mai 2006<br>16 février 2006<br>14 février 2006<br>28 février 2006<br>23 novembre 2005<br>3 mars 2006<br>6 mars 2006<br>3 mai 2006 |
| <b>Enseignements tirés des expériences européenne et mexico-américaine</b>  | Été 2007   |

Voir les encadrés intitulés *Recherche et analyse sur les régions transfrontalières canado-américaines*, *Enquête auprès des leaders et entrevues exécutives*, et *Tables rondes régionales et atelier de Washington*.

Les six tables rondes régionales auxquelles ont participé des acteurs clés qui jouent un rôle actif dans les relations régionales transfrontalières ont été tenues afin d'examiner les conclusions de la recherche, de l'enquête et des entrevues, et de discuter plus à fond des enjeux clés et de leurs incidences pour le gouvernement du Canada. Ces tables rondes ont été suivies de l'atelier de Washington, qui a réuni des personnes intéressées du grand public, du secteur privé et de la collectivité universitaire de la région de Washington.

On a enfin examiné les enseignements tirés de l'expérience des relations régionales transfrontalières de l'Europe et du Mexique pour les appliquer au Canada.

## 2. CE QUE NOUS AVONS DÉCOUVERT

### Conclusions fondamentales – Recherche et analyse

Notre nouvelle recherche a porté sur les dimensions économique et socioculturelle, et sur la présence croissante d'organisations et de réseaux transfrontaliers régionaux en tant que caractéristiques d'importance capitale des régions transfrontalières canado-américaines émergentes<sup>2</sup>. Fait à noter, toutefois, la géographie, l'histoire, la démographie et les corridors de transport ont tous contribué à modeler les liens transfrontaliers régionaux actuels et à leur ouvrir la voie (figure 2)<sup>3</sup>. Par exemple, les portes et corridors de transport et les chaînes d'approvisionnement transfrontalières tendent à intégrer les économies canadienne et américaine sur le plan régional<sup>4</sup>.

La dimension économique est capitale parce qu'elle fournit une base, en ce sens que c'est habituellement la recherche d'avantages économiques qui crée les incitations aux initiatives transfrontalières régionales. Pendant ce temps, la dimension socioculturelle et la présence croissante d'organisations et de réseaux

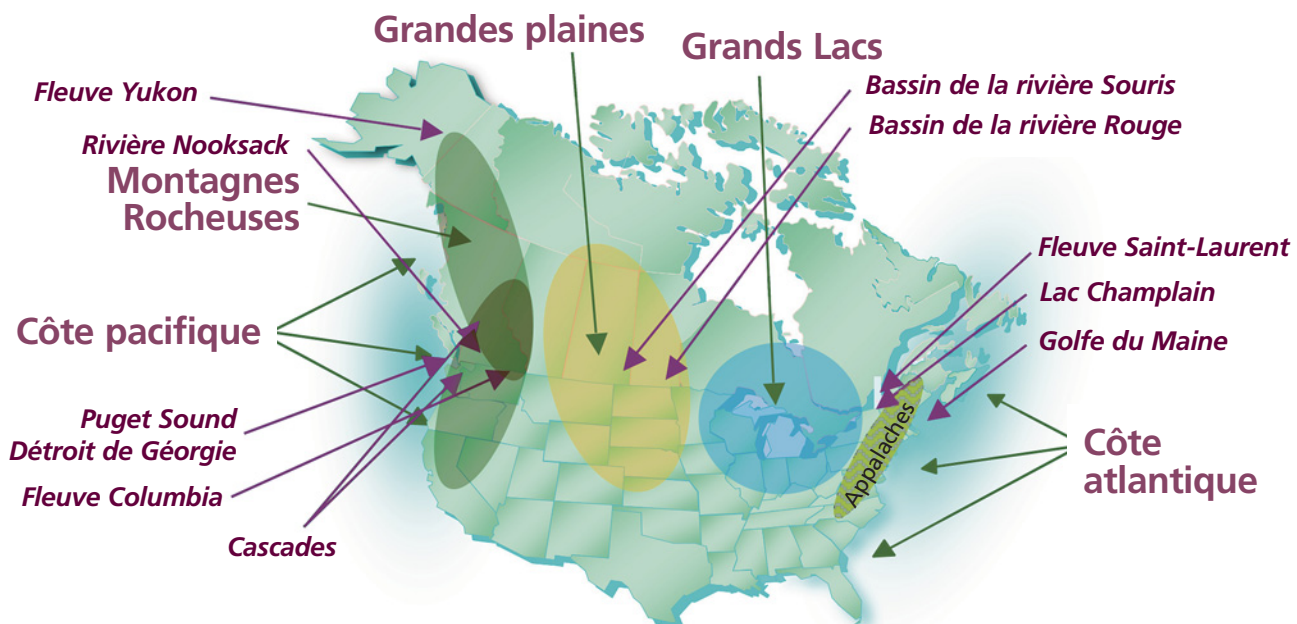
transfrontaliers régionaux aident à déterminer le contexte et favorisent la coopération transfrontalière, et même parfois la conscience et l'identité régionales transfrontalières (figure 3).

### Dimension économique

Les gens d'affaires et les divers niveaux de gouvernement de part et d'autre de la frontière trouvent de plus en plus avantageux d'entreprendre des activités coopératives transfrontalières régionales pour améliorer conjointement leur développement économique. Les niveaux et les flux du commerce entre les provinces et les États confirment l'existence de liens économiques régionaux qui sont à de nombreux égards assez distincts, de plus en plus importants et très dynamiques (figure 4)<sup>5</sup>.

En général, non seulement le niveau du commerce est beaucoup plus élevé entre les provinces et les États voisins et proches, mais la croissance récente de leurs volumes de commerce l'est aussi<sup>6</sup>. En outre, les provinces exportent maintenant une plus grande diversité de biens dans les États avoisinants – conformément

Figure 2. Une géographie commune



## Recherche et analyse

Pour répondre aux besoins préliminaires du projet de fournir des preuves à l'appui de l'importance, de la portée et de la nature des relations régionales transfrontalières, et pour procurer des idées initiales, plusieurs études ont été effectuées et intégrées dans un document intitulé *L'émergence des régions transfrontalières : Rapport provisoire*. Ces travaux ont été complétés plus tard par d'autres recherches et analyses, par exemple sur l'incidence des régions transfrontalières sur le commerce entre le Canada et les États-Unis.

La recherche et l'analyse ont été axées sur les liens économiques et organisationnels des régions transfrontalières ainsi que sur leurs similitudes socio-culturelles, et elles ont mené aux conclusions suivantes :

### L'économie

- Les activités économiques canado-américaines sont plus fortes et plus développées dans les régions frontalières.
- Les flux commerciaux provinciaux sont souvent plus intenses avec les États voisins et proches.
- Les structures économiques fondamentales sont en outre plus semblables, et la performance économique est plus interdépendante.
- Des activités et grappes industrielles clés débordent souvent la frontière.

### Valeurs socioculturelles

- Des valeurs, des convictions et une idéologie semblables favorisent le « sentiment » d'appartenance à une région transfrontalière.
- Les valeurs socioculturelles sont souvent plus semblables au sein des régions transfrontalières qu'entre les différentes régions de chaque pays.

Pour recevoir un exemplaire de *L'émergence des régions transfrontalières : Rapport provisoire* (2005) ou tout autre document cité dans la dernière page, prière de consulter le site web du PRP ou de nous écrire à l'adresse suivante : <[www.recherchepolitique.gc.ca](http://www.recherchepolitique.gc.ca)>.

## Organisations et réseaux régionaux transfrontaliers

- Il existe un grand nombre d'organisations et de réseaux régionaux transfrontaliers le long de la frontière : organisations intergouvernementales à but général ou unique, associations de gens d'affaires, organisations interurbaines et de la société civile.
- Les organisations régionales transfrontalières œuvrent d'habitude exclusivement dans des domaines de compétence provinciale ou partagée et font souvent fonction de facilitateurs. Elles jouent un rôle clé dans la gestion régionale des relations canado-américaines.

## Principales conclusions de la recherche et de l'analyse

- Les liens transfrontaliers ne sont peut-être pas également forts dans toutes les dimensions, mais ils sont néanmoins importants partout au Canada.
- L'existence de régions transfrontalières nécessite de nouvelles façons d'envisager les politiques et leur élaboration, qui intègrent une optique régionale et reconnaissent la coopération et la coordination accrues qui ont lieu au niveau régional entre le Canada et les États-Unis. Les avantages potentiels sont nombreux : par exemple, la gestion plus efficace des dossiers régionaux binationaux. À cet égard, les organisations et réseaux régionaux transfrontaliers offrent un mécanisme utile pour la participation accrue et proactive des intervenants régionaux aux dossiers intéressant le Canada et les États-Unis.



Figure 3. Les trois dimensions de la recherche

La recherche et l'analyse des relations régionales transfrontalières portent sur les trois dimensions suivantes :

Économie

Similitudes sociales  
et culturelles

Organisations et réseaux  
transfrontaliers

Si la géographie, l'histoire, la démographie et les corridors de transport contribuent tous à ouvrir la voie aux relations régionales transfrontalières que nous observons aujourd'hui et à les modeler, les régions transfrontalières doivent présenter des liens économiques importants et des similitudes socioculturelles, et comporter des organisations et des réseaux transfrontaliers.

La dimension économique fournit la base, en ce sens que c'est habituellement la recherche d'avantages économiques qui crée les incitations aux initiatives transfrontalières. Toutefois, les dimensions socioculturelle et organisationnelle aident à déterminer le contexte et favorisent la coopération transfrontalière, et même parfois la conscience et l'identité régionales transfrontalières.

à l'opinion selon laquelle plus une région est intégrée, plus la gamme des biens échangés est étendue.

En fait, le Canada et les États-Unis cessent d'être simplement des partenaires commerciaux pour fonctionner comme des économies plus intégrées, et une bonne part de cette intégration se produit dans les régions transfrontalières et se répercute sur elles. L'intensification du commerce bilatéral souligne davantage jusqu'à quel point les économies des provinces et États voisins sont désormais encore plus interdépendantes.

Ces conclusions reflètent en partie le fait qu'un certain nombre d'activités économiques régionales importantes sont partagées par les provinces et les États voisins le long de la frontière, et que plusieurs grands centres nord-américains importants, dont Boston, Montréal, Toronto, Detroit, Minneapolis, Winnipeg, Calgary-Edmonton, Seattle et Vancouver, ont des influences transfrontalières.

Par conséquent, comme le montre la figure 4, la performance économique des provinces et États voisins et proches tend à être reliée. De plus, cette similitude de performance économique entre les provinces et les États intrarégionaux est devenue, dans l'ensemble, plus étroite.

Fait exception l'Ontario, dont la performance économique était plus semblable à celle des États avoisin-

nants avant l'ALE<sup>7</sup>, mais devient maintenant plus synchronisée avec celle d'États et de provinces plus éloignés.

Les effets frontaliers<sup>8</sup> occupent une place spéciale dans la littérature récente sur l'intégration entre le Canada et les États-Unis depuis la constatation surprenante de John McCallum (1995), selon laquelle le commerce entre deux provinces était plus que 20 fois plus intense que le commerce entre une province et un État de la même taille situé à la même distance de celle-ci. Des raffinements subséquents de son travail par d'autres experts, examinés dans Downs (2004), et étudiés dans Downs et Sawchuk (2007), ont montré que l'ampleur réelle de l'effet frontalier entre le Canada et les États-Unis est peut-être moindre, et en train de diminuer, mais que cet effet est encore très important. Toutefois, comme le commerce entre le Canada et les États-Unis est le plus intense entre les provinces et les États situés dans les régions limitrophes, Downs et Sawchuk ont également examiné les effets frontaliers entre le Canada et les États-Unis dans le contexte de ces régions transfrontalières. La figure 4 montre que l'effet frontalier sur le commerce total est moindre à l'intérieur des régions transfrontalières, pour chaque province, ce qui signifie que le niveau de commerce dans les régions limitrophes est supérieur à celui que la taille économique des participants et leur proximité à elles seules peuvent expliquer ou laisser prévoir<sup>9</sup>.

**Figure 4. Corrélations relatives à l'activité économique des provinces**

|                         | Ouest |      | Prairies-Grandes Plaines |      |      | Grands Lacs-Centre | Est          |                           |      |      |      |      |
|-------------------------|-------|------|--------------------------|------|------|--------------------|--------------|---------------------------|------|------|------|------|
|                         | CB    | AB   | AB                       | SK   | MB   | ON                 | Québec<br>QC | Atlantique<br>NB NE PE TL |      |      |      |      |
| <b>Moyennes</b>         |       |      |                          |      |      |                    |              |                           |      |      |      |      |
| <i>avec (1979-1988)</i> |       |      |                          |      |      |                    |              |                           |      |      |      |      |
| États voisins/proches   | 0,57  | 0,39 | 0,38                     | 0,31 | 0,40 | 0,89               | 0,95         | 0,96                      | 0,95 | 0,97 | 0,96 | 0,96 |
| Autres                  | 0,71  | 0,67 | 0,69                     | 0,71 | 0,82 | 0,79               | 0,78         | 0,75                      | 0,75 | 0,75 | 0,75 | 0,75 |
| <i>avec (1989-2004)</i> |       |      |                          |      |      |                    |              |                           |      |      |      |      |
| États voisins/proches   | 0,97  | 0,95 | 0,97                     | 0,96 | 0,95 | 0,88               | 0,98         | 0,98                      | 0,97 | 0,97 | 0,97 | 0,95 |
| Autres                  | 0,95  | 0,95 | 0,95                     | 0,94 | 0,93 | 0,93               | 0,93         | 0,92                      | 0,94 | 0,92 | 0,88 | 0,88 |

Pour plus d'information, voir *L'émergence des régions transfrontalières : Rapport provisoire, 2005*.

**Effet de la frontière canado-américaine sur le commerce provincial**

|                           | CB  | AB   | AB   | SK  | MB  | ON  | QC  | NB   | NE   | PE   | TL   |
|---------------------------|-----|------|------|-----|-----|-----|-----|------|------|------|------|
| <i>avec (2002)</i>        |     |      |      |     |     |     |     |      |      |      |      |
| L'ensemble des États-Unis | 8,4 | 12,9 | 11,1 | 7,5 | 5,1 | 4,9 | 6,0 | 32,4 | 30,9 | 97,3 |      |
| États voisins/proches     | 3,4 | 14,9 | 2,8  | 2,5 | 7,4 | 2,3 | 2,1 | 2,5  | 11,1 | 5,4  | 33,4 |



Dans l'Ouest : la Colombie-Britannique, l'Alberta et le Yukon avec l'Alaska, le Washington, l'Oregon, l'Idaho, et le Montana.

Dans la région des Prairies et des Grandes Plaines : l'Alberta, la Saskatchewan et le Manitoba avec le Montana, le Wyoming, le Dakota du Nord, le Dakota du Sud et le Minnesota.

Dans la région des Grands Lacs et du Centre : l'Ontario avec le Michigan, l'Indiana et l'Ohio.

Dans l'Est : le Québec avec l'État de New York, le Vermont, le Maine, et le New Hampshire. le Canada atlantique avec le Maine, le New Hampshire, le Massachusetts, le Connecticut, et le Rhode Island.

Source : calculs du PRP fondés sur les données trimestrielles de la Federal Reserve Bank of Philadelphia et d'Industrie Canada concernant les provinces et les États (ainsi que Washington D.C.).

**Culture et valeurs**

On comprend généralement que l'existence de valeurs communes et partagées entre les dirigeants du monde des affaires et les leaders communautaires de part et d'autre de la frontière favorise la création et l'expansion des liens transfrontaliers régionaux<sup>10</sup>.

La recherche du PRP révèle que les valeurs socioculturelles sont souvent plus semblables au niveau des régions transfrontalières<sup>11</sup>. Et il existe un sentiment régional d'identité au sein de celles-ci (figure 5). Selon un indice socioculturel comportant 32 valeurs, les régions côtières du Nord-Est et du Nord-Ouest se caractérisent particulièrement par des valeurs communes.

Les valeurs socioculturelles du Canada atlantique sont plus proches de celles des États américains de la côte Est<sup>12</sup>. Par ailleurs, l'Alberta et la Colombie-Britannique ont des valeurs socioculturelles qui se rapprochent davantage de celles de la région Ouest des États-Unis. Toutefois, les régions transfrontalières des Grands Lacs et des environs ont en commun des valeurs socioculturelles et des collectivités idéologiques, mais non pas tant une identité commune. Les régions des Prairies et des grandes plaines présentent des similitudes transfrontalières importantes, mais généralement plus faibles, en ce qui concerne les valeurs socioculturelles.

### Organisations et réseaux transfrontaliers

La recherche du PRP montre clairement que diverses formes de consultation, de coopération et de collaboration transfrontalières ont lieu en tout temps, et dans toutes les régions du Canada<sup>13</sup>. Il s'agit d'une gamme extraordinairement étendue d'efforts mettant en rapport des organismes privés et des organisations non gouvernementales (ONG), des entreprises et différents niveaux de gouvernement. La majeure partie de ces efforts ont lieu « sous la surface » et supposent des relations informelles et en grande partie non institutionnelles, où les liens de personne à personne sont d'importance capitale<sup>14</sup>. Les relations informelles ont souvent trait à un enjeu particulier, et elles peuvent prendre la forme de communication d'information, de symposiums, de conférences, et parfois de cours de formation conjoints et d'échange de personnel. Les enjeux peuvent comprendre de nombreuses questions économiques transfrontalières délicates dans les domaines de l'énergie, de l'eau, de l'agriculture, des transports, et la façon de faciliter le mouvement des marchandises et des personnes dans un contexte de sécurité accrue.

Mais il existe par ailleurs diverses formes d'organisations et de structures régionales transfrontalières officielles. Indépendamment de leur forme, ces réseaux et organisations peuvent assurer la représentation d'intérêts et de spécialistes régionaux des deux pays et montrer que la collaboration à un dossier commun pourra être utile aux gens des deux côtés de la frontière. Par exemple, de nombreux réseaux et organisations transfrontalières officiels sont actifs au niveau régional dans des domaines comme les transports, l'économie, l'environnement et la sécurité (figure 6)<sup>15</sup>.

Il vaut la peine de signaler que, si l'ALE et l'ALENA ont maintenu les institutions communes au minimum, les organisations et réseaux transfrontaliers régionaux (souvent issus d'initiatives privées) ont aidé à combler le vide institutionnel. Du fait de leur nature régionale, ces réseaux et organisations assurent une valeur publique en se concentrant souvent sur des questions locales qui n'ont peut-être pas suffisamment de poids sur le plan national pour attirer les ressources nécessaires de la part de leurs gouvernements centraux respectifs. Les organisations et réseaux transfrontaliers régionaux tendent à être plus nombreux parmi

**Figure 5. Valeurs socioculturelles**

Valeurs socioculturelles – Les trois régions les plus proches

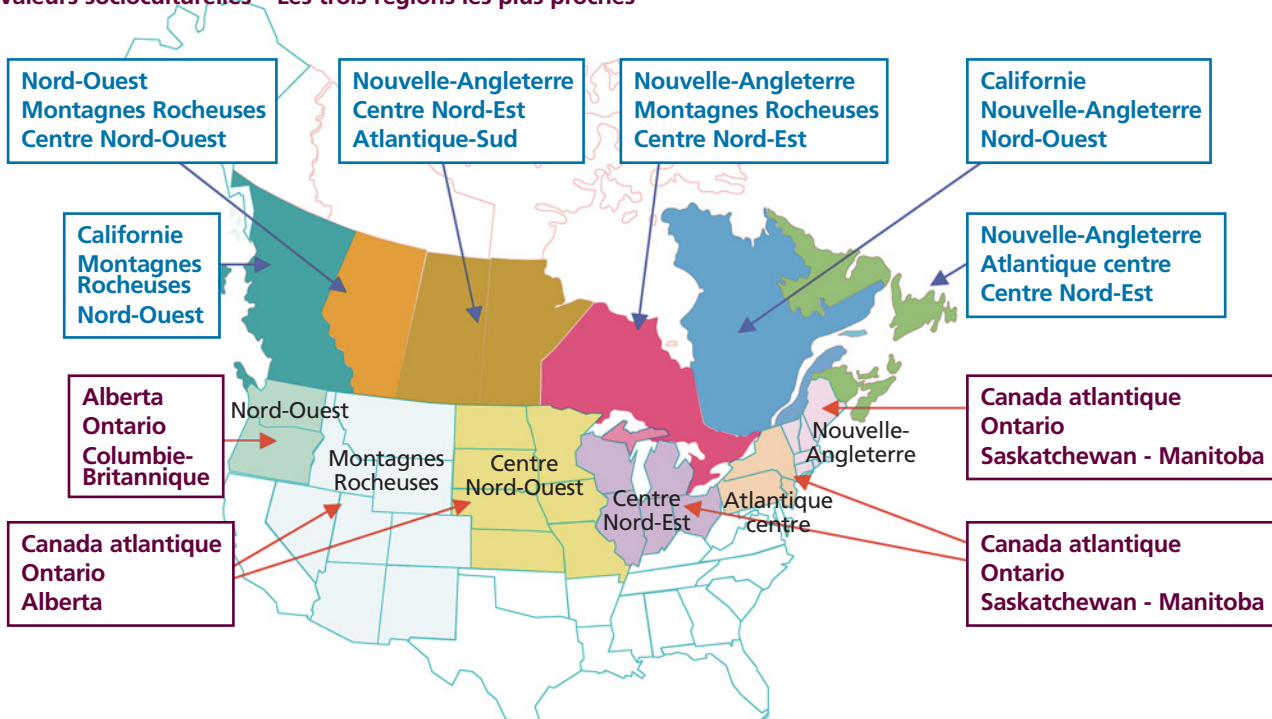
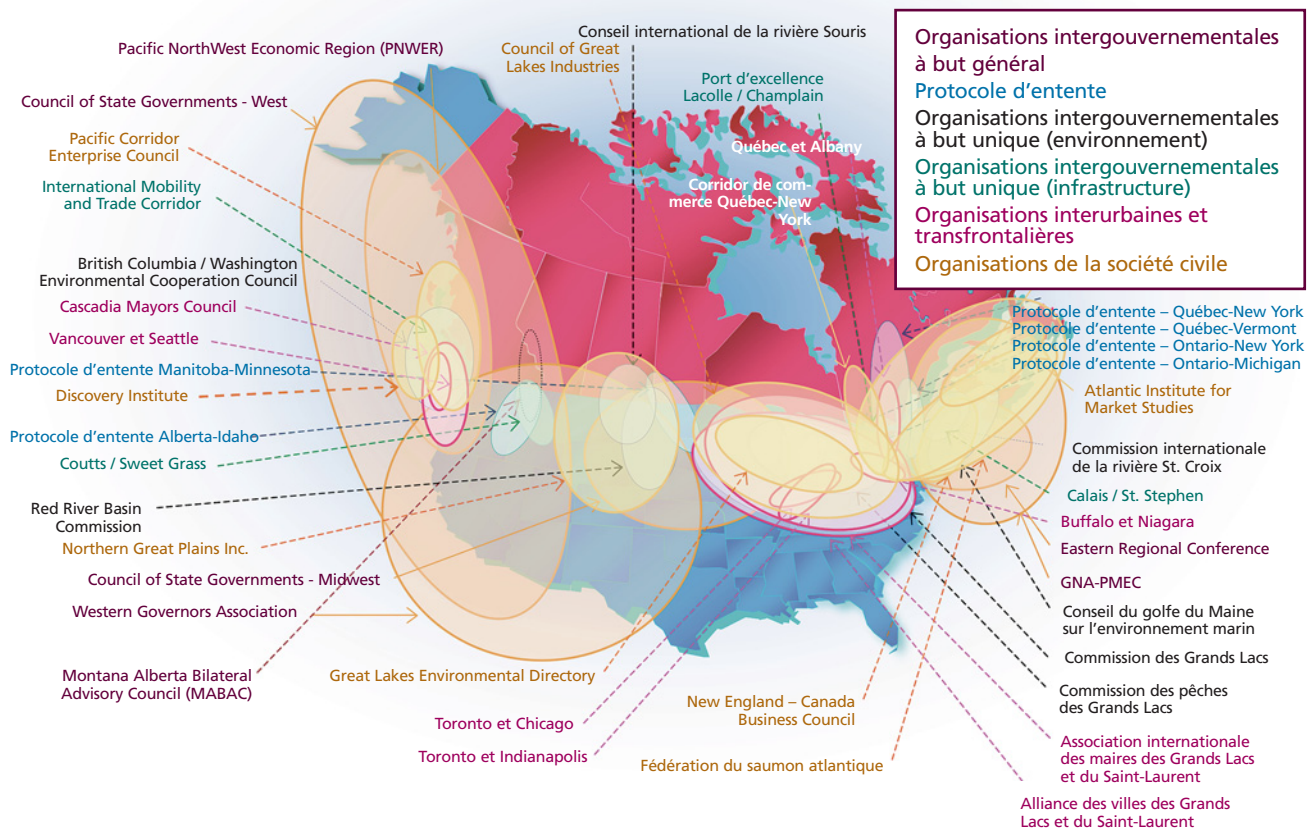


Figure 6. Quelques organisations et réseaux transfrontaliers



les États et les provinces qui ont des relations commerciales plus fortes, et dans les domaines relevant de la compétence des provinces ou des États, ou les secteurs où la compétence est partagée entre le fédéral et les provinces et entre le fédéral et les États.

La Région économique du Nord-Ouest du Pacifique (RENOP), avec son réseau de représentants du secteur privé et de gouvernements, fournit un exemple de coopération transfrontalière régionale organisée; on y dénombre en effet 17 groupes de travail et groupements différents qui réunissent des premiers ministres provinciaux, des gouverneurs, des législateurs, des représentants de comtés, de commissions de développement économique, d'associations industrielles, et des membres du secteur privé. Lors de la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada (GNA-PMEC), qui se tient généralement tous les ans, les gouverneurs et les pre-

miers ministres discutent de questions et de sujets de préoccupation communs et adoptent des résolutions de principe préconisant des mesures à prendre par les gouvernements des États et des provinces ainsi que par les deux gouvernements nationaux. Au cours de l'année, la Conférence convoque des réunions de représentants des États et des provinces, organise des tables rondes et des ateliers, et établit des rapports et des études sur des questions d'importance régionale.

On peut signaler qu'un nombre accru d'acteurs gouvernementaux participent maintenant aux relations régionales bilatérales de manières très variées<sup>16</sup>, soit de façon courante, dans le cadre de processus comme des sommets, des groupes de travail, des groupes d'étude, des comités, des groupes consultatifs, etc., et par le biais d'accords comme des protocoles d'entente, des protocoles, et des échanges de correspondance.

### Régions transfrontalières

En se fondant sur les considérations qui précèdent touchant l'économie, les valeurs socioculturelles et les réseaux et organisations, on peut recenser quelques groupements assez distincts de provinces et d'États voisins et proches (figure 7).

Les liens peuvent ne pas être également forts dans toutes les dimensions, mais ils sont néanmoins importants dans toutes les régions du Canada<sup>17</sup>. On pourrait soutenir que la région de l'Ouest et celle des Prairies et des grandes plaines englobent toutes deux l'Alberta et le Montana, qui pourraient à leur tour être considérés comme une sous-région distincte (montagnes Rocheuses). Et la région de l'Est pourrait elle aussi être divisée en deux sous-régions qui se chevauchent, soit le Québec et le Nord de la Nouvelle-Angleterre, et le Canada atlantique et la Nouvelle-Angleterre.

On examine les caractéristiques fondamentales des régions transfrontalières individuelles dans le *Rapport provisoire*, mais, dans l'ensemble, la « densité et l'intensité » des liens semblent les plus grandes dans l'Ouest, où les relations organisationnelles transfrontalières officielles sont les plus avancées, les liens économiques sont importants, et les valeurs socioculturelles sont très semblables. Les liens organisationnels sont les plus officiels dans l'Ouest, en raison de l'existence de la RENOP et du vif intérêt que suscite l'idée d'une région transfrontalière des Cascades<sup>18</sup>. Dans la région des Prairies et des grandes plaines, les liens organisationnels transfrontaliers officiels sont peut-être les plus faibles, mais les réseaux informels et les liens économiques des provinces des Prairies avec leurs partenaires des États transfrontaliers et leurs dépendances commerciales sont relativement forts

### Enquête auprès des leaders et entrevues exécutives

On s'est servi de l'*Enquête auprès des leaders sur les régions transfrontalières entre le Canada et les États-Unis* et des entrevues de suivi pour étudier plus à fond les liens transfrontaliers cernés dans le *Rapport provisoire* du PRP, et pour explorer plus complètement la nature des relations régionales transfrontalières, en particulier du point de vue des possibilités et des défis qu'elles présentent pour le Canada.

Le questionnaire visait à définir ce qui constitue une région transfrontalière, à déterminer les liens que les organismes sondés pouvaient avoir noués, à évaluer les possibilités et les défis stratégiques associés avec les régions transfrontalières, et à examiner l'évolution des liens transfrontaliers.

L'*Enquête auprès des leaders* et les entrevues de suivi avaient été conçues par le PRP, avec l'aide de spécialistes d'universités, et menées par la firme EKOS entre le 28 juillet et le 15 octobre

2005. C'était la première fois qu'une enquête et des entrevues de cette envergure étaient effectuées sur la question des régions transfrontalières entre le Canada et les États-Unis.

Plus de 110 leaders du Canada et des États-Unis ont répondu au questionnaire envoyé par la poste; ils représentaient des organismes des secteurs public et privé ainsi que chacune des grandes régions transfrontalières. Les entrevues de suivi ont été effectuées pour permettre d'examiner plus à fond les questions faisant l'objet de l'enquête.

Pour de plus amples renseignements au sujet de l'*Enquête auprès des leaders* et des entrevues de suivi, et pour recevoir le document de travail n° 12 du PRP intitulé *Leader Survey on Canada-US Cross-Border Regions: An Analysis*, 2006, prière de communiquer avec le PRP à <questions@prs-srp.gc.ca>.

Figure 7. Le tableau complet

|                           | Ouest |    | Prairies-Grandes Plaines |    |    | Grands Lacs-Centre | Est |            |    |    |    |
|---------------------------|-------|----|--------------------------|----|----|--------------------|-----|------------|----|----|----|
|                           | CB    | AB | AB                       | SK | MB | ON                 | QC  | Atlantique |    |    |    |
|                           |       |    |                          |    |    |                    |     | NB         | NE | PE | TL |
| <b>L'économie</b>         |       |    |                          |    |    |                    |     |            |    |    |    |
| Niveau du commerce        | ●     | ●  | ●                        | ●  | ●  | ●                  | ●   | ●          | ●  | ●  | ●  |
| Croissance du commerce    | ●     | ●  | ●                        | ●  | ●  | ●                  | ●   | ●          | ●  | ●  | ●  |
| Étendue du commerce       | ●     | ●  | ●                        | ●  | ●  | ●                  | ●   | ●          | ●  | ●  | ●  |
| Dépendance commerciale    | ●     | ●  | ●                        | ●  | ●  | ●                  | ●   | ●          | ●  | ●  | ●  |
| <b>Culture et valeurs</b> | ●     | ●  | ●                        | ●  | ●  | ●                  | ●   | ●          | ●  | ●  | ●  |
| <b>Organisations</b>      |       |    |                          |    |    |                    |     |            |    |    |    |
| Intergouvernementale      |       |    |                          |    |    |                    |     |            |    |    |    |
| À but unique              | ●     | ●  | ●                        | ●  | ●  | ●                  | ●   | ●          | ●  | ●  | ●  |
| À but général             | ●     | ●  | ●                        | ●  | ●  | ●                  | ●   | ●          | ●  | ●  | ●  |
| Civile                    | ●     | ●  | ●                        | ●  | ●  | ●                  | ●   | ●          | ●  | ●  | ●  |
| Villes                    | ●     | ●  | ●                        | ●  | ●  | ●                  | ●   | ●          | ●  | ●  | ●  |



Dans l'Ouest : la Colombie-Britannique, l'Alberta et le Yukon avec l'Alaska, le Washington, l'Oregon, l'Idaho, et le Montana.

Dans la région des Prairies et des Grandes Plaines : l'Alberta, la Saskatchewan et le Manitoba avec le Montana, le Wyoming, le Dakota du Nord, le Dakota du Sud et le Minnesota.

Dans la région des Grands Lacs et du Centre : l'Ontario avec le Michigan, l'Indiana et l'Ohio.

Dans l'Est : le Québec avec l'État de New York, le Vermont, le Maine, et le New Hampshire; le Canada atlantique avec le Maine, le New Hampshire, le Massachusetts, le Connecticut, et le Rhode Island.

- Relativement fort
- Important
- Faible

comparativement à ceux qui existent entre d'autres provinces canadiennes et États américains.

L'Ontario a des liens importants avec les États voisins de la région des Grands Lacs et du Centre sous les trois rapports, soit économique, socioculturel et organisationnel. Il en va de même du Québec, dans le cas des liens économiques et organisationnels.

Le Canada atlantique a des liens organisationnels et des réseaux très actifs ainsi que des rapports économiques et socioculturels assez importants avec ses partenaires des États transfrontaliers<sup>19</sup>.

## Conclusions fondamentales – Enquête auprès des leaders et entrevues exécutives

Les conclusions ont été fondées principalement sur des indicateurs quantitatifs. Ceux-ci ont ensuite été complétés par les témoignages qualitatifs recueillis lors de l'enquête auprès des leaders et par les conclusions des entrevues exécutives de suivi, auxquelles ont participé des représentants clés du monde des affaires, de divers niveaux de gouvernement, d'universités, d'instituts de réflexion et d'organisations et associations transfrontalières.

Les résultats de l'enquête auprès des leaders et des entrevues exécutives fournissent de nouveaux renseignements et des détails au sujet de l'identité des parties qui interviennent dans les relations régionales transfrontalières, et ils permettent de mieux comprendre la nature et la portée des liens transfrontaliers régionaux.

En plus de confirmer la diversité et la vaste portée des relations régionales transfrontalières, l'enquête auprès des leaders et les entrevues exécutives font entrevoir la croissance future des relations régionales transfrontalières sous un jour positif.

Les conclusions indiquent que les intervenants régionaux transfrontaliers ont souvent plus de choses en commun avec les autres membres de leur région transfrontalière, dans l'axe nord-sud, qu'avec les intervenants des autres régions, dans l'axe est-ouest<sup>20</sup>. On prévoit que les réseaux et liens régionaux, en particulier dans les domaines de l'infrastructure, de l'énergie et de l'économie, s'étendront.

En ce qui concerne leur valeur publique, les résultats ont souligné l'opinion, très répandue chez les intervenants actifs, selon laquelle les relations régionales transfrontalières sont avantageuses, mais que l'on sous-estime souvent leur influence sur les relations canado-américaines. Les répondants à l'enquête auprès des leaders et les participants aux entrevues ont relevé un certain nombre d'avantages pour le Canada; ceux-ci allaient de la valeur publique de réseaux transfrontaliers régionaux plus forts pour la discussion et la résolution binationales des questions régionales transfrontalières, à la capacité de traiter les préoccupations canado-américaines locales d'une manière pragmatique et d'exprimer les points de vue régionaux transfrontaliers dans les capitales nationales. On a en outre signalé que les organisations et réseaux transfrontaliers régionaux servent de « laboratoire pour l'innovation en matière de politiques » (p. ex., la RENOP a préconisé avec succès l'élargissement du programme Nexus).

Tout bien considéré, les organisations et réseaux transfrontaliers régionaux assurent des services précieux qui complètent ceux fournis par le gouvernement du Canada. Les répondants ont reconnu le rôle important joué par les gouvernements des provinces et des États dans les relations régionales transfrontalières, mais ils ont également admis que le gouvernement du Canada a un rôle essentiel à jouer pour renverser beaucoup des obstacles qui empêchent une coopération transfrontalière régionale plus poussée.

On examine ce sujet plus à fond dans la section sur les considérations stratégiques, mais, brièvement, les répondants ont suggéré que le gouvernement du Canada facilite les relations régionales transfrontalières, et de ce fait en récolte les avantages à l'avenir, par exemple en fournissant de meilleurs renseignements aux intervenants régionaux, en les appuyant, et en soutenant leur travail sur les dossiers régionaux transfrontaliers.

### Conclusions fondamentales – Tables rondes régionales et atelier de Washington

Une série de tables rondes régionales et un atelier tenu à Washington ont permis d'accroître la connaissance des relations régionales transfrontalières et de recueillir des idées nouvelles à partir des conclusions de l'enquête auprès des leaders, des entrevues exécutives et des recherches.

Des représentants actifs importants du secteur privé et de la société civile ainsi que des hauts fonctionnaires de différents niveaux de gouvernement (p. ex., consuls, politiciens, sous-ministres provinciaux) ont pris part aux tables rondes et à l'atelier de Washington. On leur a demandé de réfléchir à la valeur publique et aux défis inhérents à l'établissement d'autres liens régionaux transfrontaliers, et de délibérer sur les incidences stratégiques que peuvent avoir les régions transfrontalières pour le gouvernement du Canada,

de manière à tracer une voie pour l'avenir (dont il sera question à la section 3). Ces tables rondes ont été appuyées par un certain nombre de ministères fédéraux, dont l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, Développement économique Canada pour les régions du Québec, et Diversification de l'économie de l'Ouest Canada. Au total, six tables rondes régionales ont été tenues un peu partout au Canada, soit à Vancouver, Winnipeg, Waterloo, Montréal, Sackville (Nouveau-Brunswick) et Ottawa. Elles ont été complétées par un atelier tenu à Washington sous la présidence conjointe du Centre d'études stratégiques et internationales et de l'Institut canadien du Woodrow Wilson International Center for Scholars.

### **Idées fondamentales**

Les participants aux tables rondes et à l'atelier ont unanimement soulevé trois principales observations :

- L'ALE et l'ALENA ont codifié la réalité économique de la fin du siècle dernier, mais les régions et les relations régionales transfrontalières entre le Canada et les États-Unis font partie d'une réalité socioéconomique nouvelle et importante à laquelle il faut prêter attention.
- Les relations régionales transfrontalières sont un « phénomène issu de la base » qui s'est produit dans une large mesure sans l'intervention du gouvernement du Canada. Ces relations reflètent souvent des réseaux informels dépourvus de structure institutionnelle permanente, et ils sont difficiles à reconnaître. Mais ils peuvent quand même, tout comme les organisations et réseaux plus officiels, bénéficier considérablement de l'appui du gouvernement du Canada.
- Les régions transfrontalières possèdent leur identité et leur unicité propres, ce qui oblige le gouvernement du Canada à essayer de prendre en compte les particularités régionales transfrontalières dans son processus d'élaboration des politiques.

Les discussions des tables rondes régionales et celles de l'atelier de Washington ont fourni nombre d'exemples de la façon dont les relations transfrontalières pouvaient être très différentes d'une région à l'autre tout en étant à de nombreux égards semblablement importantes et étendues. Des participants ont déclaré avoir remarqué que d'innombrables réseaux transfrontaliers pratiques et fonctionnels s'étaient créés partout au Canada ces dernières années entre des provinces, des États, des municipalités, des groupes de gens d'affaires et d'autres organisations non gouvernementales, d'une part, et la société civile, de l'autre<sup>21</sup>. Si des combinaisons uniques de structures informelles et institutionnelles reflètent souvent les intérêts, les préoccupations et les capacités des intervenants régionaux transfrontaliers<sup>22</sup>, on était très largement d'accord sur les enjeux et défis majeurs.

En particulier, les participants ont signalé que les relations et réseaux régionaux transfrontaliers présentent les avantages suivants :

- Ils servent de cadre de dialogue et de discussion sur des questions importantes.
- Leurs activités complètent et appuient les initiatives fédérales.

Les organisations et réseaux transfrontaliers régionaux fournissent souvent aux intervenants régionaux l'occasion de participer à des dialogues sérieux sur d'importantes questions canado-américaines. Ils peuvent constituer un cadre efficace pour permettre d'accomplir des progrès sur des questions régionales particulières qui ne présentent peut-être pas le même degré d'intérêt au niveau national. Peut-être parce que les organisations et réseaux transfrontaliers régionaux s'intéressent souvent activement aux questions qui relèvent, au moins en partie, de la compétence des provinces ou des États, les participants à toutes les tables rondes étaient d'avis que leurs rôles sont souvent complémentaires et qu'ils soutiennent et complètent toujours les activités fédérales.

## Tables rondes régionales

Les participants aux diverses tables rondes ont été largement d'accord lorsqu'il s'agissait de déterminer l'importante valeur publique des relations régionales transfrontalières ainsi que les principaux obstacles à leur développement plus poussé.

Ces conclusions de recherche ont été présentées et discutées lors d'une série de tables rondes tenues entre novembre 2005 et mars 2006, et d'un atelier tenu à Washington, en mai 2006. Les tables rondes ont eu lieu à Montréal, le 23 novembre 2005; à Winnipeg, le 14 février 2006; à Vancouver, le 16 février 2006; à Waterloo, le 28 février 2006; à Sackville (Nouveau-Brunswick), le 3 mars 2006, et à Ottawa, les 6 et 7 mars 2006. L'atelier de Washington a été tenu sous la présidence de l'Institut canadien du Woodrow Wilson Center for International Scholars et du Smart Border North Working Group du Centre d'études stratégiques et internationales, le 23 mai 2006.

Près de 200 experts canadiens et américains provenant d'associations de gens d'affaires, d'organisations régionales transfrontalières, d'instituts de réflexion sur les politiques publiques et instituts de recherche, du milieu universitaire et de tous les niveaux de gouvernement ont participé aux tables rondes, et 50 autres ont pris part à l'atelier de Washington.

Chaque table ronde, d'une durée d'une journée, était divisée en trois séances. Au cours de la première, on présentait les résultats du *Rapport provisoire*, de l'*Enquête auprès des leaders* et des entrevues exécutives, et on en discutait. Ensuite, on examinait divers projets locaux, ententes et initiatives régionales ainsi que les enseignements tirés de ces collaborations, afin de mieux comprendre le mode de fonctionnement des régions transfrontalières. Enfin, on discutait des considérations stratégiques possibles liées à l'existence des régions transfrontalières et de ses répercussions potentielles pour le gouvernement du Canada. Les rapports, exposés et présentations de ces tables rondes sont disponibles sur le site web du PRP, à l'adresse <[www.recherchepolitique.gc.ca](http://www.recherchepolitique.gc.ca)>.

Pour de plus amples renseignements au sujet des tables rondes, et pour recevoir un exemplaire du rapport de synthèse sur celles-ci, prière de communiquer avec le PRP à <[questions@prs-srp.gc.ca](mailto:questions@prs-srp.gc.ca)>.



- Ils peuvent rassembler des acteurs et intervenants clés des secteurs privé, civil et public. De même, les organisations et réseaux transfrontaliers régionaux sont utiles pour rassembler des leaders des secteurs privé et public et de la société civile, parfois dans des forums uniques. Par exemple, la RENOP fournit des structures officielles pour renforcer et accroître les relations entre le Canada et les États-Unis et pour discuter de questions d'intérêt régional.

- Ils apportent une contribution importante à la vigueur et à la force des relations canado-américaines au niveau régional. Les participants ont souligné que la force réelle des relations canado-américaines se situe au niveau infranational, car les organisations et réseaux transfrontaliers régionaux sont souvent essentiels pour résoudre de nombreux problèmes régionaux binationaux (dont beaucoup intéressent les gouvernements fédéraux)<sup>23</sup>. Plusieurs participants ont en

outre fait remarquer que le secteur privé a un rôle clé à jouer dans la promotion des initiatives régionales transfrontalières.

Mais cela ne va pas à l'encontre de la participation fédérale. En fait, les participants ont attiré une attention particulière sur l'idée que le gouvernement du Canada pourrait jouer un rôle utile pour surveiller l'information découlant des activités liées aux interactions transfrontalières régionales, en faciliter et coordonner la diffusion, et retirer des avantages de ce travail.

- Ils montrent comment la collaboration entre les intervenants transfrontaliers peut produire des résultats plus nombreux et meilleurs.

Ils fournissent en outre un mécanisme permettant aux gouvernements fédéraux et régionaux infranationaux de trouver des moyens de coordonner les politiques et de poursuivre des intérêts communs. Un certain nombre de participants ont exprimé l'avis que les organisations régionales transfrontalières pourraient fournir l'infrastructure virtuelle nécessaire pour coordonner les politiques intergouvernementales internationales sans que les gouvernements de part et d'autre de la frontière aient à réorganiser des organismes en place ou à en créer de nouveaux.

À mesure que les activités industrielles et économiques transcendent de plus en plus les limites régionales, il faut accroître continuellement la coopération, la coordination et la collaboration si l'on veut créer des économies régionales transfrontalières plus fortes et plus efficaces<sup>24</sup>. Une approche transfrontalière plus cohésive au niveau régional dans des activités et secteurs économiques déterminés pourrait garantir la compétitivité de la région transfrontalière sur les marchés tiers<sup>25</sup>.

- Leurs activités permettent de résoudre les problèmes binationaux plus facilement et d'une manière plus pratique.

En effet, les participants aux tables rondes et à l'atelier de Washington ont fait remarquer que la

participation et la coopération efficaces des intervenants régionaux transfrontaliers et les relations établies à ce niveau permettent de résoudre les problèmes locaux binationaux plus facilement et d'une manière plus pratique. De plus, les avantages sont moins diffus et plus faciles à reconnaître au niveau régional. Par conséquent, les organisations et réseaux transfrontaliers régionaux fournissent un mécanisme efficace pour faire avancer des dossiers particuliers de nature régionale (c.-à-d. des dossiers concernant le bien public, comme les questions environnementales, la gestion des ressources et l'infrastructure liée à la frontière) qui n'ont peut-être pas suffisamment de poids pour susciter l'intérêt et la prise de mesures au niveau national. La coopération environnementale qui existe entre le Québec, le Vermont et l'État de New York en vue de protéger le lac Champlain fournit un exemple à cet égard.

Il y a des questions que le gouvernement du Canada, celui des États-Unis, les provinces, les États et les autres niveaux de gouvernement ainsi que la société civile de part et d'autre de la frontière peuvent mieux résoudre en travaillant de concert<sup>26</sup>. Pour le gouvernement du Canada, cela signifie concéder que les provinces, les États, les municipalités, le secteur privé et le secteur civil collaborent déjà souvent en ce qui concerne les questions transfrontalières. Toutefois, les possibilités de succès peuvent être accrues par la participation du gouvernement du Canada, qui peut aussi favoriser des résultats favorables concordant avec les initiatives fédérales dans une région particulière ou une autre, et y contribuer. Cela pourrait obliger les gouvernements fédéraux du Canada et des États-Unis à coordonner de plus en plus leurs efforts avec les gouvernements et partenaires régionaux, de manière à établir des politiques plus efficaces. En conséquence, les cadres d'élaboration des politiques de l'avenir devraient englober dans une plus large mesure les divers intervenants et niveaux de gouvernement additionnels au niveau régional transfrontalier.

### Principaux défis

Quels sont certains des défis particuliers inhérents à l'établissement d'autres liens transfrontaliers régionaux? De nombreux participants ont abordé la question des obstacles clés. Un consensus s'est dégagé sur le caractère sérieux d'un certain nombre de défis :

- Une préoccupation clé des répondants et des personnes interrogées avait trait au besoin d'instaurer une *gestion* plus efficace de la frontière. Les opérations de transport et la planification des programmes en la matière doivent être mieux intégrées sur une base régionale. Cela comprend mettre davantage l'accent sur la gestion de la circulation à destination de la frontière et en provenance de celle-ci. Les participants aux diverses tables rondes régionales ont fait remarquer que la gestion efficace de la frontière non seulement influe sur la relation commerciale du Canada avec les États-Unis, mais encore a des incidences importantes sur les relations commerciales internationales, comme les relations de l'Ouest avec la région de l'Asie-Pacifique.
- L'amélioration de l'*infrastructure des transports* a constitué une autre question importante. Lors de toutes les tables rondes régionales, l'insuffisance de l'infrastructure des transports entre le Canada et les États-Unis a été citée clairement comme un obstacle sérieux aux liens transfrontaliers régionaux (de nombreux participants ont souligné que les investissements canadiens dans l'infrastructure des transports le long de la frontière étaient moindres que ceux des États-Unis). Un certain nombre ont affirmé que les corridors de transport sont essentiels à la vigueur des régions transfrontalières. Plusieurs ont fait valoir le besoin d'améliorer l'infrastructure de tous les modes de transport terrestre. Par exemple, le service ferroviaire entre le Canada atlantique et la Nouvelle-Angleterre est sérieusement fragmenté, de sorte qu'il ne favorise pas la création de liens économiques transfrontaliers plus poussés<sup>27</sup>.
- Les *questions de réglementation* ont été mises en lumière dans le cadre de la plupart des tables rondes régionales et de l'atelier de Washington. L'incompatibilité des politiques de réglementation a des conséquences énormes sur les chaînes d'approvisionnement croissantes et sur les mécanismes de livraison ponctuelle entre le Canada et les États-Unis, car l'efficacité logistique (p. ex., la taille des cargaisons) n'est pas maximisée en raison des différences entre les réglementations des deux pays.
- On a également signalé l'*interdépendance croissante des enjeux et des domaines de compétence*. Les compétences sont de plus en plus imbriquées sur le plan horizontal dans un certain nombre de secteurs, et sur le plan vertical entre les gouvernements fédéral, provinciaux et locaux. Par exemple, le transport est maintenant lié fortement à la sécurité. Pourtant, le transport est en grande mesure un domaine de compétence provinciale ou des États, tandis que la sécurité relève de la compétence fédérale. De l'avis de nombreux participants aux tables rondes régionales, ces différences de compétences sont déroutantes et peuvent mener à des politiques inefficaces et inefficientes en ce qui touche la coopération binationale.
- Mais le simple fait d'aider les groupes et les individus à tirer davantage parti de ces vastes réseaux transfrontaliers régionaux entre le Canada et les États-Unis, ou à créer les leurs, constitue un défi capital. Ici, on était d'avis que le gouvernement du Canada pourrait jouer un rôle particulier en rassemblant l'information d'une manière uniforme d'une région à l'autre, puis en la communiquant aux autres régions – dans le cas des pratiques exemplaires, par exemple –, et fournir ainsi aux régions un moyen utile de s'instruire mutuellement. Cela peut aussi comporter la mise en commun de données, de ressources et d'idées au sujet des défis, des réussites et des étapes suivantes, de telle sorte que les intervenants transfrontaliers de différentes régions puissent trouver des moyens de mieux

collaborer et de mieux tirer parti de l'expertise, de l'expérience et des réussites des autres. De fait, les participants ont exhorté le gouvernement du Canada à appuyer les organisations et réseaux transfrontaliers régionaux en tant que lieux efficaces pour accroître la quantité et la qualité de l'information disponible pour permettre d'évaluer les enjeux stratégiques et de donner des conseils

aux décideurs au niveau tant régional que national. Le processus fonctionnerait dans les deux sens, car on pourrait utiliser les organisations et réseaux transfrontaliers régionaux à la fois pour rassembler de l'information de nature davantage régionale et pour diffuser l'information des gouvernements centraux aux intervenants régionaux, par exemple sur les incidences régionales de décisions stratégiques.

## Point de vue

### ***Créer des liens transfrontaliers efficaces : une priorité***

La création de liens transfrontaliers efficaces constitue une priorité pour la Colombie-Britannique, car ces relations nous aident à répondre à des préoccupations communes et à tirer parti de possibilités communes.

La Colombie-Britannique appuie fermement la Région économique du Nord-Ouest du Pacifique dans la promotion de la coopération régionale. À titre de partenariat binational entre les secteurs public et privé, la RENOP fournit un forum unique qui permet aux législateurs des provinces et des États et au secteur privé du Canada et des États-Unis de comprendre leurs systèmes politiques réciproques et de définir des priorités régionales communes qui peuvent être mises en avant à Ottawa et à Washington. La RENOP a accompli un travail de pionnier pour promouvoir une gestion plus efficace de la frontière, la sécurité des infrastructures essentielles, la planification en matière d'énergie, la mobilité transfrontalière de la main-d'œuvre et l'innovation économique.

La Colombie-Britannique collabore étroitement avec ses voisins touchant des priorités comme la sécurité et l'ouverture des frontières, les changements climatiques et l'environnement, l'énergie, les transports, le tourisme, le commerce, et les Jeux olympiques d'hiver de 2010. En reconnaissant que l'on peut mieux résoudre les problèmes transfrontaliers en travaillant de concert, la Colombie-Britannique recherche les possibilités de collaborer avec les autres provinces et États, de participer aux organisations régionales, de

promouvoir les priorités communes, et de mettre en commun les pratiques exemplaires en matière d'élaboration et de mise en œuvre des politiques.

Par exemple, la Colombie-Britannique a conclu un accord sur le commerce, les investissements et la mobilité de la main-d'œuvre avec la province de l'Alberta en 2006. Cet accord novateur, élaboré au cours de réunions conjointes régulières des conseils des ministres, supprime les obstacles au commerce, aux investissements et à la mobilité de la main-d'œuvre, et crée ainsi une grande région économique – la deuxième au Canada par son importance.

La Colombie-Britannique et l'État de Washington collaborent à des dossiers d'intérêt mutuel dans le cadre de sommets de haut niveau qui se tiennent annuellement. La province s'applique à créer un « collectif de la côte du Pacifique » s'étendant de l'Alaska à la Californie afin d'établir un forum de leadership sur des questions d'intérêt mutuel, en particulier les changements climatiques et la santé des océans. Et elle participe activement à la Western Climate Initiative avec les États américains.

---

#### ***L'honorable John van Dongen***

*Ministre d'État aux Relations intergouvernementales, gouvernement de la Colombie-Britannique, et vice-président canadien de la Région économique du Nord-Ouest du Pacifique (RENOP)*

## Conclusions fondamentales – Enseignements tirés d'autres expériences

Pour faire le point des enseignements et idées utiles que le Canada pourrait tirer de la compréhension des relations régionales transfrontalières établies ailleurs, on a examiné les expériences mexico-américaine et européenne (voir *The Emergence of Cross-Border Regions along the Mexican-US Border and in Europe*, document de travail n° 35 du PRP, 2008).

L'étude des régions transfrontalières émergentes le long de la frontière entre le Mexique et les États-Unis fournit une comparaison intéressante parce que le Mexique et le Canada ont tous deux leur principale frontière en commun avec les États-Unis, ils sont tous deux parties à l'ALENA, et ils ont tous deux un régime fédéral. Mais ils présentent par ailleurs des différences frappantes du point de vue de l'histoire et du patrimoine très particuliers du Mexique et des questions liées au développement économique et à la sécurité des frontières. Néanmoins, l'examen des liens entre le Mexique et les États-Unis confirme le rôle important que l'histoire, la géographie et la démographie peuvent jouer pour aider à préparer la voie à l'établissement de régions transfrontalières issues de la base.

Dans ce cas, une histoire espagnole commune et riche, une importante géographie nord-sud et l'hispanisation croissante dans les États du Sud des États-Unis ont contribué à façonner les relations régionales transfrontalières entre le Mexique et les États-Unis. L'ALENA a encouragé l'activité économique bilatérale entre le Canada et les États-Unis. De même, l'interdépendance économique croissante entre le Mexique et les États-Unis a été favorisée par l'ALENA et par les programmes d'industrialisation frontaliers. Ceux-ci ont à leur tour contribué au régionalisme transfrontalier mexico-américain et à un nombre croissant d'initiatives locales visant à faire face aux relations frontalières complexes. Dans le cas des liens tant mexico-américains que canado-américains, des interactions courantes, informelles, pragmatiques et souvent peu onéreuses entre des représentants du secteur privé et/ou des fonctionnaires de divers niveaux de gouvernement

doivent souvent précéder l'établissement de relations organisationnelles régionales transfrontalières officielles.

L'expérience européenne est fascinante pour plusieurs raisons additionnelles. Contrairement à l'Amérique du Nord, où seulement trois pays de grande superficie relativement nouveaux occupent le continent, l'Europe se compose de nombreux pays beaucoup plus petits qui ont en commun des histoires régionales anciennes et parfois supranationales. L'intérêt actif pour les relations régionales transfrontalières en Europe est axé sur de plus petites bandes de régions limitrophes où ces relations se rattachent peut-être davantage, au sens nord-américain, à la coopération transfrontalière régionale entre gouvernements locaux (municipalités et administrations régionales parfois plus considérables, mais quand même petites sur le plan géographique). Au cours des deux dernières décennies, ces euro-régions transfrontalières ont proliféré de façon extraordinaire. En fait, il n'y a pratiquement aucune administration locale ni régionale dans les zones frontalières européennes qui ne participe pas actuellement de quelque manière à des initiatives de coopération transfrontalière régionale. Les eurorégions sont financées grâce à une structure de gouvernance supranationale de la Commission européenne, et elles fournissent des exemples des nouveaux cadres d'élaboration des politiques englobant des représentants de différents niveaux de gouvernement et des intervenants divers, dont des gens d'affaires des deux côtés de la frontière, dans un contexte régional<sup>28</sup>.

Dans les trois cas, soit régions transfrontalières entre le Mexique et les États-Unis, eurorégions et régions transfrontalières entre le Canada et les États-Unis, les avantages que l'on voit aux relations régionales transfrontalières comprennent la création et le développement de chaînes d'approvisionnement et de grappes industrielles transfrontalières régionales, et la prospérité économique des régions limitrophes. Une conclusion connexe a été qu'il importe au plus haut point de forger des liens plus forts entre les régions frontalières et les marchés plus éloignés si l'on veut aider les régions transfrontalières à diversifier leurs activités pour offrir des produits et des services de plus grande valeur.

Toutefois, la comparaison entre les régions transfrontalières mexico-américaines et canado-américaines et les eurorégions fournit un contraste réel entre l'établissement de relations régionales transfrontalières issues de la base et les initiatives découlant de programmes conçus par les autorités<sup>29</sup>. En Europe, les régions limitrophes sont des secteurs prioritaires de développement économique régional, et la croissance rapide des eurorégions dans les années 1990 montre jusqu'à quel point l'innovation institutionnelle reposant sur les plans de soutien supranationaux de l'UE, alliés à une coopération transfrontalière locale active, peut fournir une approche pratique et viable du développement des régions limitrophes. Dans la majorité des cas, les eurorégions sont liées à la mise en œuvre de ce que l'on appelle les programmes INTERREG (initiatives communautaires de l'UE sur les régions internationales) – en particulier leur volet A, qui s'applique à la coopération transfrontalière dans les régions limitrophes – et favorisées par ces programmes.

D'autre part, dans le cas des régions transfrontalières mexico-américaines et canado-américaines, la coopération transfrontalière entre les gens d'affaires, la société civile et les niveaux de gouvernement devient un moyen permettant aux parties de part et d'autre d'une région de collaborer à des activités qui produisent des économies d'échelle et accroissent l'efficacité. Même alors, ces organisations ne sont pas financées pour mettre en œuvre la politique régionale de la manière coordonnée employée par les eurorégions dans le développement conjoint des régions limitrophes.

### ***Idées de l'Europe sur le financement assuré par les autorités centrales***

L'expérience européenne montre que le financement assuré par les autorités peut contribuer à stimuler et à stabiliser les contacts transfrontaliers, ainsi que le nombre et la nature des projets à ce niveau. S'il n'est pas clair encore si les eurorégions et les relations qu'elles ont établies dépendront toujours des fonds des programmes INTERREG, beaucoup, en particulier celles qui existent depuis longtemps, comme les régions limitrophes de l'Allemagne et du Bénélux, réussissent à ne pas dépendre entièrement de ces programmes. Il en va moins ainsi dans les régions où le recours à ceux-ci est plus récent, comme en Europe de l'Est, où des efforts de rapprochement sont en cours, alors qu'en Amérique du Nord, des liens existent déjà.

Néanmoins, il faut reconnaître que la possibilité pour les gouvernements européens non centraux de coopérer à ces initiatives transfrontalières s'est considérablement élargie grâce en grande partie à l'intégration macro-régionale officielle effectuée en Europe. L'intégration supranationale survenue au sein de l'Union européenne ne s'est pas produite en Amérique du Nord. Par conséquent, des initiatives de financement des régions transfrontalières nord-américaines sur le modèle des eurorégions supposeraient des changements radicaux du point de vue canado-américain ou mexico-américain, car les sources de financement existent seulement sous l'égide des autorités centrales, des autorités des États et des autorités locales.

### ***Idées de l'Europe sur la gouvernance des régions transfrontalières***

Une autre question importante consiste à savoir si les gouvernements nationaux, régionaux et locaux en Amérique du Nord pourraient jamais parvenir à des accords pour effectuer une coordination dans la même mesure que les eurorégions. Autrement dit, des organisations institutionnelles influentes pourraient-elles se former en Amérique du Nord comme en Europe en l'absence d'un organisme supranational semblable à la Commission européenne?

Les eurorégions supposent des institutions de gouvernance, comme le prévoient les programmes INTERREG. La gouvernance vise à faciliter la participation des intervenants locaux et des acteurs régionaux (différents ordres de gouvernement, chambres, associations, syndicats, employeurs, organisations culturelles et associations touristiques) à l'élaboration conjointe des projets et à la répartition des tâches.

Toutefois, il y a différentes façons de collaborer. Selon la nature de la question et/ou du problème, les activités des partenaires des eurorégions peuvent avoir lieu en dehors du programme INTERREG. À mesure que les régions transfrontalières se développent, la coopération peut devenir plus spontanée, plus diverse et plus fluide en ce qui concerne les participants et l'opportunité de faire appel au programme INTERREG ou non. Par conséquent, sur la question de savoir si des structures officielles sont nécessaires pour que les relations transfrontalières entre le Canada et les États-Unis soient efficaces et prospèrent, l'expérience européenne semble indiquer qu'une condition essentielle est toujours la volonté et le désir des parties aux relations transfrontalières de coopérer.

En Europe, où l'histoire a rendu la coopération transfrontalière difficile, le programme INTERREG procure un stimulant bienvenu pour aider les intervenants à surmonter les difficultés et les hésitations qui s'opposent à cette coopération. Toutefois, il convient de signaler que, le long de la frontière canado-

américaine, où le développement des amitiés et des collectivités a été moins entravé, les obstacles à la collaboration tiennent souvent à des problèmes précis et peuvent avoir trait à l'infrastructure, à la différence des réglementations. Cependant il n'est pas toujours facile de trouver des façons de concilier des intérêts parfois opposés lorsque des pays différents sont en cause, en aussi bons termes soient-ils.

### ***Idées de l'Europe sur les avantages de la constitution de réseaux entre les régions transfrontalières***

Une idée importante tirée de l'expérience de l'Europe souligne les avantages de la constitution de réseaux. Les eurorégions tirent profit d'un réseau transnational d'intérêts régionaux frontaliers grâce à l'Association des régions frontalières européennes (ARFE), où le savoir-faire et l'information peuvent être mis en commun, les intérêts et problèmes communs abordés, et les corps politiques européens mis au courant des questions transfrontalières.

Cela aide les eurorégions à rester au diapason des derniers développements sur une scène plus large, et à comparer leurs pratiques et leurs expériences. L'échange d'information et d'expériences peut consister à explorer des idées, des stratégies et des activités nouvelles, ce qui accélère le processus d'innovation et de réflexion créatrice et la diffusion des pratiques exemplaires parmi les régions transfrontalières. Le réseau et les dialogues entre régions transfrontalières aident en outre à discerner les tendances, à interpréter les orientations, à favoriser la consultation, et à communiquer l'inspiration offerte par les leaders.

La constitution de réseaux semblables le long de la frontière entre le Canada et les États-Unis, qu'ils soient officiels comme dans le cas de l'ARFE ou improvisés et créés spontanément pour résoudre une question particulière, pourrait être avantageuse pour les régions transfrontalières canado-américaines individuelles.



### 3. CONSIDÉRATIONS LIÉES AUX POLITIQUES PUBLIQUES

#### La nouvelle réalité régionale des relations transfrontalières

L'expansion rapide des relations et réseaux régionaux transfrontaliers indique qu'une nouvelle dynamique importante est en train de se créer dans le contexte des relations entre le Canada et les États-Unis, dynamique qui comporte une participation active plus grande des acteurs infranationaux à ces relations au niveau régional. La gestion des relations canado-américaines devient donc plus inclusive et plus sophistiquée, en ce sens qu'elle fait intervenir non seulement les gouvernements fédéraux canadien et américain, mais encore les provinces et les États, des entreprises du secteur privé et des organisations de la société civile, dans une multitude de relations et de réseaux transfrontaliers informels et officiels.

Cela oblige le gouvernement du Canada à réfléchir plus à fond à son rôle et à ses mesures propres, et à envisager comment il pourrait mieux tenir compte de ces relations et réseaux régionaux transfrontaliers dans ses considérations stratégiques et, au bout du compte, adapter celles-ci à la nouvelle réalité régionale transfrontalière.

#### Comment le gouvernement du Canada pourrait-il jouer un rôle plus utile à l'avenir?

Le gouvernement du Canada participe déjà très activement, bien sûr, aux activités canado-américaines, sinon de manières distinctement régionales, du moins incontestablement d'un point de vue national général (voir l'encadré de la page 22). En effet, il remplit un rôle essentiel en s'assurant que les relations canado-américaines d'ensemble sont solides, et en intervenant pour résoudre les différends binationaux. Au nombre des principaux défis actuels figurent le maintien d'une

frontière ouverte, l'amélioration de l'infrastructure des transports, et la poursuite d'objectifs impérieux comme la réduction et l'élimination des différences inutiles en matière de réglementation. Par conséquent, des ministères, organismes et fonctionnaires fédéraux traitent quotidiennement avec leurs homologues américains et des groupes d'intervenants de part et d'autre de la frontière.

Le Secrétariat de défense des intérêts canadiens à l'ambassade du Canada à Washington comprend une section des affaires parlementaires et provinciales/territoriales qui aide à promouvoir les dossiers régionaux dans la capitale américaine (un ministre-conseiller pour la province de l'Alberta en fait partie). Par ailleurs, le gouvernement du Canada fait participer de plus en plus les gouvernements provinciaux aux pourparlers commerciaux, et il demande aux provinces d'utiliser leurs antennes au sud de la frontière afin d'améliorer notre compréhension de la société complexe que forment les Américains.

Cela concorde avec nos conclusions selon lesquelles les provinces, les États et d'autres parties sont de plus en plus actifs au niveau régional et assument maintenant un leadership dans l'établissement et le développement de liens régionaux transfrontaliers entre le Canada et les États-Unis.

Toutefois, les opinions, les exemples et les expériences mis en avant par des participants actifs aux relations régionales transfrontalières – dans le cadre de l'enquête auprès des leaders et des entrevues exécutives de suivi, des tables rondes régionales et de l'atelier de Washington – ont accentué davantage le besoin pour le gouvernement du Canada d'accorder une attention plus étroite aux relations *régionales* transfrontalières. Il est certain qu'ils ont formulé des suggestions intéressantes touchant la façon dont le gouvernement du Canada pourrait moderniser son rôle, et les activités

## Façons dont le gouvernement du Canada participe déjà aux activités transfrontalières

Le gouvernement du Canada participe aux activités transfrontalières et il les appuie, en particulier celles qui ont un caractère national, et il utilise divers mécanismes pour les favoriser, dont des contributions financières, un soutien scientifique ou technique, des contributions en nature et l'élaboration de protocoles d'entente cadres destinés à faciliter les interactions transfrontalières.

Pour un aperçu complet de ces activités, voir les documents suivants :

École de la fonction publique du Canada. 2004. *Création de liens transfrontaliers : Un recueil d'information sur la collaboration intergouvernementale Canada-États-Unis* (Table ronde de recherche-action sur la gestion des relations canado-américaines).

École de la fonction publique du Canada. 2004. *Promouvoir les intérêts du Canada aux États-Unis : Guide pratique à l'intention des fonctionnaires canadiens* (Table ronde de recherche-action sur la gestion des relations canado-américaines).



possibles qui feraient de lui un participant plus pertinent, plus intégral et plus efficace à ces nouveaux mécanismes de coopération et lui permettraient d'en bénéficier. De fait, lorsqu'on leur a demandé, dans le cadre de l'enquête auprès des leaders, quel niveau de gouvernement devrait être le premier à promouvoir la création de nouveaux liens transfrontaliers, 71 p. 100 des leaders canadiens ont désigné le gouvernement fédéral, et 64 p. 100 ont opté pour le gouvernement provincial<sup>30</sup>.

### Reconnaître et appuyer

La toute première suggestion est que le gouvernement du Canada reconnaisse simplement qu'il existe une nouvelle dynamique. Il pourrait aussi reconnaître et encourager officiellement le travail et la contribution des intervenants régionaux et locaux qui participent déjà aux relations et réseaux régionaux transfrontaliers en acceptant les invitations à participer activement à ces réseaux et à les appuyer. Cela comprend

offrir un soutien stratégique afin d'aider à promouvoir, à stabiliser et à renforcer les relations de travail entre tous les partenaires.

En effet, les répondants à l'enquête auprès des leaders ont souligné que l'appui « politique » et la prestation de ressources financières constituent les deux plus importantes mesures que le gouvernement pourrait prendre pour promouvoir la coopération transfrontalière (figure 8)<sup>31</sup>.

- On entend par appui « politique » la reconnaissance par le gouvernement du Canada du rôle déjà actif et important que jouent d'autres parties dans les relations et les réseaux transfrontaliers régionaux. Comme ces relations et réseaux ont été un phénomène issu de la base le long de la frontière entre le Canada et les États-Unis, l'appui politique du gouvernement du Canada peut parfois représenter le soutien le plus apprécié qu'il peut offrir au départ. Toutefois, ce soutien suppose par ailleurs que le

gouvernement du Canada doit veiller à ce que, au niveau régional transfrontalier, ses cadres et ses considérations stratégiques futurs incluent la participation efficace d'intervenants divers, de niveaux de gouvernement additionnels et de réseaux rassemblant des gouvernements provinciaux, étatiques et municipaux ainsi que des leaders du secteur privé et de la société civile en vue de consultations utiles. Il faut adopter une optique régionale afin de mieux comprendre la contribution déjà apportée par les acteurs régionaux et les intervenants locaux à la résolution pratique de questions et de problèmes communs dans les régions frontalières du Canada et des États-Unis.

- Les répondants à l'enquête auprès des leaders ont signalé que le manque de ressources financières constitue le plus grand obstacle à la coopération régionale transfrontalière et au renforcement des capacités (opérationnelles) des organisations et réseaux transfrontaliers. Il est parfois nécessaire de fournir des ressources afin de renforcer davantage les capacités sur une base ponctuelle par projet.

Les participants aux tables rondes régionales ont en outre souligné l'importance de cibler ce soutien financier. Le renforcement des capacités leur paraissait essentiel à des interactions plus grandes, plus fructueuses et soutenues entre tous les intervenants. Ils ont également insisté sur l'importance d'axer le soutien financier sur la promotion de la coopération et de la coordination transfrontalières, par exemple au moyen de séminaires ou exposés professionnels et d'autres réunions permettant aux participants de s'instruire mutuellement, d'entreprendre des travaux et des projets de recherche conjoints, et de former des partenariats.

Dans une recherche portant sur les eurorégions en Europe, on a montré l'effet bénéfique des incitations financières pour aider les intervenants des régions frontalières à surmonter leurs hésitations à travailler avec d'autres parties au delà de la frontière et à créer des partenariats transfrontaliers à leur profit mutuel<sup>32</sup>.

**Figure 8. Quatre principales réponses à des questions choisies de l'enquête auprès des leaders**

|   |    |
|---|----|
| <b>Importance de mesures particulières du gouvernement fédéral pour l'établissement de liens transfrontaliers</b> |    |
| <i>Pourcentage des réponses « important » ou « très important »</i>   |    |
| Appui politique   | 49 |
| Contribution financière   | 38 |
| Forum interrégional   | 31 |
| Soutien scientifique/technique  | 25 |
| <b>Importance de différents genres de liens transfrontaliers</b>  |    |
| <i>Pourcentage des réponses « important »</i>   |    |
| Mise en commun de l'information   | 82 |
| Coopération   | 76 |
| Consultation  | 64 |
| Défense d'intérêts/lobbying   | 57 |
| <b>Obstacles à la coopération transfrontalière</b>  |    |
| <i>Pourcentage des réponses « grande mesure »</i>   |    |
| Capacités des organisations transfrontalières   | 59 |
| Conditions de passage de la frontière   | 58 |
| Facteurs politiques   | 56 |
| Financement insuffisant des initiatives   | 49 |
| <b>Efficacité de différents instruments de relations transfrontalières</b>  |    |
| <i>Pourcentage des réponses « efficace »</i>  |    |
| Conférence/tables rondes  | 71 |
| Comité binational/groupe de travail/groupe d'étude  | 65 |
| Visite officielle   | 61 |
| Effort conjoint de défense d'intérêts/lobbying  | 58 |

Pour de plus amples renseignements, voir *The Emergence of Cross-Border Regions: Highlights from the Leadership Survey and Executive Interviews*, 2006.

### **Communication**

Les répondants à l'enquête auprès des leaders et les participants aux tables rondes régionales ont également signalé que le gouvernement du Canada pourrait rendre un service précieux en aidant à favoriser une communication régulière et permanente entre les membres des réseaux.

En particulier, ils ont souligné l'utilité des activités intrarégionales, dont des ateliers de soutien scientifique et technique, ainsi que des forums interrégionaux. Ces activités peuvent aider les intervenants à s'instruire mutuellement au sujet des pratiques exemplaires, par exemple en établissant des contacts et des partenariats transfrontaliers.

### **Faciliter la collaboration**

Il est clair que l'on peut mieux surmonter les défis transfrontaliers d'aujourd'hui si les personnes touchées peuvent travailler de concert pour y trouver des solutions plus efficaces et mutuellement avantageuses. Et plus l'effort sera coordonné et cohésif, plus il aura de chances d'être efficace et fructueux.

Cela nécessitera toutefois de nouvelles façons d'envisager les politiques et leur élaboration (sur le plan interne et avec les acteurs régionaux). Il faudra en outre reconnaître les problèmes communs et mettre à contribution les points forts individuels au moment de coopérer, de coordonner les activités et de collaborer avec d'autres parties.

### **Nouvelles mesures possibles**

Quels genres de nouvelles mesures et initiatives précises de la part du gouvernement du Canada seront les plus utiles? On peut glaner dans ce qui précède un certain nombre de suggestions qui mettent l'accent sur : 1) les genres d'aide financière, 2) les façons dont le gouvernement du Canada peut contribuer à la communication des renseignements nécessaires en diffusant l'information, en répandant le savoir sur les pratiques exemplaires et en apportant son aide aux nouvelles recherches et aux capacités techniques; 3) la promotion de la cohérence des politiques (sur le plan interne et avec d'autres parties)<sup>33</sup>.

### **Aide financière destinée à renforcer les capacités des réseaux**

Des subventions directes visant à aider à acquitter les frais des opérations des réseaux pourraient être d'un grand secours.

Non seulement les répondants à l'enquête auprès des leaders ont fait remarquer que le manque de capacités des organisations et réseaux transfrontaliers entrave la croissance plus rapide des relations régionales transfrontalières, mais encore les participants aux tables rondes régionales ont souligné que les organisations et réseaux transfrontaliers régionaux individuels ont peu ou point de personnel permanent, ce qui limite considérablement ce qu'ils peuvent entreprendre.

Ces derniers ont en outre indiqué que, si cela devait changer, les organisations et réseaux transfrontaliers pourraient probablement accomplir beaucoup plus de choses, dont diversifier considérablement leurs activités et traiter les problèmes transfrontaliers plus rapidement et plus en profondeur.

### **Aide financière destinée à des activités ou projets précis**

Les participants aux tables rondes régionales ont par ailleurs mentionné que les intervenants transfrontaliers se réjouiraient de voir le gouvernement du Canada leur offrir un financement ciblé. En particulier :

- des subventions locales ou géographiques pour stimuler des activités ou des projets spéciaux qui pourraient contribuer au succès de collaborations particulières;
- des fonds destinés aux déplacements pour améliorer la capacité du personnel particulier et des gestionnaires des organisations et réseaux transfrontaliers de se rendre à l'extérieur du pays afin de travailler avec des homologues transfrontaliers, d'assister à des réunions, et de tenir des rencontres plus fréquentes des parties des deux côtés de la frontière.

### **Favoriser la communication par la mise en commun de l'information**

Il était très clair pour les participants aux tables rondes régionales qu'ils profiteraient tous d'une surveillance améliorée et plus coordonnée des activités qui ont lieu tant à l'intérieur d'une région transfrontalière particulière que dans les autres régions, car cela leur fournirait une information plus uniforme et meilleure.

Étant donné en particulier l'importance croissante d'une multitude d'acteurs infranationaux qui prennent une part active aux relations canado-américaines au niveau régional et l'interdépendance transfrontalière de plus en plus grande des enjeux et des compétences, le gouvernement fédéral pourrait rendre de grands services *aux autres parties extérieures au gouvernement du Canada* en faisant fonction de centre d'information. Les participants aux tables rondes qui prennent une part active aux relations régionales transfrontalières ont exprimé un intérêt particulier pour savoir ce qui fonctionne, et pour comprendre les aspects opérationnels de la constitution de réseaux, le fonctionnement des comités faisant double emploi qui travaillent en partenariat, et la façon de susciter la confiance dans les relations transfrontalières. Ils ont en outre manifesté un vif intérêt pour obtenir de l'information sur des questions comme les initiatives conjointes d'amélioration des infrastructures, les transports, le commerce, et la coordination des efforts fédéraux et infranationaux.

On considère que le gouvernement du Canada est le mieux placé pour jouer un rôle spécial dans la surveillance des relations et réseaux régionaux transfrontaliers, par exemple pour déterminer qui fait quoi et dans quelles relations, et pour recueillir des renseignements sur les personnes et les intervenants-ressources et les fournir aux parties intéressées.

En particulier, les répondants à l'enquête auprès des leaders et les participants aux tables rondes régionales ont exprimé un vif intérêt pour se renseigner sur les pratiques exemplaires en usage dans leur propre région et les autres régions transfrontalières.

La connaissance des pratiques exemplaires est particulièrement importante parce que l'établissement de relations régionales transfrontalières est un phénomène issu de la base pour lequel il n'existe pas de plan directeur. Cette connaissance peut inspirer d'autres intervenants régionaux transfrontaliers et fournir des modèles de réussites pour créer des relations et des réseaux nouveaux.

### **Favoriser la communication au moyen de forums interrégionaux**

Il a été suggéré que le gouvernement du Canada soutienne une conférence ou table ronde annuelle sur les enjeux canado-américains émergents, de concert avec les provinces, les instituts de réflexion, les réseaux et organisations, et tous les acteurs qui prennent une part active aux relations régionales transfrontalières.

Un grand nombre des intervenants qui participent activement aux relations régionales transfrontalières s'intéressent à la mise en commun de l'information, des pratiques exemplaires et des expériences d'autres régions, mais cela n'est souvent pas possible autrement que dans le cadre d'une réunion ou d'un forum organisés.

- L'enquête auprès des leaders a révélé que les conférences ou tables rondes sont les plus efficaces pour promouvoir la coopération transfrontalière. Une forte majorité croyaient par ailleurs que les comités, groupes de travail et groupes d'étude binationaux (65 %) et les visites officielles (61 %) sont efficaces. L'élément commun de base de ces diverses formules est qu'elles permettent une interaction face à face à l'appui des initiatives transfrontalières.
- On considère le gouvernement du Canada comme un acteur clé idéal pour faciliter ces genres de séances de mise en commun de l'information et, en particulier, pour diffuser celle-ci parmi les régions transfrontalières.

## Figure 9. Intégrer les relations régionales transfrontalières dans les cadres stratégiques du gouvernement du Canada

D'après les réponses des participants à l'enquête auprès des leaders, aux entrevues exécutives, aux tables rondes régionales et à l'atelier de Washington

### Le gouvernement du Canada pourrait s'adapter à la nouvelle réalité régionale transfrontalière.

Il faut pour cela reconnaître les réseaux transfrontaliers comme une caractéristique clé de l'intégration nord-américaine, qui crée une nouvelle dynamique.

### Suggestions pour le gouvernement du Canada – Rôles et mesures

#### Reconnaître et appuyer

Renforcer les capacités des réseaux  
Faciliter la communication (au moyen d'activités et d'interactions)

#### Faciliter la communication

*(au moyen d'activités et d'interactions)*

Mise en commun de l'information  
Mise en commun des pratiques exemplaires  
Mise en commun des recherches

Cela signifie jeter les bases et encourager des relations futures plus fructueuses avec d'autres participants qui prennent une part active aux relations régionales transfrontalières.

### Avantages – Développement régional transfrontalier et gestion des dossiers plus efficaces

#### Dossiers régionaux

Résolution plus rapide, pragmatique et plus efficace des problèmes.

Résoudre les différents binationaux régionaux au niveau local, en respectant les besoins et priorités régionaux.

#### Développement régional

Intégration plus efficace de l'infrastructure et des systèmes de transport. Programmes coordonnés et économies accrues découlant de l'intégration des activités et des chaînes d'approvisionnement et grappes industrielles transfrontalières.

La nouvelle dynamique suppose une plus grande participation locale (provinces, États, autres parties) à la gestion des dossiers canado-américains et entraîne l'interdépendance croissante des questions, des compétences et des intérêts.

### Faciliter la collaboration

#### Interne

Cohérence entre les initiatives fédérales

#### Externe

Information et consultation touchant les nouvelles initiatives  
Cohérence des efforts avec ceux des autres

Cela peut faciliter la collaboration avec les partenaires infranationaux régionaux touchant les défis communs. Le gouvernement du Canada aurait avantage à tirer parti du rôle diplomatique transformationnel joué par les intervenants transfrontaliers.

### Un Canada fort et prospère

La force du Canada repose sur la prospérité de ses régions. Et la prospérité des régions dépend du succès des relations régionales transfrontalières.

Moins un patchwork de politiques non coordonnées qui reflètent les défis du passé.

Travailler de concert (avec les partenaires régionaux) pour traiter les intérêts communs de façon constructive et se préparer en vue des possibilités de l'avenir.

### ***Favoriser la communication par la mise en commun des recherches***

Les répondants à l'enquête auprès des leaders estimaient que le gouvernement du Canada pourrait jouer un rôle capital pour fournir des capacités techniques et de recherche afin de soutenir les initiatives régionales transfrontalières. Cela pourrait prendre la forme de collaborations ou d'initiatives gouvernementales individuelles.

- Les participants aux tables rondes régionales ont reconnu que le gouvernement du Canada est le mieux placé pour effectuer des recherches susceptibles d'être utiles aux intervenants canadiens qui jouent un rôle actif dans diverses régions le long de la frontière et dans différents genres de relations régionales transfrontalières, et leur en communiquer les résultats.

### ***Cohérence des politiques – Uniformité interne des efforts fédéraux***

Comme mentionné plus haut, en tout temps, différents ministères, organismes et fonctionnaires fédéraux traitent avec leurs homologues américains et avec divers groupes d'intervenants des deux côtés de la frontière. Il est cependant essentiel que le gouvernement du Canada exprime un point de vue fédéral cohérent lors de la discussion des questions de nature régionale bilatérale. Cela peut représenter un défi majeur, car un grand nombre d'acteurs fédéraux présents dans les régions du Canada s'intéressent soit aux questions internationales (MAECI, relations canado-américaines), soit aux questions régionales (agences de développement régional, conseils régionaux fédéraux).

La cohérence des politiques du gouvernement du Canada réduit le double emploi et permet d'utiliser les ressources de façon plus efficace. Elle aide en outre le gouvernement à adopter une position uniforme lorsqu'il traite avec d'autres acteurs. Même au sein du gouvernement, les responsables des politiques qui travaillent à divers dossiers ayant une incidence sur les régions transfrontalières peuvent facilement ne pas être pleinement au courant de ce que font d'autres ministères, organismes ou organisations au sujet des mêmes dossiers régionaux.

Les participants à une des tables rondes régionales ont suggéré que le gouvernement du Canada établisse dans chaque région du Canada un bureau (ou secrétariat) expressément chargé des dossiers canado-américains afin de pouvoir suivre, surveiller et communiquer l'information sur les questions et développements régionaux transfrontaliers d'une manière uniforme et coordonnée, bureau auquel toutes les antennes régionales de ministères et d'organismes pourraient communiquer et demander de l'information.

- Essentiellement, le bureau des dossiers canado-américains fournirait un centre de ressources unique aux fonctionnaires fédéraux responsables de l'aspect stratégique des questions transfrontalières régionales. Ce bureau serait utile aux spécialistes de questions particulières ainsi qu'aux fonctionnaires qui travaillent seulement de temps à autre à des dossiers sur lesquels les relations régionales transfrontalières ont une incidence, ce qui est le cas d'un nombre croissant de dossiers. À un moment ou à un autre, les questions bilatérales revêtent souvent une importance capitale pour la plupart des ministères du gouvernement du Canada. Entre autres avantages, le bureau offrirait une base de savoir commune au sujet des réseaux transfrontaliers, et il pourrait dresser une liste permanente des personnes-ressources locales, provinciales, des États et du gouvernement américain ainsi que des intervenants du secteur privé et des leaders de la société civile qui œuvrent dans les réseaux transfrontaliers et peuvent fournir plus d'information<sup>34</sup>. Le bureau pourrait en outre offrir des services consultatifs et des personnes-ressources possibles.

Cela devrait se traduire par la prestation de renseignements et de documents d'information plus utiles, plus uniformes et de meilleure qualité aux hauts fonctionnaires fédéraux partout au pays. L'existence d'un réseau de bureaux des dossiers canado-américains dans les diverses régions du Canada pourrait en outre permettre de transmettre l'information importante, par exemple au sujet des pratiques exemplaires, rapidement et en temps opportun.

- De même, les représentants fédéraux pourraient être mis en rapport rapidement avec des fonctionnaires d'autres régions travaillant à des questions transfrontalières semblables. Un tel système ne pourrait que se révéler utile pour coordonner les efforts fédéraux aux échelons supérieurs et intermédiaires même à l'égard de conflits binationaux différents, et il renforcerait la contribution et l'efficacité des efforts déployés par les responsables fédéraux et les réseaux transfrontaliers pour trouver des solutions rapides et opportunes aux problèmes relevant de compétences partagées. Le réseau des bureaux régionaux des dossiers canado-américains compléterait en outre le travail

actuellement accompli à l'appui du bureau canadien de l'ALENA, et celui des directions du gouvernement du Canada chargées des dossiers canado-américains.

L'immense diversité et la vaste portée des dossiers régionaux transfrontaliers soulèvent la question de l'emplacement du bureau. Il pourrait toutefois, être situé dans le bureau régional d'un ministère ou d'un organisme régional désigné à titre de base ou de champion fédéral pour ce qui a trait aux préoccupations transfrontalières dans la région.

Selon les consultations menées par le PRP, plusieurs ministères fédéraux, dont Industrie Canada et Ressources humaines et Développement social Canada,

### Point de vue

#### *Un grand pas en avant*

Le rapport final représente un grand pas en avant dans la compréhension de l'importance des économies régionales transfrontalières du Canada et des États-Unis et, en particulier, de la valeur d'organisations comme la RENOP, qui facilitent les relations entre intervenants clés des États et des provinces comme des secteurs public et privé.

Les recommandations et les conclusions sont particulièrement pertinentes à notre région transfrontalière du Nord-Ouest du Pacifique. L'existence d'une structure permanente qui facilite l'interaction régulière touchant une multitude de questions et garantit que les régions transfrontalières sont compétitives sur le plan mondial présente des avantages énormes. Il incombe à la fois aux États-Unis et au Canada d'utiliser les régions transfrontalières comme des « bancs d'essai » et des laboratoires pour élaborer des solutions à « l'épaissement » de la frontière, sous la direction des intervenants et de permettre ainsi d'orienter les relations canado-américaines au moyen de solutions novatrices éprouvées.

L'intégration économique s'accroissant constamment, les intervenants des secteurs public et privé des États et des provinces doivent participer à l'élaboration des politiques si nous voulons maintenir et renforcer la compétitivité de nos économies régionales. Les enjeux frontaliers continueront de

présenter un défi majeur dans le cadre de la plus importante relation commerciale au monde. Merci d'avoir élaboré un produit fantastique, et le processus très complet qui a mené à vos conclusions.

#### **Matthew Morrison**

*Directeur exécutif*

*Région économique du Nord-Ouest du Pacifique, Seattle (Washington)*

*Matthew Morrison est directeur exécutif de la RENOP depuis 1998. Celle-ci a été établie par voie législative en 1991 dans les États de l'Alaska, de Washington, de l'Idaho, du Montana et de l'Oregon, et dans les provinces occidentales canadiennes de la Colombie-Britannique et de l'Alberta, ainsi qu'au Yukon. Les fonctions de M. Morrison consistent à coordonner tous les projets. Il coordonne en outre les groupes de travail de la RENOP sur la sécurité intérieure, l'environnement, le développement durable, l'énergie, les transports, l'agriculture, la foresterie, le tourisme, les soins de santé, la main-d'œuvre, le commerce, les technologies de pointe, le financement des infrastructures, et les enjeux frontaliers.*

comptent des bureaux régionaux à travers le Canada qui font couramment de la surveillance et recueillent une somme considérable de renseignements régionaux. Bien que le mandat et les compétences d'aucun d'entre eux n'englobent tous les domaines où les questions transfrontalières retiennent l'attention, leurs bureaux régionaux pourraient peut-être héberger des bureaux spécialisés.

Pour sa part, Commerce international Canada (CIC) qui a des responsabilités internationales compte au moins un bureau régional dans chacune des provinces (les bureaux régionaux du Service des délégués commerciaux) dont le personnel est au courant des dossiers frontaliers, surtout dans le domaine du commerce. On trouve deux bureaux en Alberta (à Calgary et à Edmonton) ainsi qu'en Saskatchewan (à Saskatoon et à Regina), et au Québec (à Montréal et à Québec). Les bureaux régionaux de CIC aident les entreprises locales et provinciales à réussir sur les marchés américain et international et collaborent déjà, dans le cadre de leurs réseaux commerciaux régionaux (parfois dites Équipes Commerce provinciales), avec d'autres ministères, les administrations provinciales et locales, et les associations de gens d'affaires.

Les organismes régionaux – Agence de promotion économique du Canada atlantique, Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec, et Diversification de l'économie de l'Ouest Canada, du moins pour les régions transfrontalières de l'Ouest, des grandes plaines, du Québec et de l'Atlantique – pourraient offrir des liaisons importantes pour un bureau régional des dossiers canado-américains dans la mesure où les organismes régionaux connaissent les intérêts et les dossiers régionaux, et leur travail consiste déjà à coordonner et à organiser diverses initiatives et activités, et à participer à des partenariats régionaux au nom du gouvernement du Canada. Par exemple, Diversification de l'économie de l'Ouest Canada a des bureaux provinciaux qui pourraient contribuer à la surveillance des questions transfrontalières dans les deux principales régions transfrontalières de l'Ouest et des grandes plaines, ou encore à un service général de surveillance des questions transfrontalières pour l'Ouest du Canada. De même, l'Agence de promotion économique du Canada atlantique a des bureaux

locaux dans toute la région atlantique qui pourraient fournir des renseignements régionaux primordiaux à des bureaux provinciaux individuels ou fournir l'apport du réseau à un bureau unique au sein de l'Agence qui serait chargé des dossiers transfrontaliers de l'ensemble de la région de l'Atlantique.

Les consultations ont également révélé qu'il existe une connaissance considérable des préoccupations canado-américaines régionales et qu'il se fait une surveillance pertinente des questions transfrontalières, surtout dans les bureaux des missions des consulats canadiens aux États-Unis qui servent les régions américaines les plus proches de la frontière (tels les bureaux des consulats généraux du Canada à Boston, New York, Buffalo, Chicago, Detroit, Minneapolis et Seattle). Leurs homologues des États-Unis situés dans les différentes régions du Canada (Halifax, Québec, Montréal, Ottawa, Toronto, Calgary et Vancouver) possèdent des compétences similaires. Quels que soient les futurs emplacements des bureaux des dossiers transfrontaliers canado-américains, ils bénéficieraient de l'accès aux connaissances et aux compétences que possèdent ces consulats canadiens et américains, ainsi que d'événements périodiques tels les forums interrégionaux évoqués ci-dessus, où des représentants bien informés de ces missions et de divers ministères et organismes fédéraux pourraient échanger leurs aperçus.

### ***Cohérence des politiques – Efforts déployés de concert avec les partenaires régionaux transfrontaliers infranationaux***

À mesure que les relations canado-américaines deviennent beaucoup plus sophistiquées, en ce sens qu'elles intéressent non seulement les gouvernements fédéraux canadien et américain, mais encore les provinces et les États, des entreprises du secteur privé et des organisations de la société civile, la coopération et la coordination entre tous les intervenants devient absolument importante. La participation du gouvernement du Canada signifie que la cohérence des politiques peut être mieux organisée pour assurer de plus grands avantages à toutes les parties en cause et ainsi favoriser les approches intergouvernementales. Cela comporte deux aspects.

Premièrement, en raison du rôle diplomatique transformationnel joué par les intervenants transfrontaliers<sup>35</sup>, les participants aux tables rondes régionales ont attiré l'attention sur les avantages qu'ils auraient à être mieux renseignés par le gouvernement du Canada au moyen de séances d'information ou même de consultations au sujet de politiques gouvernementales nouvelles et importantes concernant leur région (p. ex., sur des questions relatives à la réglementation, au commerce, aux transports, ainsi que sur les politiques de promotion du développement régional, de la productivité et de l'innovation). Par exemple :

- Le Cadre de coopération canado-américaine en matière de réglementation, qui prévoit des initiatives de coopération sectorielle, pourrait avoir des incidences variables sur des partenaires voisins

dans les régions limitrophes. Les participants aux tables rondes régionales ont déclaré souhaiter que les partenaires stratégiques aux relations transfrontalières soient tenus au courant d'initiatives clés comme le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP) et l'Initiative de la Porte d'entrée et du Corridor de l'Asie-Pacifique. Ces parties pourraient avoir des idées utiles concernant l'élaboration de la politique, la conception du programme et la prestation du service.

- Le gouvernement du Canada va investir plus de 2,1 milliards de dollars dans un fonds national pour les portes d'entrée dans le but de favoriser le commerce<sup>36</sup>, dont un milliard de dollars dans l'Initiative de la Porte d'entrée et du Corridor de l'Asie-Pacifique pour faire de l'Ouest du Canada sa porte privilégiée

### Point de vue

#### *Il reste du travail à faire*

Les recherches effectuées par le PRP au cours des quelques dernières années montrent indubitablement que, si les débats concernant la façon dont il convient de répondre à la mondialisation, aux préoccupations de sécurité et à l'intégration continuent de se dérouler dans les corridors du pouvoir à Ottawa et à Washington, il est aussi courant, pour ne pas dire plus, que ces conversations aient lieu dans les salles de conférence communautaires, les bureaux à domicile de représentants élus et les cafés des régions transfrontalières tout le long du 49<sup>e</sup> parallèle. Comme le cadre institutionnel de l'ALENA est faible (ce, de façon intentionnelle), l'effort du PRP revêt une importance capitale pour permettre de mieux comprendre la dynamique sociale, économique et politique des régions transfrontalières et leur pertinence pour modeler le cadre de l'intégration nord-américaine.

Le PRP a tracé la voie d'une pensée nouvelle touchant l'intégration économique en Amérique du Nord et exposé ses importantes conséquences pour les décideurs. Mais il reste encore du travail à faire. Il faut recueillir d'autres données sur les liens établis au niveau subprovincial et des États et analyser ceux-ci pour étoffer l'histoire de l'intégration nord-américaine et aider les décideurs à

gérer stratégiquement les relations canado-américaines. Il ne fait aucun doute qu'en s'appuyant sur les efforts déployés par le PRP pour pénétrer et mieux comprendre la densification des liens transfrontaliers aux niveaux local et régional, les décideurs pourront exploiter ces synergies et assurer la prospérité économique. Rien ne pourrait être plus important dans un univers mondialisé où le Canada et les États-Unis sont inextricablement imbriqués.

#### ***Kathryn Bryk Friedman, PhD***

*The University at Buffalo Regional Institute*

*Directrice adjointe du University at Buffalo Regional Institute depuis janvier 2006, Kathryn Friedman en a élaboré et géré les initiatives transfrontalières. Elle dirige actuellement les travaux de rassemblement et d'analyse de données sur la région binationale du Sud de l'Ontario et de Buffalo-Niagara, et sur les conséquences stratégiques pour les décideurs locaux, régionaux, des États et des provinces, et les décideurs fédéraux.*

entre l'Amérique du Nord et l'Asie<sup>37</sup>. Mais le succès des initiatives dépendra également des liens commerciaux avec les marchés américains et, par conséquent, de partenariats efficaces et fructueux dans les régions transfrontalières entre le Canada et les États-Unis, ce qui supposera des investissements dans l'infrastructure et dans des systèmes de transport multimodaux intégrés. Le commerce binational est beaucoup plus divers entre les provinces et les États voisins et proches dans les régions transfrontalières, et celles-ci servent souvent de porte d'entrée aux entreprises canadiennes pour introduire des produits et des services de plus grande valeur sur le marché américain.

- Le gouvernement du Canada a par ailleurs signé récemment des protocoles d'entente avec l'Ontario et le Québec concernant l'élaboration d'une stratégie relative à des systèmes de transport intégrés et compétitifs à l'échelle mondiale, et avec les quatre provinces de l'Atlantique, au sujet d'une porte d'entrée de l'Atlantique, en vue de favoriser le mouvement du commerce international sur la côte est de l'Amérique du Nord<sup>38</sup>.

Le second aspect a trait à l'avis de nombreux participants aux tables rondes régionales, selon lequel on peut accomplir plus de choses en travaillant de concert. Les répondants à l'enquête auprès des leaders ont en outre souligné le besoin d'une plus grande coopération future entre les deux gouvernements fédéraux, et le besoin d'accroître la coopération entre les gouvernements fédéral et provinciaux et leur participation à la mise en œuvre des accords transfrontaliers.

Un patchwork de politiques non coordonnées reflète peut-être mieux la nature des défis du passé, lorsque les enjeux étaient mieux définis du point de vue des secteurs de compétence. Les défis actuels sont le reflet d'un univers plus mondialisé, plus ouvert et plus intégré qui exige que les parties intéressées travaillent dans le cadre de partenariats afin de tirer parti des

synergies. En même temps, de nombreux problèmes nécessitent des solutions régionales et/ou font intervenir des intérêts et interactions locaux qu'il faut prendre en compte pour les résoudre le plus avantageusement possible. Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne les questions de développement régional transfrontalier et le besoin de les gérer de façon plus efficace à l'échelon régional, qui découle de l'intégration accrue de l'Amérique du Nord.

Cela impose au gouvernement du Canada et à d'autres parties l'obligation non seulement de reconnaître les défis communs, mais encore de dresser le bilan de leurs activités et de leurs points forts réciproques afin de trouver des synergies et d'établir des plans optimisant la contribution des partenaires grâce à une plus grande coordination de leurs efforts<sup>39</sup>. Le gouvernement du Canada pourrait ensuite envisager d'adapter ses programmes au niveau régional pour tenir compte des capacités, des points forts et de la contribution potentielle d'autres partenaires régionaux transfrontaliers à la résolution des questions binationales régionales d'une manière qui réponde aux priorités et aux besoins régionaux.

Cela pourrait être le plus important pour la viabilité et le développement des chaînes d'approvisionnement et grappes industrielles transfrontalières<sup>40</sup>. Les discussions des tables rondes régionales et les conclusions des recherches économiques associées au projet sur l'émergence des régions transfrontalières ont mis en lumière le fait qu'il existe des concentrations d'activité économique le long de la frontière. L'ascension de nouveaux concurrents en Asie fait que les producteurs régionaux canadiens et américains sont confrontés à une concurrence intense chez eux et à l'étranger dans un nombre croissant de secteurs, d'où l'importance pour les gouvernements et leurs partenaires de travailler en collaboration dans les régions transfrontalières pour maintenir leur compétitivité relative.

## Avantages pour le gouvernement du Canada

Cette section ne fait que répéter brièvement que les résultats potentiels pour le gouvernement du Canada sont positifs : celui-ci peut en effet retirer des avantages nets de l'intégration des relations régionales transfrontalières dans ses considérations stratégiques.

La prospérité du Canada repose sur la prospérité de ses régions, et celle-ci dépend à son tour du succès de leurs relations régionales transfrontalières. En outre, il est plus facile et plus pratique pour le gouvernement du Canada de traiter les questions binationales régionales d'intérêt commun avec la participation et la coopération efficaces des intervenants, des relations et des réseaux régionaux transfrontaliers.

Les organisations et les réseaux transfrontaliers peuvent fournir au gouvernement du Canada un moyen de travailler en partenariat avec les intervenants régionaux à des activités qui produisent des économies d'échelle afin d'épargner de l'argent, d'accroître l'efficacité et de donner aux régions transfrontalières l'avantage dont elles ont besoin pour prospérer et réussir sur la scène mondiale. De cette manière, les organisations et réseaux transfrontaliers procurent au gouvernement du Canada une plus grande capacité stratégique pour agir.

Si l'on examine uniquement, pour un instant, la mise en commun de l'information, il est évident que les avantages pour le gouvernement du Canada « vont dans les deux sens » :

- D'une part, les relations et réseaux transfrontaliers régionaux fournissent des mécanismes au gouvernement du Canada pour informer d'autres parties de son évaluation des questions et politiques et de ses progrès touchant celles-ci, et pour communiquer aux intervenants dans les régions individuelles l'information recueillie un peu partout au pays sur les idées, les facteurs de réussite et les pratiques exemplaires.
- D'autre part, le gouvernement peut obtenir de l'information précieuse et utile pour les politiques

## Figure 10. Une vision prospective

### Coup d'œil sur l'avenir

Les régions et relations transfrontalières sont bien établies, et elles ne feront que croître en importance.

Les gouvernements centraux d'Amérique du Nord s'efforcent de collaborer plus étroitement, mais leur réussite sera plus grande s'ils incluent leurs partenaires infranationaux.

### Réflexions des intervenants sur les « les pas initiaux dans une nouvelle direction »

Surveillance permanente des intervenants régionaux transfrontaliers

Table ronde ou forum annuel des régions limitrophes

Académie de leadership canado-américaine

Commission canado-américaine des régions transfrontalières

### Points de concentration de l'attention et des recherches futures

Question non pas d'un autre niveau de gouvernement, mais de gouvernance conjointe

Explorer des incitations à soutenir les industries intégrées et grappes industrielles transfrontalières

Suppression des obstacles internes au Canada même

concernant des enjeux canado-américains particuliers dans un contexte régional, et sur ce qui revêt le plus d'importance pour les intervenants régionaux. Le gouvernement peut en outre se renseigner sur les activités des autres parties et prendre connaissance directement de ce que d'autres acteurs font touchant les mêmes questions. Cela peut prévenir le double emploi inutile et peu souhaitable tout en permettant de reconnaître les possibilités de collaboration. En conséquence, les

intervenants des secteurs public et privé peuvent mieux faire des plans et travailler ensemble, ce qui, comme on l'a signalé plus haut, deviendra probablement de plus en plus essentiel à la prospérité future des régions transfrontalières.

- De plus, les organisations et réseaux régionaux transfrontaliers (informels et officiels) peuvent signaler à bref délai les problèmes, tendances et irritants frontaliers émergents et assurer un leadership touchant le règlement des différends. Cela peut

## Point de vue

### *Quelque chose de nouveau et de palpitant – Un point de vue des États-Unis*

Les attentats terroristes perpétrés aux États-Unis le 11 septembre 2001 n'ont pas transformé les relations canado-américaines, comme d'aucuns le laissent entendre; ils les ont plutôt transfigurées et révélé ainsi pour la première fois à de nombreuses personnes que les deux pays géraient leur frontière commune de façon inadéquate. Ces événements nous ont également fait voir soudainement combien de citoyens des deux pays participaient aux relations bilatérales, étaient touchés par elles et prêts à y jouer un rôle.

L'intégration économique croissante du Canada et des États-Unis, renforcée par l'ALE Canada-États-Unis et par l'ALENA, a contribué à créer des liens régionaux transfrontaliers solides et suscité un certain nombre de préoccupations communes au sujet de la suffisance et de la qualité des infrastructures – des routes et voies ferrées aux pipelines et lignes à haute tension. Les administrations infranationales adjacentes et les intervenants locaux qui avaient commencé à collaborer pour assurer la santé et la sécurité publiques – comme ils l'avaient fait lors de la crise du SRAS, à Toronto, en 2002, ou de la panne d'électricité de 2003 dans le Midwest et le Nord-Est – ont constaté les avantages de la coopération au delà des frontières nationales et se sont mis à rechercher d'autres domaines où ils pourraient améliorer les relations de travail.

Ce qui avait d'abord été le travail extraordinaire de quelques leaders en réponse à ces crises est

graduellement devenu la norme. Des gouverneurs, des premiers ministres, des législateurs et des fonctionnaires des gouvernements d'États et de provinces et même de gouvernements locaux participent régulièrement à la résolution de différends et à d'autres activités visant à favoriser l'intégration dans de nombreux domaines délicats touchant l'énergie, l'eau, l'agriculture, les transports et la façon de faciliter la libre circulation des marchandises et des personnes dans un contexte de sécurité accrue.

Les recherches du PRP ont fourni des preuves de cette activité et des réseaux régionaux de contacts personnels et de bonne volonté qui se sont ainsi créés. En tout temps, et dans toutes les régions du Canada, nous observons diverses formes ponctuelles et régulières de consultation, de coopération et de collaboration transfrontalières intéressant différents niveaux de gouvernement, organisations non gouvernementales, entreprises et organismes. Ces divers contacts régionaux transfrontaliers – certains officiels, menant à la création de nouvelles organisations, d'autres informels – fournissent aux gens d'affaires et groupes communautaires et aux différents niveaux de gouvernement des deux pays un cadre utile pour travailler ensemble à des questions d'intérêt mutuel. Ils rassemblent les compétences et les intérêts régionaux des deux pays et montrent comment cette collaboration sera profitable aux gens d'un côté comme de l'autre de la frontière.

aider à reconnaître les problèmes émergents bien avant qu'Ottawa et Washington en soient saisis. Autrement dit, les réponses régionales proactives peuvent constituer une solution de rechange très efficace en permettant de résoudre les préoccupations avant qu'elles ne prennent inutilement plus d'ampleur.

- Un dialogue sur les questions régionales canado-américaines avec les intervenants des secteurs public et privé peut aussi avoir lieu avant que les

problèmes soient portés à l'attention d'Ottawa et de Washington. Dans la mesure où les intervenants régionaux transfrontaliers peuvent aussi influencer sur la recherche stratégique et les autres initiatives fédérales américaines, le fait d'être au courant des préoccupations régionales transfrontalières assure également un avantage au gouvernement du Canada pour ce qui est de comprendre les activités futures du gouvernement américain.

C'est là quelque chose de nouveau et d'excitant : nous assistons à l'émergence d'une nouvelle formule de gouvernance en Amérique du Nord. Les liens régionaux transfrontaliers suggèrent de nouveaux réseaux de coopération qui peuvent unir le continent et combler la lacune de gouvernance croissante occasionnée par la surcharge des programmes nationaux et la sollicitation d'un univers mondialisé qui pousse notre gouvernement fédéral à se tourner vers l'extérieur. Ils signalent le besoin d'envisager les politiques et leur élaboration de manières nouvelles qui nécessitent plus que jamais l'adoption d'une optique régionale transfrontalière pour reconnaître et comprendre les liens de coopération croissants et la participation de plus en plus grande des acteurs régionaux et des intervenants locaux à la résolution pratique de problèmes communs dans les régions frontalières du Canada et des États-Unis, et pour mieux réagir à la situation.

Il est intéressant de noter que les fondateurs des États-Unis et du Canada avaient choisi le fédéralisme – ou répartition des pouvoirs fondée sur la géographie – pour gouverner des pays d'envergure continentale. L'intégration économique a mené tous les niveaux de gouvernement à trouver des partenaires pratiques pour relever des défis communs, sans égard pour les limites fixées par les frontières nationales. Les gouvernements fédéraux du Canada et des États-Unis devraient considérer la décision de gouvernements d'États et de pro-

vinces de collaborer avec des intervenants locaux pour résoudre des préoccupations communes comme de la bonne gouvernance compatible avec les aspirations constitutionnelles de nos fondateurs, et non pas chercher à freiner la prolifération de nouveaux décideurs intéressés par la gestion de notre économie et de notre environnement de plus en plus intégrés.

---

### **Christopher Sands**

*Associé principal*

*Hudson Institute, Washington D.C.*

*Christopher Sands est l'un des associés principaux du **Hudson Institute**, qui a son siège à Washington. Il dirigeait auparavant le projet Canada au Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS), où il se concentrait sur les relations canado-américaines et les questions relatives à l'intégration nord-américaine. Il est par ailleurs professeur adjoint d'administration publique à l'American University School of Public Affairs, associé principal de l'American University Center for North American Studies, et membre du comité consultatif du Conseil nord-américain de la compétitivité aux États-Unis. Il écrit actuellement un livre sur les relations canado-américaines en collaboration avec Greg Anderson, de l'Université de l'Alberta.*

## La voie de l'avenir

Nous abordons dans la présente section trois dernières questions qui se fondent toutes sur des idées se dégageant des réponses à l'enquête auprès des leaders et des délibérations des tables rondes régionales et de l'atelier de Washington. La première a trait à l'avenir : que nous réserve-t-il? La deuxième porte sur des réflexions saillantes faites par des intervenants transfrontaliers au sujet des mesures initiales que le gouvernement du Canada pourrait prendre pour tenir compte de ces nouveaux rôles et activités. La troisième concerne des opinions exprimées au sujet de domaines importants nécessitant une attention et des recherches plus poussées.

### La question de l'avenir

Selon l'opinion et les témoignages généraux des répondants à l'enquête et des participants aux tables rondes régionales et à l'atelier de Washington, les relations et réseaux régionaux transfrontaliers entre le Canada et les États-Unis ne feront que s'accroître et prendre plus d'importance. Par conséquent, on continuera de voir croître la participation des provinces, des municipalités, des États, et d'autres acteurs locaux et régionaux intéressés à des initiatives et des réseaux de coopération informels et officiels précieux le long de la frontière. Ces initiatives comprennent de simples réunions ponctuelles, des discussions, des relations techniques et de travail, de plus en plus de protocoles d'entente, ainsi que des associations et organisations plus officielles.

Non seulement les relations et réseaux régionaux transfrontaliers sont bien établis, mais encore plus tôt le gouvernement du Canada prendra en compte leur importance croissante dans ses considérations stratégiques, mieux ce sera.

En même temps, l'intérêt des gouvernements centraux canadien et américain à entreprendre plus de démarches de nature binationale et trinationale se manifeste dans les discussions de suivi de l'ALENA. Il a également été évident lors du Sommet des leaders nord-américains, tenu à Montebello (Québec), en août 2007, à l'occasion duquel les partenaires de

l'ALENA ont exprimé leur volonté de travailler de concert pour définir des stratégies destinées à répondre aux pressions sans cesse croissantes qui s'exercent sur la compétitivité nord-américaine et sur leurs économies intégrées.

Dans le cas du Canada et des États-Unis, une grande partie de l'intégration économique se produit de façon non exclusive mais très importante dans les régions frontalières, où les acteurs infranationaux ont aussi un rôle utile à jouer et le jouent de plus en plus<sup>41</sup>.

Comme l'intégration est la plus grande dans les régions frontalières et les touche le plus profondément, et vu les différences particulières et uniques qui existent entre elles, il est avantageux pour les gouvernements centraux de collaborer étroitement avec leurs partenaires infranationaux, ce qui comprend participer activement avec les intervenants locaux et régionaux à la promotion de leurs réseaux régionaux transfrontaliers et à l'accroissement de leur efficacité.

### Réflexions des intervenants transfrontaliers sur « les pas initiaux dans une nouvelle direction »

On reproduit ci-après un choix de réflexions et de pensées préliminaires des répondants à l'enquête auprès des leaders et des participants aux tables rondes régionales et à l'atelier de Washington concernant la voie à suivre à l'avenir par le gouvernement du Canada.

Dans le cadre de leurs réponses et de leurs discussions, les répondants et les participants ont suggéré des mesures que le gouvernement du Canada pourrait envisager en vue de mieux intégrer les relations et réseaux régionaux transfrontaliers dans ses considérations stratégiques.

Les intervenants transfrontaliers ont suggéré non pas un programme ni une politique en soi, mais plutôt de petites mesures initiales à étudier en tant que moyens d'améliorer le fonctionnement et la contribution de leurs relations et réseaux régionaux transfrontaliers. Ces mesures concordent avec leurs suggestions antérieures concernant le rôle et les activités possibles du gouvernement du Canada.

Il s'agit premièrement d'entreprendre une **surveillance permanente** pour déterminer qui fait quoi, et dans le cadre de quelle relation; cette information pourrait être mise à la disposition des participants actuels et éventuels aux réseaux transfrontaliers. Avec le temps, cette base de connaissances devrait se révéler utile aux fins des analyses régionales transfrontalières, par exemple pour déterminer où les pratiques de collaboration fonctionnent bien ou pourraient être renforcées; ce qui fait que certains réseaux et organisations sont plus efficaces, et dans quelles circonstances on devrait utiliser certains genres de réseaux, d'organisations et d'institutions (p. ex., groupes de travail, groupes d'étude) ou d'accords (p. ex., protocoles d'entente, traités)<sup>42</sup>. La surveillance permanente pourrait être comprise dans le mandat des succursales régionales du bureau (ou secrétariat) des dossiers canado-américains décrit plus haut.

Une autre suggestion consistait à instituer une **table ronde ou un forum annuel des régions limitrophes** sur les questions émergentes entre le Canada et les États-Unis, à l'occasion duquel les intervenants régionaux transfrontaliers pourraient discuter de questions d'actualité comme celles qui ont trait à l'infrastructure et à la gestion de la frontière, aux transports, à la réglementation, à l'interdépendance croissante de ces aspects, et d'autres sujets. Cette rencontre annuelle fournirait en outre un forum pour prendre connaissance des questions auxquelles les intervenants attachent vraiment de l'importance dans les régions transfrontalières individuelles. Elle pourrait se tenir par alternance dans les deux pays. Avec un appui semblable de la part du gouvernement américain, elle pourrait également alterner entre les deux pays. Ce pourrait être une occasion d'inviter les responsables des missions diplomatiques (des consulats généraux du Canada dans les villes du Nord des États-Unis et des consulats des États-Unis au Canada) à assister et participer aux discussions.

Lors d'une table ronde régionale, la RENOP a mis en avant l'idée de créer une **académie canado-américaine de leadership** à l'intention des leaders politiques des États et des provinces, et elle s'est déclarée prête à

jouer un rôle de premier plan dans cette entreprise. Celle-ci pourrait être menée conjointement avec les deux gouvernements fédéraux.

Une autre idée plus audacieuse a été que le gouvernement du Canada envisage de créer une **commission canado-américaine des régions transfrontalières** chargée de présenter des arguments en faveur d'une stratégie globale visant à améliorer les modes de création et de mise en commun du savoir avec les intervenants régionaux transfrontaliers, et les méthodes de coordination des activités. Cette commission étudierait toutes les interactions régionales entre les divers éléments et les niveaux de participation des différents acteurs (gens d'affaires et autres intervenants de la société civile; gouvernements locaux, régionaux et centraux). Elle pourrait se composer de représentants du secteur privé, de la société civile et des gouvernements provinciaux, d'État et locaux et comprendre des comités consultatifs chargés de faire enquête sur des questions particulières aux régions transfrontalières ainsi que sur des sujets liés généralement à la résolution des problèmes transfrontaliers et au leadership.

### ***Points de concentration des recherches futures***

Un grand sujet de préoccupation consistait à savoir si l'émergence des régions transfrontalières et la participation du gouvernement du Canada aux relations et aux réseaux régionaux transfrontaliers ajouteraient un nouveau niveau de gouvernement, ou se traduiraient par l'incursion du gouvernement central dans une dynamique issue de la base. Toutefois, en tant que phénomènes issus de la base, les régions et les relations transfrontalières ne visent pas la création de nouveaux niveaux de gouvernement, et la participation du gouvernement du Canada ne changerait rien à cela. Les réseaux informels dépendent de l'intérêt de toutes les parties et de leur volonté de coopérer et d'être ouvertes à la collaboration. Les organisations et les réseaux plus officiels peuvent supposer une gouvernance organisationnelle, mais non un gouvernement. Chaque organisation et chaque réseau envisageraient

ses buts et ses objectifs particuliers, ses lignes directrices de participation, sa procédure normale et son rôle.

L'expérience européenne fournit des enseignements sur l'utilité des organisations transfrontalières pour apporter de l'information, aider à la coordination et encourager la collaboration. Toutefois, les eurorégions individuelles s'appuient encore souvent sur l'intérêt de la base, sur des initiatives opportunes et, fréquemment, sur un leadership (public et privé) visionnaire, qui est souvent essentiel à l'établissement de tout réseau efficace, qu'il soit officiel ou informel.

Il est certain que la participation locale et régionale est d'importance capitale pour les relations régionales transfrontalières, et elle resterait fondamentale et ne serait jamais découragée. Mais, en y participant, le gouvernement du Canada pourrait contribuer au succès des réseaux dans leur travail sur les enjeux et la résolution de problèmes, au profit mutuel de tous. Il serait alors assujéti à la même gouvernance organisationnelle. La RENOP offre un exemple de relations régionales transfrontalières qui ont mené à la création d'institutions et d'une structure viable dont le système de gouvernance s'étend à un grand nombre d'intervenants divers.

Plusieurs participants à l'enquête auprès des leaders, aux entrevues exécutives, aux tables rondes régionales et à l'atelier de Washington ont exposé leur point de vue sur deux domaines clés qui n'ont pas directement trait aux relations régionales transfrontalières, mais qui sont néanmoins importants à leurs yeux et nécessitent de ce fait plus d'attention et de recherches.

Le premier est associé aux enjeux binationaux et trinationalaux des programmes économiques nord-américains. Les intervenants régionaux transfrontaliers pensaient qu'il serait intéressant d'examiner l'incitation offerte par les industries intégrées et les grappes industrielles transfrontalières à établir des réseaux et organisations économiques à plusieurs niveaux qui pourraient élaborer ensemble des cadres stratégiques harmonisés et qui se renforceraient à l'égard d'industries ou de secteurs industriels particuliers (p. ex., sidérurgie, industrie automobile, agriculture). Cela

suppose une meilleure compréhension des chaînes d'approvisionnement transfrontalières et de leur importance pour l'économie canadienne et les économies régionales. En particulier, les participants souhaitaient que l'on effectue plus de recherches afin d'examiner comment le Canada, les États-Unis et les intervenants régionaux pourraient mieux coopérer à la création d'activités économiques de haute valeur (et traiter l'espace transfrontalier régional commun comme un forum de coopération stratégique)<sup>43</sup>.

Le second a trait non pas à la frontière canado-américaine, mais aux limites provinciales qui entravent l'intégration des régions canadiennes. Les participants aux nombreuses tables rondes régionales étaient également conscients du fait que, avant de réduire les obstacles à la frontière entre le Canada et les États-Unis, il faut effectuer des recherches supplémentaires sur la façon de supprimer les obstacles nationaux restants à la libre circulation des personnes, des biens et des services au Canada même. À titre d'exemple, lors d'une récente réunion de la RENOP, un groupe a exprimé son intérêt à voir celle-ci adhérer peut-être à l'accord sur le commerce, les investissements et la mobilité de la main-d'œuvre (TILMA), conclu entre les gouvernements de la Colombie-Britannique et de l'Alberta<sup>44</sup> et qui est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2007 et doit être pleinement mis en œuvre au plus tard le 1<sup>er</sup> avril 2009 (voir Alberta, 2006; Colombie-Britannique, 2006). Si la RENOP agissait dans ce sens, cela susciterait une intégration transfrontalière régionale plus poussée<sup>45</sup>. Les participants à la RENOP sont déjà actifs en ce qui touche des formes nouvelles et inédites de coopération régionale transfrontalière, comme TerraNW, dont la mission consiste à faire connaître au monde les possibilités offertes dans les régions canadienne et américaine du Nord-Ouest du Pacifique, en insistant particulièrement sur les sports d'hiver (dont les Jeux olympiques d'hiver de 2010). Sous la direction de la RENOP, les partenaires de TerraNW comprennent les provinces canadiennes de la Colombie-Britannique et de l'Alberta et les États américains de Washington, de l'Oregon et de l'Idaho.

## 4. DERNIÈRES RÉFLEXIONS

Les régions transfrontalières sont le lieu où les relations canado-américaines sont les plus intenses et les plus dynamiques, où les liens d'amitié, de coopération et d'affaires entre le Canada et les États-Unis sont souvent noués, et où les avantages et les défis de l'intégration nord-américaine se manifestent en tout premier lieu.

En général, l'émergence des relations et des réseaux régionaux transfrontaliers a complété des interactions officielles entre le Canada et les États-Unis en fournissant aux gens d'affaires et groupes communautaires des deux pays un forum utile pour travailler de concert à des questions d'intérêt mutuel, souvent dans le but final de résoudre des problèmes de façon pratique ou de créer des avantages locaux visant à assurer le succès dans les cadres plus larges de l'économie nord-américaine et de l'économie mondiale. De fait, ces relations et réseaux régionaux transfrontaliers sont devenus des caractéristiques fondamentales des relations canado-américaines actuelles, et ils se révéleront de plus en plus importants pour la croissance et la prospérité futures du Canada.

Les participants à la toute première enquête auprès des leaders des régions transfrontalières, aux entrevues exécutives de suivi, aux tables rondes régionales et à l'atelier de Washington ont indiqué que le gouvernement du Canada doit jouer un plus grand rôle, comme suit :

- reconnaître les préoccupations et les intérêts communs, l'interdépendance croissante des enjeux et des compétences, et la plus grande participation locale (provinces, États, autres parties) aux dossiers canado-américains dans les régions limitrophes du Canada;
- reconnaître que la collaboration binationale et les solutions coordonnées à l'échelon régional produisent de meilleurs résultats. Cela reflète le fait que les intervenants intéressés qui travaillent de concert conformément aux priorités régionales peuvent le mieux résoudre les questions et les

problèmes transfrontaliers, et que plus leur effort sera coordonné et cohésif, plus ils auront de chances d'arriver à des solutions efficaces et fructueuses;

- se montrer disposé à travailler au sein de la nouvelle dynamique en participant aux relations et aux réseaux régionaux transfrontaliers et en les appuyant, et en favorisant la mise en commun de l'information et les activités coopératives et de collaboration.

Cela pourrait comprendre une aide ciblée pour soutenir le renforcement des capacités des réseaux régionaux transfrontaliers d'initiative privée en particulier, car ceux-ci sont essentiels pour maintenir les interactions entre leurs intervenants, et le soutien de projets spéciaux qui pourraient contribuer au succès d'une collaboration. Tous les intervenants profiteraient en outre d'une surveillance meilleure et plus coordonnée des activités au niveau régional transfrontalier, et le gouvernement du Canada est le mieux placé pour assurer la communication uniforme et permanente de l'information nécessaire, au moins aux intervenants canadiens au sein des diverses régions transfrontalières;

- favoriser les approches fédérales coopératives ainsi que les approches intergouvernementales cohérentes. Cela pourra exiger de nouvelles façons d'envisager les politiques et leur élaboration, en particulier dans le cas des questions découlant de la plus grande intégration nord-américaine et des politiques axées sur le développement régional transfrontalier.

En définitive, la force et la prospérité accrues du Canada reposeront sur le dynamisme de ses régions transfrontalières. Celui-ci dépendra à son tour de la mesure dans laquelle les gouvernements, les acteurs régionaux et les intervenants locaux de part et d'autre de la frontière pourront relever les défis régionaux communs qui détermineront finalement leurs destinées imbriquées.

## Point de vue

### *Autres observations et remarques sur les régions transfrontalières*

L'avenir des relations canado-américaines est de plus en plus entre les mains des petits groupes de gens d'affaires, de fonctionnaires et de citoyens qui résident près de la frontière, travaillent de l'autre côté et ont des intérêts sociaux et économiques communs. C'est là l'essence des régions transfrontalières émergentes que le PRP a si efficacement documentées ici. Qu'il s'agisse de notre région, celle de l'Atlantique, dans l'Est, de celle des Cascadia, dans l'Ouest, ou des autres régions intermédiaires, l'importance réelle de la frontière est de plus en plus gérée par les gens qui se trouvent sur le terrain, et non pas dans les capitales nationales éloignées.

---

**Brian Lee Crowley**

*Président, Atlantic Institute for Market Studies*

L'expérience accumulée partout en Europe montre que les programmes et les projets élaborés conjointement peuvent être mis en œuvre et réalisés le plus efficacement si les partenaires régionaux et locaux jouent un rôle considérable. [...] C'est un fait que la coopération transfrontalière aide à atteindre la masse critique nécessaire pour assurer qu'une chose peut se produire d'une manière raisonnable et économiquement justifiable.

---

**Jens Gabbe**

*Secrétaire général de l'Association des régions frontalières européennes. Discours sur l'importance de la coopération transfrontalière prononcé à l'occasion du séminaire INTERACT sur la coopération transfrontalière, à Riga, le 14 juin 2006.*

En effet, à mesure que les provinces et États voisins et proches des régions transfrontalières canado-américaines deviendront plus imbriqués, il sera capital que les gouvernements et les intervenants nationaux et

régionaux de part et d'autre de la frontière envisagent des façons de résoudre les problèmes conjoints plus efficacement *et favorisent ensemble* le succès de leurs régions transfrontalières communes.

Comme les tendances récentes révèlent non seulement l'émergence de nouvelles régions transfrontalières, mais encore l'élargissement et l'approfondissement de celles qui existent déjà, ce rapport (du PRP) est plus qu'opportun : il est essentiel. La valeur que les voisins d'une région peuvent apporter en travaillant de concert mérite d'être reconnue, et il importe de continuer à appuyer les réseaux de personnes et d'organisations qui jouent un rôle si essentiel pour stimuler l'Ouest.

---

***L'honorable John van Dongen***

*Ministre d'État aux Relations intergouvernementales, Gouvernement de la Colombie-Britannique et vice-président canadien de la Région économique du Nord-Ouest du Pacifique (RENOP)*

Les régions transfrontalières n'ont pas de gouvernements, mais elles comptent sur la coopération volontaire... On lie généralement le principe de la gouvernance (souvent opposée au gouvernement) sous diverses formes au fonctionnement de réseaux entre des parties disposées à coopérer en l'absence d'une instance hiérarchique.

---

***Markus Perkmann***

*Wolfson School, Loughborough University  
« Construction of New Territorial Scales :  
A Framework and Case Study of EUROREGIO  
Cross-Border Region », Regional Studies,  
avril 2007.*

Les régions limitrophes sont devenues des endroits qui ont un sens et une identité; elles sont nées et, après avoir été des endroits distincts séparés par une frontière, elles ont été transformées en des endroits plus communs où des gens coexistent et coopèrent au delà de la frontière.

Ces régions limitrophes à la jonction des États-Unis et du Canada sont nombreuses; ce sont des régions internationales ou transfrontalières situées le long de la frontière.

---

***Victor Konrad et Heather Nicol***

*« Beyond Walls : Reinventing the Canada–United States Borderlands, » 2008.*

Pour le gouvernement du Canada, cela pourrait consister à s'assurer que ses considérations stratégiques binationales reflètent dans une plus grande mesure, au niveau régional transfrontalier, la participation déjà active de divers intervenants et réseaux

régionaux qui rassemblent les différents niveaux de gouvernement, les représentants du secteur privé et les leaders de la société civile à des fins de mise en commun de l'information, de consultation, de coopération et de collaboration utiles.

## NOTES

- 1 Cette étape a en outre compris une recherche sur les relations régionales transfrontalières dans des secteurs de ressources naturelles particuliers (foresterie, exploitation minière, énergie).
- 2 En particulier, dans notre analyse, nous définissons une région transfrontalière comme un groupement de provinces et d'États voisins et proches qui se distinguent par leurs liens et leurs points communs intrarégionaux du fait de l'importance de leurs rapports économiques, de leurs similitudes socioculturelles, et de la présence d'organisations et de réseaux régionaux transfrontaliers. En réalité, la géométrie géographique d'une région transfrontalière reste quelque peu floue, car différentes configurations de provinces et d'États pourraient être considérées comme régions transfrontalières selon l'intérêt et les dimensions envisagés.
- 3 Voir Wiggis, 1997 et 2006.
- 4 Un certain nombre des participants aux tables rondes régionales et à l'enquête auprès des leaders et des cadres interrogés étaient d'avis que les corridors de commerce et l'infrastructure des transports constituent une dimension importante des relations canado-américaines qui devrait être intégrée dans la définition des régions transfrontalières établie par le PRP. Certains ont affirmé que cette dimension pourrait être une condition de réussite des régions transfrontalières.
- 5 Cela comprend les mesures de la croissance absolue du commerce et du niveau des échanges commerciaux : un biais frontalier se produit lorsque des États et des provinces accrédités comme marchés d'exportation ou sources d'importation sont en fait des lieux de transit. Toutefois, ce problème a une plus grande incidence sur les niveaux de commerce que sur les taux de croissance. Même si le biais n'est probablement pas assez important pour nier les liens commerciaux relativement plus solides qui existent entre le Canada et les États du Nord des États-Unis, il continue de faire l'objet de recherches.
- 6 Voir *L'émergence des régions transfrontalières : Rapport provisoire* (2005) ainsi que Chen et Curtis (2004), Yerger et Sawchuk (2004), et Smith et Vachon (2006) pour un examen plus complet de l'importance de la proximité pour les liens commerciaux entre les régions rapprochées du Canada et des États-Unis.
- 7 Les exportations de l'Ontario aux États-Unis sont généralement plus diversifiées, mais ses exportations aux États transfrontaliers voisins, relativement plus concentrées dans des domaines clés comme ceux des pièces automobiles, des produits chimiques et de l'équipement industriel, sont plus spécialisées. Par ailleurs, l'Ontario a toujours exporté les produits d'une gamme relativement plus étendue d'industries à un plus grand nombre d'États américains que beaucoup d'autres provinces; elle vise en fait l'ensemble du marché américain. Le biais frontalier explique peut-être en partie cette situation.
- 8 D'après la littérature, l'« effet frontalier » est une mesure de la résistance au commerce créée par la présence de la frontière. Cet effet a diminué considérablement dans le cadre de l'ALE et de l'ALENA, mais il reste important. On a suggéré de le mesurer parmi les régions transfrontalières afin de vérifier l'hypothèse selon laquelle il y serait moins marqué. L'existence d'un effet frontalier peut généralement s'interpréter de deux manières. Tout d'abord, un effet frontalier continu indique que le Canada peut engendrer d'autres gains commerciaux et économiques en réduisant la résistance restante au commerce bilatéral entre le Canada et les États-Unis. Par ailleurs, on peut considérer l'effet frontalier comme un bouclier qui assure au Canada une certaine marge de manœuvre en matière de politiques. Par exemple, Boychuk et VanNijnatten (2004) montrent que l'intégration économique ne mène pas nécessairement à la convergence des politiques transfrontalières.

- 9 Fait également important, l'ampleur des effets frontaliers provinciaux par rapport aux États-Unis varie considérablement selon les provinces et le sens du commerce.
- 10 Inglehart, Nevitte et Basañez (1996) ont étudié les liens culturels, économiques et politiques entre les États-Unis et le Canada. Voir également Ohmae (1991, 1995), qui examine les frontières et la croissance des économies régionales, et *Caught in the Middle : Border Communities in an Era of Globalization* (2001), qui expose les aspects communautaires frontaliers du même phénomène.
- 11 Voir *L'émergence des régions transfrontalières : Rapport provisoire* (2005); voir également Boucher (2005).
- 12 Voir Hornsby et Reid, dir., 2005.
- 13 Voir *L'émergence des régions transfrontalières : Rapport provisoire* (2005); voir également Abgrall (2005).
- 14 Ces voies informelles, qui vont du simple échange d'information par Internet entre les responsables de la réglementation à des réunions spéciales entre législateurs, constituent l'un des piliers des relations régionales transfrontalières. Toutefois, si ces voies se prêtent à beaucoup de coopération à l'abri de règles complexes, elles nécessitent des partenariats fiables en raison de l'accent qu'elles mettent sur les relations personnelles. Cela fera appel aux spécialistes et praticiens versés dans des questions particulières au niveau d'agent, mais crée en outre le besoin de points de contact au niveau des cadres supérieurs, du moins au début et à des moments opportuns.
- 15 Il convient de noter que la nature de la coopération transfrontalière semble se transformer. Dans les années 1930 et celles qui ont suivi immédiatement la Seconde Guerre mondiale, par exemple, les initiatives de coopération régionale transfrontalière se sont multipliées. Mais celles-ci étaient habituellement d'envergure limitée et portaient sur une question particulière : il s'agissait en général de problèmes locaux d'environnement et d'infrastructure. Les initiatives de ce genre existent encore, mais on trouve en outre des formes de coopération plus vastes et plus générales.
- 16 L'École de la fonction publique du Canada (2004a) offre un recueil d'information qui donne un aperçu descriptif des principales voies de collaboration entre les gouvernements canadiens (niveaux fédéral et provincial) et leurs homologues américains.
- 17 Il importe de signaler une autre région transfrontalière possible, soit le Nord, qui comprend les territoires du Nord du Canada et l'Alaska. Si le Yukon et l'Alaska ont été pris en compte ci-dessus dans le contexte de l'Ouest, il est également vrai qu'il existe entre les habitants du nord du continent une forte similitude d'expériences, de possibilités et de défis économiques qui contribue à un sentiment d'identité nordique. Le Nord est également riche des cultures de ses populations indigènes, et il possède des organisations qui traduisent les préoccupations particulières de ses habitants et transcendent les frontières septentrionales.  
  
Malheureusement, il faudrait effectuer beaucoup plus de travail pour mieux comprendre les dimensions économique, socioculturelle et organisationnelle de cette importante région septentrionale transfrontalière. Si certains des enseignements tirés de l'étude de ces autres régions transfrontalières seront pertinents, il est peu probable qu'ils puissent embrasser la réalité totale du Nord.
- 18 La région des Cascades a fait l'objet d'une littérature abondante, dont Alper (1996), Artibise (1995), Gal-Or (2001) et Sullivan (2004). Voir également Sandomir (2003) pour un examen de la façon dont des États américains voisins et proches ont appuyé la candidature de Vancouver pour la tenue des Jeux olympiques.
- 19 Deux importantes organisations régionales du Canada atlantique reposent sur une conception transfrontalière de la région de l'Atlantique. L'une de ces organisations est *Atlantica : The International Northeast Economic Region*. Pour une description, consulter son site web, à l'adresse <[www.atlantica.org](http://www.atlantica.org)>. Voir également Crowley (2004). L'autre organisation est le Conseil d'Atlantica nouvellement créé sous l'impulsion des Chambres de commerce des provinces de l'Atlantique (fédération réunissant 128 chambres

de commerce du Canada atlantique), avec le soutien public de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, dans le but de promouvoir la compétitivité et le développement économique de la région formée des provinces de l'Atlantique, du Nord-Est des États-Unis et de l'Est du Québec. Pour une description, consulter son site web, à l'adresse : <[www.apcc.ca/english/home/index.cfm](http://www.apcc.ca/english/home/index.cfm)>.

20 Une fois ventilées par région transfrontalière, toutefois, les réponses des leaders ont révélé l'existence de certaines caractéristiques uniques et clairement différentes entre les régions transfrontalières individuelles. En fait, la gamme des réponses a souvent été plus étendue entre les régions transfrontalières qu'entre le Canada et les États-Unis.

21 Les participants aux tables rondes régionales ont souligné divers projets, ententes et initiatives régionaux transfrontaliers. Nombre des interactions peuvent être informelles et avoir lieu en dehors de cadres institutionnels. Ces voies informelles, qui vont du simple échange d'information par Internet entre les responsables de la réglementation à des réunions spéciales entre législateurs, constituent l'un des piliers des relations régionales transfrontalières. Elles se prêtent à beaucoup de coopération à l'abri de règles complexes et, en raison de l'accent qu'elles mettent sur les relations personnelles, elles créent des incitations à établir des partenariats fiables. Ce sont en outre des mécanismes souples qui permettent l'intégration de priorités nouvelles et en mutation. Les participants aux tables rondes ont également souligné d'importants facteurs de réussite, soit :

- Les initiatives doivent déboucher sur des avantages tangibles et des réussites évidentes tôt après le début de leur mise en œuvre.
- Il est plus facile de garantir des résultats tangibles permanents si les initiatives reçoivent un soutien politique non partisan et donnent lieu à des interactions fréquentes et continues entre le secteur privé, la société civile et le secteur public.

- Les rencontres face à face régulières permettent de bâtir la confiance et des relations à long terme, ce qui assure en retour la viabilité des projets.
- Des rapports solides entre le secteur privé, la société civile et les représentants des différents niveaux de gouvernement garantissent que les intervenants de première ligne qui assurent la mise en œuvre des initiatives pourront compter sur un appui suffisant et opportun.
- En général, les participants avaient une opinion positive touchant les perspectives de succès des relations transfrontalières dans leur région limitrophe.

22 Dans l'Ouest, les réseaux officiels sont plus nombreux en raison du cadre institutionnel offert par la Région économique du Nord-Ouest du Pacifique (RENOP). On demande ainsi aux gouvernements des provinces et des États de déléguer des représentants pour participer aux groupes de travail coprésidés par des membres des secteurs public et privé qui examinent une vaste gamme de projets transfrontaliers. Mentionnons ici quelques exemples récents : l'initiative binationale de planification de l'énergie, les Jeux olympiques d'hiver de 2010, et divers projets dans le domaine de la sécurité.

Dans les Prairies et les Grandes Plaines, les réseaux sont le plus souvent informels et liés à un projet particulier, mais ils sont néanmoins très fonctionnels et pragmatiques. Le niveau de participation « approprié » dépend du projet, et les intervenants des deux côtés de la frontière peuvent établir des contacts personnels directs, ou par l'entremise d'une organisation transfrontalière, pour assurer le succès du projet. Les réseaux reposent souvent sur des interactions rentables et peu coûteuses qui ne nécessitent pas la présence d'une structure institutionnelle régionale comme la RENOP. Les provinces et les États peuvent travailler ensemble pour accroître leur influence dans des projets d'intérêt commun. Greg Dandewich, directeur du développement économique à Destination Winnipeg, a souligné que la présence de réseaux informels solides est nécessaire pour assurer le succès des relations transfrontalières et que

l'absence de structure institutionnelle régionale ne veut pas dire qu'il y a absence de réseaux informels efficaces.

Dans la région des Grands Lacs et du Centre, les liens transfrontaliers se résument souvent à des relations bilatérales entre acteurs politiques. Des réunions multilatérales ont également lieu avec les gouverneurs américains au sein du Council of Great Lakes Governors, de la Midwestern Legislative Conference et du Council of State Governments.

Dans la sous-région *Québec-Nord de la Nouvelle-Angleterre* de la région de l'Est, les réseaux sont dits à niveaux multiples et multiorganisationnels. Le Border Crossing Committee, qui se compose de représentants des associations de camionneurs, de l'Agence des services frontaliers du Canada, du service américain des douanes et de la protection de la frontière, des exportateurs, des courtiers, des sociétés de développement économique et de la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ), en fournit un bon exemple.

Dans la sous-région *Atlantique-Nouvelle-Angleterre* de la région de l'Est, la collaboration transfrontalière repose tant sur de solides réseaux informels basés sur les relations interpersonnelles que sur des organisations des secteurs public et privé (p. ex., la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada (GNA-PMEC) et *Atlantica : The International Northeast Economic Region* (AINER)).

- 23 Un certain nombre des participants aux tables rondes ont soutenu que les organisations régionales transfrontalières sont efficaces pour coordonner certains dossiers régionaux ayant des incidences au delà de la frontière (p. ex., la gestion des situations d'urgence, la préparation à une pandémie de grippe, la technologie de localisation des animaux, etc.).

Dans la région de l'Ouest, les organisations transfrontalières régionales associées à la RENOP ont permis de détecter de manière précoce les points de friction dans le conflit de la rivière Milk entre l'Alberta et le Montana et de trouver une solution.

Le gouvernement du Manitoba et le gouvernement de l'État du Minnesota ont fait cause commune pour défendre leurs intérêts et s'opposer au controversé projet de décharge de Devils Lake du Dakota du Nord.

- 24 Robert Noble, consul général adjoint du Canada à New York et ancien délégué commercial, était d'avis que les façons d'aborder le marché dans de nombreux secteurs industriels au sein des régions transfrontalières ne sont souvent pas assez cohésives et cohérentes.
- 25 L'existence de liens nord-américains qui sont plus forts dans les régions transfrontalières a une incidence importante dans le contexte des politiques de développement régional. À mesure que des régions canadiennes s'intégreront davantage à des régions et des secteurs économiques précis des États-Unis et dépendront de leur performance, les politiques de développement régional au Canada devront prendre en compte cette nouvelle réalité. Les deux parties d'une région transfrontalière sont gagnantes, par exemple, lorsque des problèmes communs sont résolus et que des activités commerciales nouvelles y sont attirées. Cela vaut particulièrement dans le cas des problèmes découlant de l'accroissement de l'intégration nord-américaine et des politiques de développement régional.

Il convient également de noter que les régions transfrontalières peuvent aussi être considérées comme des rampes de lancement et des bancs d'essai pour les entreprises canadiennes désireuses d'introduire et de mettre à l'essai de nouveaux produits aux États-Unis avant de les lancer sur des marchés plus éloignés dans ce pays et ailleurs dans le monde. Autrement dit, les relations régionales transfrontalières peuvent contribuer de façon importante à accélérer l'introduction de produits canadiens sur les marchés américains et favoriser considérablement la promotion d'activités novatrices et de produits nouveaux qui pourraient être importants pour la prospérité future du Canada.

L'honorable (sénateur) Jerahmiel Grafstein, coprésident du Groupe interparlementaire

Canada–États-Unis, est allé plus loin en donnant à entendre que les régions transfrontalières représentent un nouveau modèle économique optimal pour relever les défis d'un marché mondial compétitif.

- 26 La participation aux organisations transfrontalières régionales peut être avantageuse pour le Canada parce que le déséquilibre qui existe au niveau national est en grande partie absent au niveau infranational. De ce fait, si le Canada fait face à un déséquilibre de 10 à 1 du point de vue de la population et du PIB dans ses interactions bilatérales avec les États-Unis, le rapport est beaucoup moindre lorsque les interactions ont lieu au niveau infranational, dans le contexte des régions transfrontalières. Cela peut mener à un rapport de forces où l'intérêt de chaque partie est moins diffus et penche beaucoup moins en faveur du plus grand pays.

En outre, dans la dynamique de la coopération transfrontalière régionale, les États américains ont souvent été les demandeurs. On pourrait se demander si le Canada a vraiment mesuré cette situation. Cela pourrait indiquer que le Canada se trouve dans une position plus forte pour négocier. Au niveau national, par contre, le Canada est souvent le demandeur, et la situation est alors généralement plus asymétrique.

- 27 L'étude intitulée *Northwest CanAm Connections: Integrating the Economy and Transportation* est une initiative du département des Transports de l'État du Maine dans le cadre de laquelle on examine actuellement le développement économique et les réseaux de transport dans l'ensemble de la région centrale du Maine dans la partie Nord des États du New Hampshire, du Vermont et de New York, ainsi que le long des provinces canadiennes voisines. Pour plus de renseignements, consulter <[www.canamconnections.com](http://www.canamconnections.com)>.
- 28 Les eurorégions fournissent un exemple utile de la façon dont les gouvernements centraux peuvent mettre en œuvre les politiques régionales conjointement avec les niveaux de gouvernement inférieurs et des partenaires au moyen d'initiatives de finance-

ment supranationales. Fait intéressant à noter, il y a 40 ans, la plupart des gouvernements nationaux européens s'opposaient encore aux tentatives de parties locales et régionales de se rapprocher de leurs homologues au delà de leurs frontières. Aujourd'hui, les eurorégions, qui sont des institutions assimilables à des gouvernements, sont des chefs de file en matière de reconnaissance et d'établissement de relations et de régions communautaires transfrontalières. Cela montre que les temps changent, et que l'innovation gouvernementale peut être un élément clé de ce changement.

L'expérience des nombreuses eurorégions fournira, avec le temps, une riche base de données d'où l'on pourra tirer des enseignements précis concernant les mérites des dispositions organisationnelles de rechange, les stratégies de développement régional, les politiques économiques et industrielles, les méthodes d'ouverture d'un dialogue avec des groupes locaux, et d'autres questions. Cette idée est examinée plus en détail dans *The Emergence of Cross-Border Regions along the Mexican-US Border and in Europe: Lessons for Canada*. Document de travail n° 35 du PRP, 2008.

- 29 Les eurorégions dépendent en outre de l'intérêt à coopérer aux entreprises transfrontalières manifesté à la base par les membres du secteur privé, de la société civile et des administrations locales, mais les programmes établis par les autorités fournissent les incitations financières nécessaires pour aider les intervenants à surmonter les difficultés frontalières.
- 30 Voir *The Emergence of Cross-Border Regions: Highlights from the Leadership Survey and Executive Interviews*, 2006. Selon les réponses fournies lors de l'enquête auprès des leaders et des entrevues exécutives et les opinions similaires exprimées dans le cadre des tables rondes régionales et de l'atelier de Washington, on considère que les organisations transfrontalières et les gouvernements des provinces et des États accomplissent le meilleur travail de promotion des liens transfrontaliers et se révèlent les plus efficaces à promouvoir, appuyer et stimuler la croissance des

relations et réseaux transfrontaliers. Parmi les personnes interrogées, plus de 76 p. 100 estimaient que les organisations et associations transfrontalières faisaient un travail efficace de promotion des liens transfrontaliers, et 40 p. 100 les jugeaient très efficaces à cet égard. Les fonctionnaires des provinces et des États tendent à être bien représentés au sein de ces organisations. De l'avis de 61 p. 100 des répondants, les gouvernements des provinces et des États appuient efficacement les liens transfrontaliers, et 31 p. 100 les jugent très efficaces à cet égard. Comme l'a expliqué un répondant : [traduction] « les gouvernements provinciaux dirigent souvent l'élaboration et la mise en œuvre des initiatives transfrontalières. » Un plus petit nombre considère les collectivités de recherche ou instituts de réflexion, les organisations non gouvernementales (47 %), puis le gouvernement fédéral (45 %), comme des promoteurs efficaces des liens régionaux transfrontaliers.

- 31 Lorsqu'on leur a demandé jusqu'à quel point **les mesures prises par le gouvernement** (fédéral, provincial) étaient importantes pour aider leur organisation à établir des liens transfrontaliers, les leaders ont déclaré que l'appui politique du gouvernement fédéral (49 %) et des gouvernements provinciaux ou des États (69 %) constituait la mesure la plus importante possible. Venaient ensuite les contributions financières de la part du gouvernement fédéral (38 %) et de la part des gouvernements provinciaux ou des États (56 %).

La hiérarchie des réponses est pratiquement la même, quelles que soient les mesures gouvernementales fédérales ou des provinces ou États à propos desquelles les leaders ont été interrogés. Dans tous les cas, les leaders ont attribué beaucoup plus d'importance aux mesures prises par les gouvernements provinciaux ou des États qu'à celles prises par le gouvernement fédéral. Ces résultats sont en grande partie similaires entre les organisations canadiennes et américaines sondées.

- 32 Les programmes financiers ont été fructueux en Europe comme moyen de susciter et de coordonner le redéveloppement dans les régions frontalières. Voir *The Emergence of Cross-Border Regions along the Mexican-US Border and in Europe: Lessons for Canada*. 2008.
- 33 Pour un examen plus complet, voir *Enquête auprès des leaders sur les régions transfrontalières entre le Canada et les États-Unis : Analyse (2006) et L'émergence des régions transfrontalières entre le Canada et les États-Unis : Rapport de synthèse des tables rondes (2006)*.
- 34 La base de savoir pourrait également exposer qui fait quoi dans quels réseaux et relations transfrontaliers.
- 35 L'objectif de la diplomatie transformationnelle peut se définir comme la capacité de travailler et de coopérer avec des partenaires, et il procède du partenariat, et non pas du paternalisme. L'une des conclusions peut-être les plus intéressantes issues des tables rondes régionales avait trait au rôle que peuvent jouer les intervenants régionaux transfrontaliers dans les relations canado-américaines en travaillant avec le gouvernement du Canada pour améliorer leur **propre** sort et pour transformer leur **propre** avenir par l'établissement de meilleures relations transfrontalières et d'une meilleure région frontalière.

La diplomatie transformationnelle est avantageuse pour le gouvernement du Canada dans la mesure où elle favorise des relations saines entre les provinces et les États le long de la frontière. Si les intervenants régionaux transfrontaliers peuvent faire avancer les dossiers régionaux, cela libère le gouvernement du Canada et lui permet de se concentrer sur des questions de portée plus large. Comme on l'a souligné précédemment, les organisations et réseaux transfrontaliers régionaux peuvent contribuer de façon importante aux relations canado-américaines en apportant des solutions stratégiques à des problèmes réels, en

- aidant à résoudre des différends binationaux, et en faisant connaître les préoccupations régionales transfrontalières à Washington et à Ottawa. Le gouvernement du Canada peut appuyer le développement de la diplomatie transformationnelle en encourageant les acteurs et groupes d'intérêts transfrontaliers à constituer des réseaux et à se réunir dans un esprit de partenariat.
- 36 Transports Canada, *Portes et Corridors*, 2007c.
- 37 Transports Canada, *Portes et Corridors*, 2007a.
- 38 Transports Canada, 2007b et 2007d, ainsi que les communiqués, Transports Canada, *Portes et Corridors*, 2007a et 2007b.
- 39 Cela se fait déjà entre partenaires infranationaux au sein d'organisations transfrontalières régionales comme la RENOP, avec sa vaste représentation et ses nombreux groupes de travail.
- 40 Voir également Blank, 2007.
- 41 Le document de travail n° 35 du PRP, intitulé *The Emergence of Cross-Border Regions along the Mexican-US Border and in Europe : Lessons for Canada*, 2008, conclut de même qu'une intégration considérable entre le Mexique et les États-Unis passe par les régions transfrontalières entre les deux pays et revêt une grande importance pour elles.
- 42 Comme dans le cas de toute recherche, la disponibilité de données est primordiale, et certains ont demandé d'améliorer les données disponibles sur les relations transfrontalières. Quelques personnes ont souligné qu'il existe un besoin croissant de recherche sur les flux commerciaux transfrontaliers à un niveau plus local (p. ex., il existe seulement quelques études de cas sur les chaînes d'approvisionnement des entreprises et quelques analyses microéconomiques). D'autres participants ont fait mention des problèmes statistiques rencontrés pour découvrir la destination finale des marchandises, car les exportations sont souvent transformées avant de parvenir au client. Comme mentionné plus haut, les pays de l'Europe occidentale ont déjà décentralisé leurs politiques de développement régional, et l'expérience des nombreuses eurorégions fournit une riche base de données d'où l'on peut tirer des enseignements précis concernant les mérites des dispositions organisationnelles de rechange et les stratégies de développement régional, afin de mieux discerner et apprécier la valeur ajoutée par différentes formes de coopération entre plusieurs gouvernements et entre les secteurs public et privé.
- 43 Par exemple, lors de la table ronde régionale tenue à Montréal (novembre 2005), Robert Noble a fait remarquer que de nombreuses entreprises ont des installations de recherche et développement à Montréal et leur siège social à Cambridge (Massachusetts) pour être proches des sociétés de capital de risque basées à Boston. On peut également citer l'exemple de l'industrie aérospatiale au Québec, qui commence à ressembler au secteur de l'automobile en Ontario en ce sens que les composants de produits franchissent plusieurs fois la frontière avant que le produit final parvienne au consommateur. Stephen Blank, de l'Université Pace, a donné à entendre que des études de cas portant sur de grandes entreprises faciliteraient l'examen du fonctionnement du processus entre les partenaires commerciaux dans les régions transfrontalières.
- 44 Smith, 2007 et Canada West Foundation, *Dialogues*, hiver 2007.
- 45 Le TILMA résulte également de l'attention renouvelée accordée au commerce interprovincial. Lors de la réunion d'août 2007 du Conseil de la fédération (établi en 2004 par les premiers ministres provinciaux et territoriaux, mais sans représentation fédérale), les premiers ministres ont manifesté un intérêt renouvelé à renforcer le commerce interprovincial et territorial (Conseil de la fédération, 2007; Comité du commerce intérieur, 2007; voir également Macmillan et Grady, 2007).

## BIBLIOGRAPHIE

- Abgrall, Jean-François. 2005. *Economic Relations and Cross-Border Organizations Along the 49<sup>th</sup> Parallel*. Projet de recherche sur les politiques, document de travail n° 1. (Ottawa).
- Abgrall, Jean-François. 2005. *A Survey of Major Cross-Border Organizations Between Canada and the United States*. Projet de recherche sur les politiques, document de travail n° 9. (Ottawa).
- Abgrall, Jean-François. 2004. « Les dynamiques régionales des relations États-provinces. Le Canada et les États-Unis ». *Horizons*, 7, 1, 50-54.
- Adams, Michael. 2003a. *Fire and Ice: The U.S., Canada, and the Myth of Converging Values*. Toronto, Environics Research Group.
- Adams, Michael. 2003b. *Presentation on Main Findings of Fire and Ice to federal Deputy Ministers*. Activité organisée par le Centre canadien de gestion (le 19 novembre).
- Agence de promotion économique du Canada atlantique. 2007. *L'Apeca appuie la création du Conseil d'Atlantica*. Communiqués. 14 juin 2007. <<http://www.acoa-apeca.gc.ca/f/media/press/press.shtml?3853>> (consulté le 9 mai 2008).
- Alberta, ministère des Relations internationales, inter-gouvernementales et avec les Autochtones. 2006. *Alberta-British Columbia Trade, Investment and Labour Mobility Agreement*. <[http://www.iir.gov.ab.ca/trade\\_policy/TILMA\\_Agreement.asp](http://www.iir.gov.ab.ca/trade_policy/TILMA_Agreement.asp)> (consulté le 5 novembre 2007).
- Alper, Don K. 1996. « The Idea of Cascadia: Emergent Regionalisms in the Pacific Northwest-Western Canada ». *Journal of Borderland Studies*, 11, 2, 1-22.
- Artibise, A. E. J. 1995. « Achieving Sustainability in Cascadia: An Emerging Model of Growth Management in the Vancouver-Seattle-Portland Corridor », dans Kresl P.K. et Gappert G. (dir.) *North American Cities and the Global Economies Challenges and Opportunities*. Sage, Thousand Oaks, Californie/London/New Delhi. 221-250.
- Atlantica : The International Northeast Economic Region (AINER). 2005. *Commentaries*, 26/4/05, <<http://www.atlantica.org>>.
- Blank, Stephen. 2007. *Trade Corridors and North American Competitiveness*. Association d'études canadiennes aux États-Unis, série de documents de circonstance sur les politiques publiques (1, 4).
- Balthazar, Louis. 1993. « Quebec's International Relations: A Response to Needs and Necessities, » dans Hocking B. (dir.) *Foreign Relations and Federal States*. Leicester University Press, London. 140-152
- Boucher, Christian. 2005. *Toward North American or Regional Cross-Border Communities: A Look at Economic Integration and Socio-Cultural Values in Canada and the United States*. Projet de recherche sur les politiques, document de travail n° 2. (Ottawa).
- Boyчук, Gerard W., et Debora L. Van Nijnatten. 2004. « Intégration économique et convergence transfrontalière des politiques ». *Horizons*, 7, 1; 55-63.
- Brunet-Jailly, Emmanuel, Susan E. Clarke, Debora L. Van Nijnatten, Derek Jansen, Christian Boucher et André Downs. 2006. *Leader Survey on Canada-US Cross-Border Regions: An Analysis*. Projet de recherche sur les politiques, document de travail n° 12. (Ottawa).

- Brunet-Jailly, Emmanuel, Tony Payan et Gary Sawchuk. 2008. *The Emergence of Cross-Border Regions along the Mexican-US Border and in Europe: Lessons for Canada*. Projet de recherche sur les politiques, document de travail n° 35. (Ottawa).
- Canada West Foundation. 2007. *Dialogues*. Numéro intitulé : What is TILMA? Examining the Trade, Investment and Labour Mobility Agreement Between BC and Alberta (hiver).
- Caught in the Middle : Border Communities in an Era of Globalization*. 2001. Dir., Demetrios G. Papademetriou et Deborah Waller Meyers. Washington D.C.
- Chambres de commerce des provinces de l'Atlantique. 2008. Welcome. <<http://www.apcc.ca/english/home/index.cfm>> (consulté le 9 mai 2008).
- Chen, Shenjie, et John M. Curtis. 2004. « De l'influence du commerce international sur le synchronisme des phases du cycle économique en Amérique du Nord ». *Horizons*. 7,1: 64-68.
- Clarke, Susan E. 2000. « Regional and Transnational Discourse : The Politics of Ideas and Economic Development in Cascadia ». *International Journal of Economic Development*. 2, 3; 360-378.
- Colombie-Britannique, ministère du Développement économique. 2006. *British Columbia-Alberta Trade, Investment and Labour Mobility Agreement*. <[http://www.gov.bc.ca/ecdev/popt/mediaoom/bc\\_ab\\_trade\\_investment\\_nmobilty\\_agreement.htm](http://www.gov.bc.ca/ecdev/popt/mediaoom/bc_ab_trade_investment_nmobilty_agreement.htm)>(consulté le 5 novembre 2007).
- Comité du commerce intérieur, Réunion des ministres fédéral, provinciaux et territoriaux responsables du commerce intérieur. 2007. *Progrès relevés dans le plan d'action*. <[http://www.ait-aci.ca/index\\_fr/news.htm](http://www.ait-aci.ca/index_fr/news.htm)> (communiqué du 7 septembre 2007, consulté le 5 novembre 2007).
- Conseil de la fédération. 2007. *Les premiers ministres s'entendent pour renforcer le commerce*. <[http://www.conseildelafederation.ca/pdfsfrancais/Competitiveness\\_Trade\\_Aug8\\_FR.pdf](http://www.conseildelafederation.ca/pdfsfrancais/Competitiveness_Trade_Aug8_FR.pdf)> (communiqué du 10 août 2007, consulté le 5 novembre 2007).
- Crowley, Brian Lee. 2004. *Plugging Atlantica into the Emerging Global Network : Why the International Northeast Economic Region is the Way of the Future* (texte d'une allocution prononcée par Brian Lee Crowley, président de l'AIMS, lors de la réunion des APCC, à Montague (IPE), le 29 mai).
- De Boer, Stephen. 2002. *Canadian Provinces, U.S. States and North American Integration : Benchwarmers or Key Players?* Choix. Institut de recherche en politiques publiques. (Montréal).
- Downs, André, et Gary Sawchuk. 2007. *Do Cross-Border Regions Matter for Trade? Canada-US Border Effects and Cross-Border Regions*. Projet de recherche sur les politiques, document de travail n° 34. (Ottawa).
- Downs, André. 2004. « La mondialisation et le bien-être : L'effet frontière, le rôle de l'État-nation et les relations économiques canado-américaines. » *Horizons*. Juin. Volume 7, Numéro 1 : 69-72.
- École de la fonction publique du Canada. 2004a. *Création de liens transfrontaliers : Un recueil d'information sur la collaboration intergouvernementale Canada-États-Unis* (Table ronde de recherche-action de l'EFPC sur la gestion des relations canado-américaines).
- École de la fonction publique du Canada. 2004b. *Promouvoir les intérêts du Canada aux États-Unis : Guide pratique à l'intention des fonctionnaires canadiens* (Table ronde de recherche-action de l'EFPC sur la gestion des relations canado-américaines).

- Emery, J.C. Herbert, et Ronald D. Kneebone. 2003. *Should Alberta and Saskatchewan Unite?* Institut C.D. Howe, Commentaire. 24 pages.
- Federal Reserve Bank of Philadelphia. 2005. Coincident Indexes (mensuel). <<http://www.phil.frb.org/econ/stateindexes/index.html>> (consulté en mai 2005).
- Gal-Or, Noemi. 2001. « Commercial Alternative Dispute Resolution In Cascadia ». *Revue canadienne des sciences régionales*, 24,2, 221-248.
- Gibbins, Roger. 2002. *Regional Diversity and Coherence in Western Canada : Reflections on the Canadian-American Relationship*. Exposé présenté à la Borderlines Conference, à Calgary (Alberta).
- Groen, J. P. 1994. « British Columbia's International Relations: Consolidating a Coalition-Building Strategy ». *British Columbia Studies*, n° 102. 54-82.
- Gu, Wulong, et Gary Sawchuk. 2006. « Canada's Growing Market Integration with the U.S. With a Focus on Trade ». *North American Journal of Finance and Economics*.
- Gu, Wulong, et Gary Sawchuk. 2004. *Comment les régions du Canada s'adaptent-elles à un marché nord-américain plus grand et plus intégré?* Statistique Canada (Ottawa).
- Hornsby, Stephen J., et John G. Reid, dir. 2005. *New England and the Maritime Provinces : Connections and Comparisons* (Montréal et Kingston : McGill-Queen's University Press).
- Inglehart, Ronald, Neil Nevitte et Miguel Basañez. 1996. *The North American Trajectory : Cultural, Economic and Political Ties among the United States, Canada, and Mexico*. New York, Aldine De Gruyter.
- Konrad, Victor, et Heather Nicol. 2008. *Beyond Walls: Reinventing the Canada-United States Borderlands*. Ashgate Publishing.
- McCallum, John T. 1995. « National Borders Matter: Canada-U.S. Regional Trade Patterns ». *American Economic Review* 85 (juin). p. 615-623.
- Macmillan, Kathleen E., et Patrick Grady. 2007. *A New Prescription: Can the BC-Alberta TILMA Resuscitate Internal Trade in Canada?* Institut C.D. Howe, article documentaire n° 106 (octobre).
- Massell, David. 2003. « Governors and Premiers Practice International Cooperation ». *Canadian Studies Update*, 22, 1, 6-8.
- Northeast CamAm Connections: Integrating the Economy & Transportation. 2008. *Study Summary*. <<http://www.canamconnections.com>> (consulté le 9 mai 2008).
- Ohmae, Kenichi. 1991. *The Borderless World*. Harpers Business Books.
- Ohmae, Kenichi. 1995. *The End of the Nation State: The Rise of Regional Economies*. The Free Press.
- Poitras, Francois, et Gary Sawchuk. 2003. *Regional Dimension : Canada-U.S. Integration and Performance Comparison* (exposé présenté à la conférence bisannuelle de l'Association d'études canadiennes aux États-Unis, à Portland (Oregon)).
- Polèse, Mario. 2000. « Is Quebec Special in the Emerging North American Economy? Analyzing the Impact of Continental Economic Integration on Canadian Regions ». *Revue canadienne des sciences régionales* : 23, 2, 187-212.
- Sandomir, Richard. 2003. Olympics; 4 States Defend Support of Vancouver Bid. *New York Times*. 7 mai 2003.

- Schell, P., et J. Hamer. 1995. « Cascadia: The New Binationalism of Western Canada and the U.S. Pacific North West », dans *Identities in North America. The Search for Community*. Dir., R. L. Earle et J.D. Wirth. Stanford University Press, 140-156.
- Smith, Bryan, et Marc Vachon. 2006. *Cross-Border Trade Linkages in the Natural Resources Sector*. Projet de recherche sur les politiques, document de travail n° 32. (Ottawa).
- Smith, Danielle. 2007. « Small Business Stands to Gain with the TILMA », *Dialogues*. Numéro intitulé : What is TILMA? Examining the Trade, Investment and Labour Mobility Agreement Between BC and Alberta (hiver) : 21-23.
- Soldatos, Panayotis. 1990. « An Explanatory Framework for the Study of Federated States as Foreign-policy Actors », dans Michelmann et Soldatos (dir.) *Federalism and International Relations. The Role of Subnational Units*, Clarendon Press. Oxford. 34-53.
- Sullivan, Paul. 2004. « Cascadia: Where Canadians Live Better Than We Knew ». *Globe and Mail*, le mardi 16 mars 2004.
- Transports Canada. 2007a. *Le nouveau gouvernement du Canada signe un protocole d'entente avec les provinces de l'Atlantique pour élaborer une stratégie de porte pour l'Atlantique*. Transports Canada, Médias, communiqué daté du 14 octobre. <<http://www.tc.gc.ca/médias/communiqués/nat/2007/07-gc033f.htm>> (consulté le 5 novembre 2007).
- Transports Canada. 2007b. *Les gouvernements du Canada, de l'Ontario et du Québec travaillent au développement de la Porte continentale et du Corridor de commerce Ontario-Québec*. Transports Canada, Médias, communiqué daté du 30 juillet. <<http://www.tc.gc.ca/medias/communiqués/nat/2007/07-h141f.htm>> (consulté le 5 novembre 2007).
- Transports Canada, Portes et Corridors. 2007a. *L'initiative de la Porte et du Corridor de l'Asie-Pacifique*. <<http://www.tc.gc.ca/dossiers/ipcap/menu.htm>> (consulté le 5 novembre 2007).
- Transports Canada, Portes et Corridors. 2007b. *La Porte canadienne de l'Atlantique*. <<http://www.tc.gc.ca/Portesetcorridors/Atlantique/LaPorteCanadienedel'Atlantique.html>> (consulté le 5 novembre 2007).
- Transports Canada, Portes et Corridors. 2007c. *Cadre de politique nationale sur les portes et les corridors commerciaux stratégiques*. <<http://www.tc.gc.ca/Portesetcorridors/Cadredepolitique nationale/politiquenationale.html>> (consulté le 5 novembre 2007).
- Transports Canada, Portes et Corridors. 2007d. *Porte continentale et corridor de commerce Ontario-Québec*. <<http://www.tc.gc.ca/Portesetcorridors/Ontario-Quebec/Ontario-Quebec.html>> (consulté le 5 novembre 2007).
- Widdis, R.W. 1997. « Borderland Interaction in the International Region of the Great Plains: An Historic-Geographical Perspective », *Great Plains Research* 7, 1 : 103-37.
- Widdis, R. W. 2006. « The Historical Geography of the Canadian-American Borderlands, 1784-1989: Conceptual and Methodological Challenges », dans Karl Froschauer, Nadine Fabbi et Susan Pell, dir. *Convergence and Divergence in North America: Canada and the United States* (Burnaby : Centre d'études canadiennes, Université Simon Fraser) : 19-33.

# ANNEXE A : QUESTIONNAIRE DE L'ENQUÊTE AUPRÈS DES LEADERS (version canadienne)



Projet de recherche  
sur les politiques

Policy Research  
Initiative

Jour mois année

Préfixe Prénom Nom

Titre

Organisation

Adresse 1

Adresse 2

Ville (Province) Code postal

Madame, Monsieur,

Le Projet de recherche sur les politiques du gouvernement du Canada a entrepris une importante étude sur l'émergence de régions transfrontalières (RT) entre le Canada et les États-Unis. L'objectif de cette étude est de corroborer l'émergence de régions binationales, et d'évaluer les possibilités et les défis que ces régions peuvent représenter pour le Canada.

Jusqu'à maintenant, la recherche confirme l'existence d'une activité économique, institutionnelle et culturelle intense dans les régions canadiennes et américaines voisines. Nous constatons, par exemple, que les relations économiques avec les États américains sont plus importantes lorsqu'il s'agit d'États à proximité, que la mise en œuvre de l'ALÉ puis de l'ALÉNA a sensiblement renforcé les organisations transfrontalières et que les RT affichent des similitudes sur le plan des valeurs sociales.

Afin de parfaire nos connaissances des RT, nous effectuons, en partenariat avec les Associés de recherche EKOS inc., un sondage auprès de chefs de file canadiens et américains au sein des divers niveaux de gouvernement, des chambres de commerce, des associations transfrontalières, des ONG et des groupes de réflexion. **Nous vous serions reconnaissant si vous ou un cadre supérieur de votre organisation familier avec les relations canado-américaines acceptiez de remplir le questionnaire ci-joint et de nous le renvoyer dans l'enveloppe prévue à cette fin.** Votre participation à ce sondage est cruciale pour la réussite de cette recherche.

Toutes les réponses demeureront confidentielles – votre nom et celui de votre organisation ne seront pas associés à vos réponses. **En guise de remerciement, les résultats du sondage seront remis aux organisations participantes, ce qui vous aidera à mieux saisir le contexte dans lequel évolue votre organisation.** Les résultats du sondage seront également présentés, à l'automne 2005, à l'occasion de tables rondes régionales ayant pour thème l'émergence de RT.

Ces tables rondes se dérouleront dans le cadre du projet Liens nord-américains du Projet de recherche sur les politiques. Parmi les organisations qui y participent, mentionnons l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, Développement économique Canada pour les régions du Québec et Diversification de l'économie de l'Ouest Canada.

Pour de plus amples renseignements, n'hésitez pas à communiquer avec Christian Boucher, coordonnateur du projet, au (613) 943-8412, ou André Downs, directeur principal de projets, au (613) 995-3655. Vous trouverez de l'information sur le Projet de recherche sur les politiques et le projet Liens nord-américains à cette adresse : <[www.recherchepolitique.gc.ca](http://www.recherchepolitique.gc.ca)>.

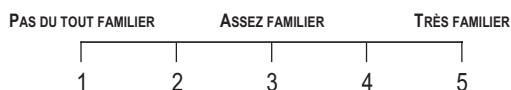
Recevez, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Jean-Pierre Voyer  
Directeur exécutif  
Projet de recherche sur les politiques

Canada

## Sondage auprès des chefs de file sur les régions transfrontalières canado-américaines

1. Quel est votre niveau de familiarité général avec les régions transfrontalières (RT)? Veuillez répondre selon une échelle de 5 points où 1 signifie pas du tout familier, 5, très familier et le point milieu, 3, assez familier.

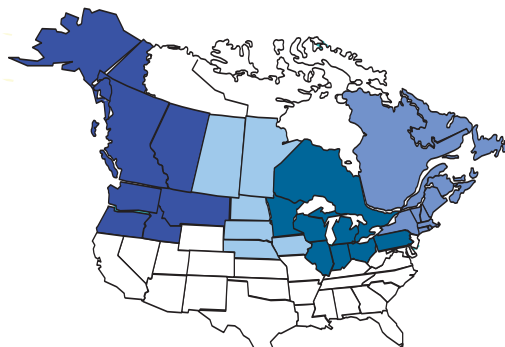


**SECTION UN** : Les questions suivantes portent sur la définition d'une région transfrontalière.

Dans le cadre de notre recherche, une **RT constitue une région distincte pouvant comprendre plusieurs provinces et États, qui chevauche la frontière canado-américaine, présente une masse critique de liens économiques, organisationnels et de collaboration, et affiche un certain degré de similitude sur le plan culturel**. Il est entendu que les limites d'une RT peuvent varier quelque peu en fonction des critères ou des indicateurs utilisés.

Dans notre recherche, les quatre régions ci-dessous émergent de cette définition.

- **Nord-Ouest** – Alaska, Yukon, C.-Britannique, Alberta, Washington, Idaho, Montana et Oregon;
- **Prairies** – Manitoba, Saskatchewan, Minnesota\*, North Dakota, South Dakota, Iowa et Nebraska;
- **Grands Lacs** – Ontario, Québec\*, Minnesota\*, Michigan, New York\*, Illinois, Indiana, Ohio, Wisconsin et Pennsylvania;
- **Nord-Est** – Terre-Neuve, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Québec\*, Maine, New Hampshire, Vermont, Massachusetts, New York\*, Rhode Island et Connecticut.



\* Ces provinces et États font partie de plus d'une RT et apparaissent dans les couleurs hachurées de leurs régions associées.

- 2.** Dans quelle mesure croyez-vous que la définition ci-dessus tient compte des liens de votre région transfrontalière (RT)? Veuillez répondre selon une échelle de 5 points où 1 signifie fortement en désaccord, 5, fortement d'accord et le point milieu, 3, ni d'accord ni en désaccord.



Si vous avez répondu par fortement d'accord ("5") à Q2, veuillez passer à Q4.

- 3.** Que changeriez-vous dans la définition ci-dessus pour qu'elle tienne bien compte des liens de votre RT?

---

---

---

---

---

**4.** Une région transfrontalière (RT) peut se définir selon diverses caractéristiques. Veuillez indiquer l'importance de chacune des suivantes pour définir une RT, à l'aide d'une échelle de 5 points où 1 signifie pas du tout important, 5, très important et le point milieu, 3, assez important.

|   | PAS DU TOUT<br>IMPORTANT |   | ASSEZ<br>IMPORTANT |   | TRÈS<br>IMPORTANT | JE NE<br>SAIS PAS |
|---|--------------------------|---|--------------------|---|-------------------|-------------------|
| a. Similitudes culturelles .....  | 1                        | 2 | 3                  | 4 | 5                 | 9                 |
| b. Liens historiques .....  | 1                        | 2 | 3                  | 4 | 5                 | 9                 |
| c. Facteurs géographiques (p. ex., proximité,<br>topographie et climat) ..... | 1                        | 2 | 3                  | 4 | 5                 | 9                 |
| d. Écosystèmes communs .....  | 1                        | 2 | 3                  | 4 | 5                 | 9                 |
| e. Intensité des échanges économiques.....                                    | 1                        | 2 | 3                  | 4 | 5                 | 9                 |
| f. Institutions ou organisations communes.....                                | 1                        | 2 | 3                  | 4 | 5                 | 9                 |
| g. Autres enjeux communs<br>(veuillez préciser) _____                         | 1                        | 2 | 3                  | 4 | 5                 | 9                 |

**SECTION DEUX :** Les prochaines questions portent sur les liens transfrontaliers que votre organisation a peut-être créés. Par liens transfrontaliers, nous entendons les **accords** ou les **institutions** mettant en cause votre organisation et une entité américaine voisine et pouvant comprendre, sans que la liste soit exhaustive, un protocole d'entente, la participation à des conférences ou à des comités binationaux, des jumelages, des missions commerciales, du lobbying conjoint et des visites officielles.

**Si votre organisation n'a pas de liens transfrontaliers comme ci-dessus, veuillez passer à Q11.**

**5.** D'après votre expérience, veuillez évaluer l'efficacité des instruments formels suivants dans la création de liens transfrontaliers qui ont été bénéfiques à votre organisation. Veuillez répondre selon une échelle de 5 points où 1 signifie pas du tout efficace, 5, très efficace et le point milieu, 3, assez efficace.

|   | PAS DU TOUT<br>EFFICACE |   | ASSEZ<br>EFFICACE |   | TRÈS<br>EFFICACE | PAS<br>UTILISÉ |
|---|-------------------------|---|-------------------|---|------------------|----------------|
| a. Protocole d'entente .....                    | 1                       | 2 | 3                 | 4 | 5                | 9              |
| b. Comité ou groupe de travail binational ..... | 1                       | 2 | 3                 | 4 | 5                | 9              |
| c. Jumelage .....                               | 1                       | 2 | 3                 | 4 | 5                | 9              |
| d. Mission commerciale .....                    | 1                       | 2 | 3                 | 4 | 5                | 9              |
| e. Effort conjoint d'information/lobbying ..... | 1                       | 2 | 3                 | 4 | 5                | 9              |
| f. Visite officielle.....                       | 1                       | 2 | 3                 | 4 | 5                | 9              |

|  | PAS DU TOUT EFFICACE |   | ASSEZ EFFICACE |   | TRÈS EFFICACE | PAS UTILISÉ |
|--|----------------------|---|----------------|---|---------------|-------------|
|  | 1                    | 2 | 3              | 4 | 5             | 9           |
| g. Conférence/table ronde .....          | 1                    | 2 | 3              | 4 | 5             | 9           |
| h. Activité de recherche conjointe ..... | 1                    | 2 | 3              | 4 | 5             | 9           |
| i. Autre (veuillez préciser) _____       | 1                    | 2 | 3              | 4 | 5             | 9           |
| j. Autre (veuillez préciser) _____       | 1                    | 2 | 3              | 4 | 5             | 9           |

**6.** Outre ces instruments formels, veuillez fournir jusqu'à concurrence de trois exemples de liens informels que vous avez peut-être créés dans votre région transfrontalière.

---



---



---



---



---



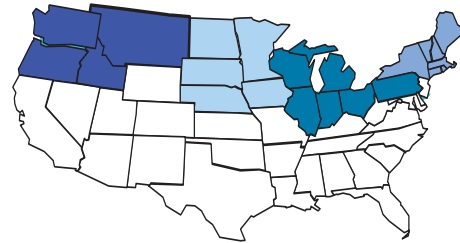
---

**7.** En tenant compte de tous les liens transfrontaliers que votre organisation a créés avec les États-Unis, veuillez évaluer l'importance de ces liens du point de vue des catégories suivantes, à l'aide d'une échelle de 5 points où 1 signifie pas du tout important, 5, très important et le point milieu, 3, assez important.

|  | PAS DU TOUT IMPORTANT |   | ASSEZ IMPORTANT |   | TRÈS IMPORTANT |
|--|-----------------------|---|-----------------|---|----------------|
|  | 1                     | 2 | 3               | 4 | 5              |
| a. Partage de l'information (échange de renseignements verbaux ou écrits sur des questions d'intérêt commun) ..... | 1                     | 2 | 3               | 4 | 5              |
| b. Consultation (en vue d'obtenir opinion ou conseil) .....  | 1                     | 2 | 3               | 4 | 5              |
| c. Information/lobbying (ayant pour objectif d'influencer un résultat souhaité) .....                              | 1                     | 2 | 3               | 4 | 5              |
| d. Coopération (en vue d'avantages réciproques).....   | 1                     | 2 | 3               | 4 | 5              |
| e. Harmonisation (pour rendre compatibles des mesures ou des politiques).....                                      | 1                     | 2 | 3               | 4 | 5              |
| f. Intégration (adoption de mesures ou de politiques similaires).....  | 1                     | 2 | 3               | 4 | 5              |

8. Toujours en tenant compte de tous les liens transfrontaliers que votre organisation a créés avec les États-Unis, quel est, selon vous, la répartition de ces liens entre les régions suivantes (en pourcentage)?

- Nord-Ouest : \_\_\_\_\_
- Prairies : \_\_\_\_\_
- Grands Lacs : \_\_\_\_\_
- Nord-Est : \_\_\_\_\_
- Reste des É.-U. : \_\_\_\_\_



(N.B. : les États compris dans ces régions sont énumérés à la page 1)

9. Veuillez donner jusqu'à concurrence de trois exemples de liens transfrontaliers qui ont aidé votre organisation à atteindre ses objectifs et/ou à résoudre des problèmes dans votre région.

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

**10.** D'après votre expérience, quelle a été l'efficacité des intervenants suivants afin de promouvoir les liens transfrontaliers? Veuillez répondre selon une échelle de 5 points où 1 signifie pas du tout efficace, 5, très efficace et le point milieu, 3, assez efficace.

|   | PAS DU TOUT<br>EFFICACE |   | ASSEZ<br>EFFICACE |   | TRÈS<br>EFFICACE | PAS EU DE<br>LIENS |
|---|-------------------------|---|-------------------|---|------------------|--------------------|
| a. Organisations non gouvernementales (ONG) .....       | 1                       | 2 | 3                 | 4 | 5                | 9                  |
| b. Gouvernement fédéral .....                           | 1                       | 2 | 3                 | 4 | 5                | 9                  |
| c. Gouvernements provinciaux.....                       | 1                       | 2 | 3                 | 4 | 5                | 9                  |
| d. Municipalités.....                                   | 1                       | 2 | 3                 | 4 | 5                | 9                  |
| e. Milieux de la recherche/groupes de réflexion .....   | 1                       | 2 | 3                 | 4 | 5                | 9                  |
| f. Organisations ou associations transfrontalières..... | 1                       | 2 | 3                 | 4 | 5                | 9                  |
| g. Chambres de commerce .....                           | 1                       | 2 | 3                 | 4 | 5                | 9                  |
| h. Autre (veuillez préciser) _____                      | 1                       | 2 | 3                 | 4 | 5                | 9                  |

**11.** Veuillez décrire ce qui constitue selon vous une « pratique exemplaire » de liens transfrontaliers que d'autres régions transfrontalières pourraient adopter.

---



---



---



---



---



---



---



---



---



---



|  | FORTEMENT<br>EN DÉSACCORD | NI D' ACCORD<br>NI EN DÉSACCORD |   |   | FORTEMENT<br>D'ACCORD | JE NE<br>SAIS PAS |
|--|---------------------------|---------------------------------|---|---|-----------------------|-------------------|
|  | 1                         | 2                               | 3 | 4 | 5                     | 9                 |
| n. Les liens au sein des RT sont souvent des engagements peu coûteux aux retombées importantes .....       | 1                         | 2                               | 3 | 4 | 5                     | 9                 |
| o. Les RT se forment sans le soutien de mon gouvernement fédéral .....                                     | 1                         | 2                               | 3 | 4 | 5                     | 9                 |
| p. Les RT sont des instruments clés pour soutenir la concurrence dans une économie internationale.....     | 1                         | 2                               | 3 | 4 | 5                     | 9                 |
| q. Les organisations transfrontalières pourraient servir de modèle aux institutions nord-américaines ..... | 1                         | 2                               | 3 | 4 | 5                     | 9                 |
| r. Les RT risquent de produire un autre niveau bureaucratique .....  | 1                         | 2                               | 3 | 4 | 5                     | 9                 |
| s. Les RT pourraient accentuer l'intégration économique entre le Canada et les É.-U. ....                  | 1                         | 2                               | 3 | 4 | 5                     | 9                 |
| t. Les RT risquent de poser un grave défi à l'identité canadienne .....                                    | 1                         | 2                               | 3 | 4 | 5                     | 9                 |

**13.** Dans quelle mesure chaque aspect suivant constitue-t-il un obstacle à la collaboration transfrontalière? Veuillez répondre selon une échelle de 5 points où 1 signifie pas du tout, 5, dans une très grande mesure et le point milieu, 3, dans une certaine mesure.

|   | PAS<br>DU TOUT | CERTAINE<br>MESURE |   |   | TRÈS GRANDE<br>MESURE | JE NE<br>SAIS PAS |
|---|----------------|--------------------|---|---|-----------------------|-------------------|
|   | 1              | 2                  | 3 | 4 | 5                     | 9                 |
| a. L'état de l'infrastructure (p. ex., routes, chemins de fer) .....  | 1              | 2                  | 3 | 4 | 5                     | 9                 |
| b. Les conditions du passage frontalier (p. ex., proximité d'un poste frontière, douanes, temps d'attente pour franchir la frontière) ..... | 1              | 2                  | 3 | 4 | 5                     | 9                 |
| c. Les conditions économiques (p. ex., exigences techniques, taux de change, absence de commerce, obstacles à l'investissement) .....       | 1              | 2                  | 3 | 4 | 5                     | 9                 |
| d. La capacité des organisations transfrontalières (p. ex., personnel, budget opérationnel) .....   | 1              | 2                  | 3 | 4 | 5                     | 9                 |
| e. Facteurs politiques (p. ex., différends commerciaux, manque d'intérêt, compétences conflictuelles).....                                  | 1              | 2                  | 3 | 4 | 5                     | 9                 |

|  | PAS DU TOUT | CERTAINE MESURE |   |   | TRÈS GRANDE MESURE | JE NE SAIS PAS |
|--|-------------|-----------------|---|---|--------------------|----------------|
|  | 1           | 2               | 3 | 4 | 5                  | 9              |
| f. Sécurité (p. ex., immigrants illégaux, terrorisme)..... | 1           | 2               | 3 | 4 | 5                  | 9              |
| g. Réglementation/systèmes judiciaires différents .....    | 1           | 2               | 3 | 4 | 5                  | 9              |
| h. Sous-financement des initiatives.....                   | 1           | 2               | 3 | 4 | 5                  | 9              |
| i. Autre (veuillez préciser) : _____                       | 1           | 2               | 3 | 4 | 5                  | 9              |

**14.** Quelle est l'importance de chacune des mesures suivantes prises par le **gouvernement fédéral** afin d'aider votre organisation à établir des liens transfrontaliers? Veuillez répondre selon une échelle de 5 points où 1 signifie pas du tout important, 5, très important et le point milieu, 3, assez important.

|  | PAS DU TOUT IMPORTANT | ASSEZ IMPORTANT |   |   | TRÈS IMPORTANT | JE NE SAIS PAS |
|--|-----------------------|-----------------|---|---|----------------|----------------|
|  | 1                     | 2               | 3 | 4 | 5              | 9              |
| a. Contribution financière.....        | 1                     | 2               | 3 | 4 | 5              | 9              |
| b. Soutien scientifique/technique..... | 1                     | 2               | 3 | 4 | 5              | 9              |
| c. Soutien politique.....              | 1                     | 2               | 3 | 4 | 5              | 9              |
| d. Expertise juridique.....            | 1                     | 2               | 3 | 4 | 5              | 9              |
| e. Forum interrégional.....            | 1                     | 2               | 3 | 4 | 5              | 9              |
| f. Autre (veuillez préciser) : _____   | 1                     | 2               | 3 | 4 | 5              | 9              |

**15.** Quelle est l'importance de chacune des mesures suivantes prises par le **gouvernement provincial** afin d'aider votre organisation à établir des liens transfrontaliers? Veuillez répondre selon une échelle de 5 points où 1 signifie pas du tout important, 5, très important et le point milieu, 3, assez important.

|  | PAS DU TOUT IMPORTANT | ASSEZ IMPORTANT |   |   | TRÈS IMPORTANT | JE NE SAIS PAS |
|--|-----------------------|-----------------|---|---|----------------|----------------|
|  | 1                     | 2               | 3 | 4 | 5              | 9              |
| a. Contribution financière.....        | 1                     | 2               | 3 | 4 | 5              | 9              |
| b. Soutien scientifique/technique..... | 1                     | 2               | 3 | 4 | 5              | 9              |
| c. Soutien politique.....              | 1                     | 2               | 3 | 4 | 5              | 9              |
| d. Expertise juridique.....            | 1                     | 2               | 3 | 4 | 5              | 9              |
| e. Forum interrégional.....            | 1                     | 2               | 3 | 4 | 5              | 9              |
| f. Autre (veuillez préciser) : _____   | 1                     | 2               | 3 | 4 | 5              | 9              |

- 16.** Y a-t-il d'autres mesures que vos gouvernements pourraient prendre afin d'encourager votre organisation à établir des liens transfrontaliers? Dans votre réponse, veuillez préciser le niveau de gouvernement (fédéral, provincial ou municipal).

---



---



---



---



---



---



---



---



---



---

**SECTION QUATRE :** La prochaine section porte sur l'évolution des liens transfrontaliers.

- 17.** Diriez-vous que les liens dans votre région transfrontalière ont augmenté ou diminué au cours des **5 dernières années** dans chacun des secteurs suivants? Veuillez répondre selon une échelle de 5 points où 1 signifie qu'ils ont beaucoup diminué, 5, qu'ils ont beaucoup augmenté et le point milieu, 3, qu'ils sont demeurés à peu près inchangés.

|                                | ONT<br>BEAUCOUP<br>DIMINUÉ |   | SONT DEMEURÉS<br>À PEU PRÈS<br>INCHANGÉS |   | ONT<br>BEAUCOUP<br>AUGMENTÉ | JE NE<br>SAIS PAS |
|--------------------------------|----------------------------|---|--|---|-----------------------------|-------------------|
| a. Agriculture .....           | 1                          | 2 | 3  | 4 | 5                           | 9                 |
| b. Frontière .....             | 1                          | 2 | 3  | 4 | 5                           | 9                 |
| c. Éducation.....              | 1                          | 2 | 3  | 4 | 5                           | 9                 |
| d. Énergie .....               | 1                          | 2 | 3  | 4 | 5                           | 9                 |
| e. Environnement.....          | 1                          | 2 | 3  | 4 | 5                           | 9                 |
| f. Ressources naturelles ..... | 1                          | 2 | 3  | 4 | 5                           | 9                 |
| g. Culture .....               | 1                          | 2 | 3  | 4 | 5                           | 9                 |
| h. Soins de santé.....         | 1                          | 2 | 3  | 4 | 5                           | 9                 |
| i. Infrastructure .....        | 1                          | 2 | 3  | 4 | 5                           | 9                 |

|    |   | ONT<br>BEAUCOUP<br>DIMINUÉ | SONT DEMEURÉS<br>À PEU PRÈS<br>INCHANGÉS |   |   | ONT<br>BEAUCOUP<br>AUGMENTÉ | JE NE<br>SAIS PAS |
|----|---|----------------------------|--|---|---|-----------------------------|-------------------|
|    |   | 1                          | 2  | 3 | 4 | 5                           | 9                 |
| j. | Immigration.....                          | 1                          | 2  | 3 | 4 | 5                           | 9                 |
| k. | Tourisme.....                             | 1                          | 2  | 3 | 4 | 5                           | 9                 |
| l. | Commerce et développement économique..... | 1                          | 2  | 3 | 4 | 5                           | 9                 |
| m. | Sécurité.....                             | 1                          | 2  | 3 | 4 | 5                           | 9                 |
| n. | Eau.....                                  | 1                          | 2  | 3 | 4 | 5                           | 9                 |
| o. | Transport.....                            | 1                          | 2  | 3 | 4 | 5                           | 9                 |
| p. | Autre (veuillez préciser) : _____         | 1                          | 2  | 3 | 4 | 5                           | 9                 |

**18.** Diriez-vous que les liens dans votre région transfrontalière vont probablement augmenter ou diminuer au cours des **5 prochaines années** dans les mêmes secteurs? Veuillez répondre selon une échelle de 5 points où 1 signifie qu'ils vont beaucoup diminuer, 5, qu'ils vont beaucoup augmenter et le point milieu, 3, qu'ils vont demeurer à peu près inchangés.

|    |   | VONT<br>BEAUCOUP<br>DIMINUER | VONT DEMEURER<br>À PEU PRÈS<br>INCHANGÉS |   |   | VONT<br>BEAUCOUP<br>AUGMENTER | JE NE<br>SAIS PAS |
|----|---|------------------------------|--|---|---|-------------------------------|-------------------|
|    |   | 1                            | 2  | 3 | 4 | 5                             | 9                 |
| a. | Agriculture.....                          | 1                            | 2  | 3 | 4 | 5                             | 9                 |
| b. | Frontière.....                            | 1                            | 2  | 3 | 4 | 5                             | 9                 |
| c. | Éducation.....                            | 1                            | 2  | 3 | 4 | 5                             | 9                 |
| d. | Énergie.....                              | 1                            | 2  | 3 | 4 | 5                             | 9                 |
| e. | Environnement.....                        | 1                            | 2  | 3 | 4 | 5                             | 9                 |
| f. | Ressources naturelles.....                | 1                            | 2  | 3 | 4 | 5                             | 9                 |
| g. | Culture.....                              | 1                            | 2  | 3 | 4 | 5                             | 9                 |
| h. | Soins de santé.....                       | 1                            | 2  | 3 | 4 | 5                             | 9                 |
| i. | Infrastructure.....                       | 1                            | 2  | 3 | 4 | 5                             | 9                 |
| j. | Immigration.....                          | 1                            | 2  | 3 | 4 | 5                             | 9                 |
| k. | Tourisme.....                             | 1                            | 2  | 3 | 4 | 5                             | 9                 |
| l. | Commerce et développement économique..... | 1                            | 2  | 3 | 4 | 5                             | 9                 |
| m. | Sécurité.....                             | 1                            | 2  | 3 | 4 | 5                             | 9                 |
| n. | Eau.....                                  | 1                            | 2  | 3 | 4 | 5                             | 9                 |
| o. | Transport.....                            | 1                            | 2  | 3 | 4 | 5                             | 9                 |
| p. | Autre (veuillez préciser) : _____         | 1                            | 2  | 3 | 4 | 5                             | 9                 |

**SECTION CINQ :** La dernière section porte sur des caractéristiques plus objectives de votre organisation.

- 19.** Environ quel pourcentage de l'ensemble de ses activités votre organisation consacre-t-elle aux activités transfrontalières?

% des activités

- 20.** Environ combien d'employés à temps plein ont travaillé pour votre organisation en 2004?

# d'employés

- 21.** Nous allons organiser des tables rondes régionales à l'automne 2005 pour discuter plus en profondeur de l'émergence des RT et des genres de possibilités et de défis qu'elles peuvent représenter pour le Canada. Seriez-vous intéressé(e) à participer à la table ronde qui aura lieu dans votre région?

Oui..... 1  
Non..... 2

- 22.** Veuillez confirmer ci-dessous le nom de votre organisation, votre nom, le titre de votre emploi et votre adresse électronique, ou joindre votre carte d'affaires.

---

---

---

---

---

Enfin, si vous le souhaitez, veuillez ajouter dans l'enveloppe de retour tout document à l'appui des réponses que vous avez fournies, ou les envoyer par courriel à [c.boucher@prs-srp.gc.ca](mailto:c.boucher@prs-srp.gc.ca).

**Merci de votre participation.**

## ANNEXE B : LISTE DES RÉPONDANTS À L'ENQUÊTE AUPRÈS DES LEADERS

|   |   |
|---|---|
| Association des chemins de fer du Canada  | Gouvernement de l'Alberta, ministère des Relations internationales et intergouvernementales         |
| Gouvernement du Manitoba, ministère des Affaires internationales et du Commerce   | Gouvernement de l'Alberta, Truck and Trade Corridor Development, Strategic Policy Branch            |
| Gouvernement de la Saskatchewan, Saskatchewan Trade and Export Partnership  | Province de l'Île-du-Prince-Édouard   |
| Université Carleton, Centre d'étude de la politique et de la société nord-américaine  | Gouvernement de la Nouvelle-Écosse, Regional Relations Intergovernmental Affairs                    |
| Canada West Foundation  | Gouvernement de l'Ontario, ministère de l'Entreprise, des Débouchés et de l'Innovation              |
| BC/Washington Environmental Co-operation Council  | Gouvernement du Nouveau-Brunswick, ministère des Relations internationales et intergouvernementales |
| Région économique du Nord-Ouest du Pacifique  | Regina and District Chamber of Commerce   |
| International Mobility and Trade Corridor   | Gouvernement du Manitoba, Initiative de développement énergétique                                   |
| Colombie-Britannique, ministère de la Petite entreprise et du Développement économique, secrétariat des relations internationales | Ville de Whitehorse   |
| The New England-Canada Business Council, Inc.   | Gouvernement du Yukon, Affaires intergouvernementales, bureau d'Ottawa                              |
| Ville de Montréal   | Chambre de commerce de St.John's  |
| Université du Québec à Montréal, Observatoire sur les États-Unis  | Fédération des chambres de commerce du Québec   |
| Chambre de commerce des provinces de l'Atlantique   | Powertech Labs Inc.   |
| Université de l'Alberta, Western Centre for Economic Research   | Chambre de commerce du Canada   |
| Société de développement économique du Saint-Laurent  | Chambre de commerce du Grand Saskatoon  |
| Collège universitaire de Kwantlen, Institute for Trans-Border Studies   | Gouvernement du Manitoba, Relations fédérales-provinciales et internationales                       |
| Université Laval, Centre d'études interaméricaines  | Gouvernement de l'Alberta, ministère des Relations internationales et intergouvernementales         |
| Coalition des transports à la frontière de l'Est  | Chambre de commerce de Whitehorse   |
| Gouvernement de la Saskatchewan, Relations gouvernementales de la Saskatchewan  | The Focus Corporation Ltd., développement corporatif  |
| Gouvernement des États-Unis, département du Commerce des États-Unis, United States Commercial Service                             | Gouvernement de la Nouvelle-Écosse, ministère de l'Énergie  |
| Team Fredericton Making Connections   | Gouvernement de l'Alberta, développement économique de l'Alberta                                    |
| Université du Québec, Institut national de la recherche scientifique  | Gouvernement du Yukon, Bureau du Conseil exécutif du Yukon, relations intergouvernementales         |

|  |  |
|--|--|
| Montréal International   | The Greater Portland Council of Governments                              |
| Commission du saumon du Pacifique  | Western Interstate Energy Board (WIEB)                                   |
| Institute for Competitiveness and Prosperity   | North America's SuperCorridor Coalition Inc.                             |
| Programme canadien de comptes rendus sur la durabilité   | Université du Maine, Centre canado-américain                             |
| Destination Winnipeg, Centre de services aux entreprises   | Western Legislative Forestry Task Force                                  |
| Calgary Economic Development, Research and Business Information  | Conférence des premiers ministres de l'Ouest                             |
| Promotion du commerce extérieur, Commonwealth of Pennsylvania  | Atlantic Institute for Market Studies                                    |
| Conseil des gouvernements des États, Midwest Legislative Conference  | État de Washington, département de l'Écologie                            |
| Migration Policy Institute   | Université Bucknell, faculté des sciences économiques                    |
| Gouvernement du Rhode Island, Rhode Island Economic Development Corp.  | Council of State Governments – Ouest                                     |
| Southeast Michigan Council of Governments  | État du Vermont, Agency of Commerce and Community Development            |
| État du Wisconsin, département du Commerce   | Canada-Arizona Business Council  |
| New England Governors' Conference, Inc.  | Ville de Seattle, Bureau des relations intergouvernementales             |
| État du Maine, Maine International Trade Center, Maires des Grands Lacs et du Saint-Laurent                                | État de l'Idaho, Department of Commerce, International Business Division |
| Coalition Corridor Québec-New York   | Boise Valley Economic Partnership  |
| Chambre de commerce du Vermont   | Anchorage Economic Development Corporation                               |
| Washington Fish Growers Association  | Ville de Missoula  |
| Wayne State University, Labour and Metropolitan Affairs  | Oregon Nanoscience and Microtechnologies Institute                       |
| Council of Great Lakes Industries  | Région économique du Nord-Ouest du Pacifique                             |
| État de l'Alaska, bureau du gouverneur   | Département des Transports du Maryland                                   |
| International Mobility and Trade Corridor  | État du Dakota du Nord, département du Commerce                          |
| Commonwealth of Massachusetts Government, Executive Office of Environmental Affairs, Office of Coastal Zone Management     | Institut de l'économie internationale                                    |
| Groupe de travail des États du Pacifique des États-Unis/de la Colombie-Britannique chargé des déversements d'hydrocarbures | Chambre de commerce de l'Ohio  |
| Washington Council on International Trade  | Northeast States for Coordinated Air Use Management                      |
| Woodrow Wilson International Center for Scholars' Canada Institute   | Conseil du golfe du Maine sur le milieu marin                            |
|  | Food and Agricultural Policy Research Institute                          |
|  | Collège Bowdoin, Department of Government                                |
|  | Detroit and Canada Tunnel Corporation                                    |
|  | Ville de Nampa   |
|  | Ville de Brandon   |

## ANNEXE C : PROGRAMME DES TABLES RONDES RÉGIONALES

Le programme suivant a été utilisé pour les tables rondes de Vancouver, Winnipeg, Waterloo, Montréal et Sackville (Nouveau-Brunswick). Le programme de la table ronde tenue à Ottawa était différent. Pour en savoir plus, consultez le site suivant : [http://policyresearch.gc.ca/page.asp?pagenm=rp\\_nal\\_rtbl\\_wpg&langcd=F](http://policyresearch.gc.ca/page.asp?pagenm=rp_nal_rtbl_wpg&langcd=F).

### Objectifs :

- Présenter les résultats de l'étude du PRP et corroborer l'émergence de régions transfrontalières.
- Obtenir le point de vue des participants sur l'émergence des régions transfrontalières et son incidence sur les politiques du gouvernement du Canada.

### Première séance : Les résultats de recherche du PRP

Cette séance a pour objet de présenter les principaux résultats de recherche du rapport du PRP sur les relations des régions transfrontalières : 1) le rapport de recherche provisoire, et 2) les résultats de l'enquête et des entrevues menées auprès des leaders.

- Conclusions du *Rapport provisoire*
- Présentation des résultats de l'Enquête auprès des leaders et des entrevues exécutives
- Commentaires des spécialistes
- Discussion

### Deuxième séance : Initiatives régionales et leçons apprises

Cette séance vise à présenter les différents projets, accords et initiatives mis en œuvre entre les régions transfrontalières et à échanger sur les leçons apprises dans le but de mieux comprendre le mode de fonctionnement de ces régions.

- Deux présentations régionales
- Commentaires des spécialistes
- Discussion

### Dîner et conférencier principal

### Troisième séance : Conséquences et rôles pour le gouvernement du Canada

L'objectif de cette séance est de discuter des conséquences de l'existence de régions transfrontalières et des considérations de politique générale qui peuvent s'ensuivre pour le gouvernement du Canada.

Trois questions feront l'objet du débat :

- 1) Quel est l'avenir des liens frontaliers dans vos régions transfrontalières?
- 2) Quels sont les défis à relever pour favoriser un resserrement de ces liens?
- 3) Quels sont les mécanismes d'intervention dont le gouvernement du Canada devrait faire la promotion?
  - Panel et discussion
  - Discussion
  - Mot de la fin

## ANNEXE D : PARTICIPANTS AUX TABLES RONDES

### Montréal (Québec) 23 novembre 2005

#### *Conférenciers*

**Johanne Béchard**

Vice-présidente intérimaire  
Développement économique Canada  
pour les régions du Québec

**Françoise Bertrand**

CEO, Fédération des chambres  
de commerce du Québec

**Stephen Blank**

Directeur, Center for International  
Business Development  
Lubin School of Business, Pace University

**Christian Boucher**

Conseiller principal  
Projet de recherche sur les politiques

**Charles Bourgeois**

Vice-président, Technologie de l'information  
Montréal International

**Renaud Caron**

Vice-président, groupe CGI; ancien  
haut-fonctionnaire au gouvernement du  
Québec et au gouvernement du Canada

**Raymond Chrétien**

Ancien ambassadeur du Canada aux États-Unis, du  
Comité des gouverneurs du corridor Québec/New  
York et conseiller stratégique au cabinet d'avocats  
Fasken Martineau DuMoulin LLP

**Garry Douglas**

Directeur général, Chambre de commerce  
de Plattsburgh – North Country

**André Downs**

Directeur principal de projet  
Projet de recherche sur les politiques

**Gilbert Gagné**

Directeur, Groupe de recherche  
sur l'intégration continentale  
Université du Québec à Montréal; professeur,  
Département des études politiques  
Université Bishop's

**Albert Juneau**

Consultant pour le corridor Québec/New York  
Fédération des chambres de commerce du Québec

**François Lebrun**

Ancien délégué général du Québec à Boston  
Consultant, Groupe Hébert

**Robert Noble**

Consul général adjoint du Canada à New York

**Marc-Urbain Proulx**

Directeur, département du développement régional  
Université du Québec à Chicoutimi

**Jean-Pierre Voyer**

Directeur exécutif  
Projet de recherche sur les politiques

## **Participants**

### **Susanne Benoit**

Présidente-directrice générale  
Longueuil Développement Économique

### **Marie-Andrée Katia Bertrand**

Directrice régionale  
Agence de développement économique  
Canada pour les régions du Québec

### **Larissa Blavatska**

Consule et agente principale  
Consulat général du Canada

### **Jean Caron**

Conseiller économique  
Agence de développement économique  
Canada pour les régions du Québec

### **Alana Cattapan**

Forum des politiques publiques

### **Blaise Champagne**

Directeur général  
Conseil national de recherches du Canada

### **Francine Émond**

Directrice  
Unité de gestion de l'Ouest du Québec  
Parcs Canada

### **Marc Gagnon**

Directeur général  
Société de développement économique  
du Saint-Laurent

### **Marie-Chantal Girard**

Directrice  
Agence de développement économique  
Canada pour les régions du Québec

### **Marie-Thérèse Guérin**

Gestionnaire, Recherche et du développement  
Tourisme Montréal

### **Jeff Heynen**

Analyste  
Bureau du Conseil privé

### **Claire Jacques**

Agence des services frontaliers du Canada  
Montérégie

### **Dominic Jean**

Conseiller  
Agence de développement économique  
Canada pour les régions du Québec

### **Sylvie Lacroix**

Directrice générale  
Conseil économique du Haut-Richelieu

### **Isabelle Lamy**

Analyste de politiques  
Fédération des chambre de commerce du Québec

### **Jean-Michel Laurin**

Vice-Président  
Manufacturiers et exportateurs du Québec

### **Michel Lavoie**

Commissariat aux relations internationales  
Ville de Québec

### **Sophie Leduc**

Empire State Development

### **Jules Léger**

Analyste principal  
Agence de développement économique  
Canada pour les régions du Québec

### **Alain Lumbroso**

Économiste  
Transports Canada

### **Susan Matton**

Vice-présidente  
Chambre de commerce de Plattsburgh  
North Country

**Michel Merleau**  
Directeur général  
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu

**Claude Métras**  
Président  
Forum transfrontalier

**Denyse Nepveu**  
Directrice  
Chemin de fer Canadien Pacifique

**Yves Poisson**  
Directeur, projets spéciaux  
Forum des politiques publiques

**Gilles Provost**  
Conseiller économique principal  
Agence de développement économique  
Canada pour les régions du Québec

**Gary Sawchuk**  
Agent principal de recherche en politiques  
Projet de recherche sur les politiques

**Gerald Shaye**  
Directeur  
Département du développement économique  
État de New York

**Bryan Smith**  
Agent de recherche en politiques  
Projet de recherche sur les politiques

**Susan Snow-Cotter**  
Directrice  
Gestion des zones côtières, Bureau du Massachusetts

**Walter Steeves**  
Président-directeur général  
Coalition des transports à la frontière de l'Est

**Debora Van Nijnatten**  
Professeure agrégée, département de science politique  
Université Wilfrid Laurier

## **Winnipeg (Manitoba)** **14 février 2006**

### **Conférenciers**

**Dale Botting**  
Président et dirigeant principal  
Saskatchewan Trade and Export Partnership

**Christian Boucher**  
Conseiller principal  
Projet de recherche sur les politiques

**Tom Carter**  
Chaire de recherche du Canada en évolution  
et adaptation urbaine  
Université de Winnipeg

**Greg Dandewich**  
Membre du conseil d'administration  
de la Canadian/American Border  
Directeur du développement économique,  
Destination Winnipeg

**Bob Dolyniuk**  
Directeur général  
Manitoba Trucking Association

**André Downs**  
Directeur principal de projet  
Projet de recherche sur les politiques

**Ilene Grossman**  
Directrice adjointe  
Council of State Governments,  
Midwest Legislative Conference

**Marilyn Kapitany**  
Sous-ministre adjointe (Manitoba) :  
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

**Allan N. Robison**  
Président et chef de la direction  
Reimer Express Lines Ltd

**Annitta Stenning**

Directrice générale  
Ville de Winnipeg

**Todd Schwartz**

Consul des États-Unis  
Consulat des États-Unis, Winnipeg

**David Sprynczynatyk**

Directeur  
Ministère des Transports du Dakota du Nord

**Debora Van Nijnatten**

Professeure agrégée, Département de science politique  
Université Wilfrid Laurier

**Jean-Pierre Voyer**

Directeur exécutif  
Projet de recherche sur les politiques

**Daniel Watson**

Sous-ministre adjoint (Saskatchewan) :  
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

**Participants**

**John Alho**

Vice-président associé (externe) et  
directeur des relations gouvernementales  
Université du Manitoba

**David Angus**

Président  
Chambre de commerce de Winnipeg

**Barry Brickman**

Président  
North West International Ltd.

**James Carr**

Président et dirigeant principal  
Business Council of Manitoba

**Suzanne Cormie**

Déléguée commerciale principale  
Commerce international Canada

**Brent DePape**

Analyste principal, politiques  
Planification et relations extérieures (Manitoba)  
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

**Luci Grechen**

Directrice, Relations internationales et  
Canada – É.-U.  
Commerce et relations intergouvernementales,  
Manitoba

**Tim Hibbard**

Directeur, Politiques, planification et relations  
extérieures (Manitoba)  
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

**Paul Larson**

Directeur, Transport Institute  
Asper School of Business  
Université du Manitoba

**Ted Mitchell**

Directeur général  
Saskatoon Regional Economic Development Authority

**Osman Rahman**

Économiste du commerce  
Direction de la politique commerciale  
Commerce et relations internationales  
Gouvernement de la Saskatchewan

**Bill Ratcliffe**

Gestionnaire principal  
Direction commerciale et États-Unis  
Commerce et investissement Manitoba  
Gouvernement du Manitoba

**Barry Rempel**

Président et dirigeant principal  
Administration aéroportuaire de Winnipeg

**Rick Savone**

Consul général adjoint et premier délégué commercial  
Consulat général du Canada à Minneapolis

**Gary Sawchuk**

Agent principal de recherche en politiques  
Projet de recherche sur les politiques

**Peggy Schmeiser**

Gestionnaire, Politiques, planification et  
relations extérieures Saskatchewan  
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

**Marvin Schneider**

Directeur exécutif, Relations avec les É.-U.  
Relations internationales et intergouvernementales  
Gouvernement de l'Alberta

**Michael Shumsky**

Directeur régional  
Coordination et conseils en politique  
Transports Canada

**John Spacek**

Sous-ministre adjoint  
Divisions des politiques et de la réglementation

**Vancouver (Colombie-Britannique)  
16 février 2006**

**Conférenciers**

**Bruce Agnew**

Directrice  
Cascadia Centre for Regional Development

**Don Alper**

Directeur  
Études du Canada et des États-Unis  
Université Western Washington

**K. David Andersson**

Président  
Pacific Corridor Enterprise Council

**Christian Boucher**

Conseiller principal  
Projet de recherche sur les politiques

**Emmanuel Brunet-Jailly**

Professeur adjoint, École d'administration publique  
Université de Victoria

**Don Dalik**

Membre (secteur privé) du conseil d'administration  
de la PNWER  
Associé au sein du cabinet d'avocats  
Fasken Martineau DuMoulin, s.r.l.

**John S. Dickson**

Sous-chef de mission  
Ambassade des États-Unis, Ottawa

**André Downs**

Directeur principal de projet  
Projet de recherche sur les politiques

**Hon. Jim Kenyon**

Ministre du Développement économique du Yukon  
Vice-président de la PNWER (Canada)

**Ardath Paxton Mann**

Sous-ministre adjointe (Colombie-Britannique)  
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

**Matt Morrison**

Directeur exécutif  
Pacific NorthWest Economic Region

**Jeffrey Parker**

Consul général canadien à Seattle

**Hon. John van Dongen**

Ministre d'État des relations intergouvernementales  
de la Colombie-Britannique  
Vice-président de la PNWER (Canada)

**Jean-Pierre Voyer**

Directeur exécutif  
Projet de recherche sur les politiques

**Vinita Watson**

Conseillère principale  
École de la fonction publique du Canada

## **Participants**

### **Heather Ardiel**

Directrice intérimaire, district de Pacific Highway  
Agence des services frontaliers du Canada

### **Wayne Beggs**

Analyste principal des politiques, Politique  
stratégique, planification et analyses économiques  
(Colombie-Britannique)  
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

### **Frank Blasetti**

Sous-ministre adjoint  
BC Transport  
Gouvernement de la Colombie-Britannique

### **Barry Brickman**

Président  
North West International Ltd.

### **Hazel Cail**

Gestionnaire, Relations intergouvernementales,  
Direction commerciale internationale  
Développement économique de l'Alberta  
Gouvernement de l'Alberta

### **Susan E. Clarke**

Professeure, directrice – Faculté  
Département de science politique  
Université du Colorado à Boulder

### **Wayne Clifford**

Sous-ministre adjoint  
Relations internationales  
Relations internationales et  
Intergouvernementales  
Gouvernement de l'Alberta

### **Hugh Conroy**

Gestionnaire de projet  
Whatcom Council of Governments

### **Allen Domaas**

Président et dirigeant principal  
Autorité portuaire du fleuve Fraser

### **Ron Farris**

Délégué commercial  
Commerce international Canada

### **Noemi Gal-Or**

Directrice, Institute for Transborder Studies  
Professeure, Département de science politique  
Collège universitaire Kwantlen

### **David Grace**

Conseiller principal en politiques,  
Division des politiques stratégiques  
Ministère de l'Environnement  
Gouvernement de la Colombie-Britannique

### **Colin Heartwell**

Directeur principal, Politique et commerce  
Manufacturiers et Exportateurs du Canada

### **Jane Humberstone**

Coordonnatrice  
Relations intergouvernementales  
Direction commerciale  
Développement économique de l'Alberta  
Gouvernement de l'Alberta

### **Lewis Lukens**

Consul général  
Consulat des États-Unis à Vancouver

### **Rolf Mirus**

Vice-recteur intérimaire et vice-président  
associé (international)  
Western Centre for Economic Research  
Université de l'Alberta

### **Beverly Olds**

Gestionnaire  
Politiques, planification et relations extérieures  
(Colombie-Britannique)  
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

### **Sukumar Periwal**

Directeur, Relations internationales  
Secrétariat des relations intergouvernementales  
Gouvernement de la Colombie-Britannique

**Brian Reimer**

Agent commercial principal,  
Politique stratégique, planification, analyse  
environnementale (Colombie-Britannique)  
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

**Michael Treleaven**

Directeur exécutif, Pacific Northwest Canadian  
Studies Consortium  
Université Gonzaga

**Debora Van Nijnatten**

Professeure agrégée  
Département de science politique  
Université Wilfrid-Laurier

**Yuen Pau Woo**

Président et dirigeant principal  
Fondation Asie Pacifique du Canada

**David Woynorowski**

Directeur, Politiques, planification  
et relations extérieures (Alberta)  
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada

**Waterloo (Ontario)**

**28 février 2006**

**Conférenciers**

**Neal Belitsky**

Vice-président et gestionnaire principal  
Detroit and Canada Tunnel Corporation

**Christian Boucher**

Conseiller principal  
Projet de recherche sur les politiques

**Tom Courchene**

Titulaire de la chaire Jarislowsky-Deutsch  
de politique économique et financière  
Université Queen's

**Dennis DesRosiers**

Président  
DesRosiers Automotive Consultants Inc

**André Downs**

Directeur principal de projet  
Projet de recherche sur les politiques

**John English**

Directeur exécutif  
Centre for International Governance Innovation

**Paul Heinbecker**

Membre distingué, CIGI  
Ex-ambassadeur et représentant permanent  
du Canada aux Nations Unies

**Jessica LeCroy**

Consule générale des États-Unis à Toronto

**James Milway**

Directeur exécutif  
Institute for Competitiveness and Prosperity

**David Naftzger**

Directeur exécutif  
Council of Great Lakes Governors

**Bob Seguin**

Sous-ministre adjoint  
Ministère du développement économique  
et du commerce  
Gouvernement de l'Ontario

**Daniel Schwanen**

Chef de la direction et directeur de la recherche  
Centre for International Governance Innovation

**John D. Tennant**

Directeur général  
Canada's Technology Triangle Inc. et ex-consul  
général du Canada à Detroit

**Debora Van Nijnatten**

Professeure agrégée, Département de science politique  
Université Wilfrid-Laurier

**Jean-Pierre Voyer**

Directeur exécutif  
Projet de recherche sur les politiques

## **Participants**

### **Emmanuel Brunet-Jailly**

Professeur adjoint  
École d'administration publique  
Université de Victoria

### **Kathryn Bryk Friedman**

Directrice adjointe  
Institute for Local Governance and  
Regional Growth, Buffalo University

### **Terry Cowl**

Conseiller économique, Direction générale  
de l'Amérique du Nord  
Affaires étrangères Canada

### **Raymond R. Datt**

Président  
Association des industries de l'automobile  
du Canada

### **Karen E. Vigmostad**

Directrice  
Commission mixte internationale

### **John Whalley**

Membre distingué, Centre for International  
Governance Innovation; et chaire William G.  
Davis en commerce international, Université  
de Waterloo

## **Sackville (Nouveau-Brunswick)**

**3 mars 2006**

## **Conférenciers**

### **J. Nick Bayne**

Président et chef de la direction  
Maine and Maritimes Corp.

### **Christian Boucher**

Conseiller principal  
Projet de recherche sur les politiques

### **Douglas Brown**

Professeur adjoint  
Département de science politique  
Université St. Francis Xavier

### **Hon. Bill Casey**

Député (Cumberland-Colchester-Musquodoboit),  
Nouvelle-Écosse

### **David Chaundy**

Économiste principal  
Conseil économique des provinces de l'Atlantique

### **Sean Cooper**

Directeur exécutif régional  
Chambre de commerce des provinces de l'Atlantique

### **Jonathan Daniels**

Président et PDG  
Eastern Maine Development Corporation

### **Brian Dick**

Vice-président  
Politiques et programmes, Agence de promotion  
économique du Canada atlantique

### **André Downs**

Directeur principal de projet  
Projet de recherche sur les politiques

### **Leonard Hill**

Consul général des États-Unis à Halifax

### **Stephen J. Hornsby**

Directeur  
Canadian-American Center

### **Michael C. Ircha**

Professeur de génie civil  
Université du Nouveau-Brunswick

### **Robin F. Neill**

Professeur auxiliaire d'économie  
Université de l'Île-du-Prince-Édouard

### **Debora VanNijnatten**

Professeure agrégée  
Département de science politique  
Université Wilfrid-Laurier

### **Timothy C. Woodcock**

Avocat  
Eaton Peabody

### **Participants**

#### **Neal W. Allen**

Directeur exécutif  
Greater Portland Council of Governments

#### **Daniel Boljkovac**

Analyste régional intérimaire du transport  
Transports Canada

#### **Linda Boudreau**

Administratrice  
Recherche stratégique visant la région de l'Atlantique  
Agence de promotion économique du Canada atlantique

#### **Annie Boudreau-Tibbo**

Analyste des politiques  
Agence de promotion économique du Canada atlantique

#### **Daniel Bourgeois**

Directeur exécutif  
Institut canadien de recherche en politiques et administration publiques

#### **Kevin Bulmer**

Agent principal des investissements  
Agence de promotion économique du Canada atlantique

#### **Chris Bryant**

Directeur exécutif  
Bureau de développement économique de la Nouvelle-Écosse  
Gouvernement de la Nouvelle-Écosse

### **Richard Cormier**

Analyste principal des politiques  
Agence de promotion économique du Canada atlantique

### **Susanne Derrah**

Analyste des politiques  
Développement stratégique et relations intergouvernementales

### **Peter Doig**

Directeur des relations intergouvernementales  
Emera Inc.

### **Raymond Dufour**

Coordonnateur  
Institut de la logistique et du transport de l'Atlantique

### **Philippe Dupuis**

Président, Équipe Canada Atlantique  
Agence de promotion économique du Canada atlantique

### **James Frost**

Directeur exécutif  
Halifax Gateway Council

### **Gerry Gallant**

Directeur exécutif  
Association des aéroports du Canada Atlantique

### **Stephen Kymlicka**

Chercheur  
Atlantic Institute for Market Studies

### **Nicole P. LeBlanc**

Gestionnaire – Mesure de recherche stratégique visant la région de l'Atlantique  
Agence de promotion économique du Canada atlantique

### **Alistair MacDonald**

Premier vice-président  
CGI Atlantic

**Lynn MacKay**

Conseillère principale en politiques  
Relations internationales et  
intergouvernementales  
Gouvernement du Nouveau-Brunswick

**Anne McInerney**

Agente principale des communications  
Agence de promotion économique du Canada  
atlantique

**Fred Morley**

Premier vice-président et économiste en chef  
Greater Halifax Partnership

**Paul O'Driscoll**

Président  
Chambre de Commerce du Grand Moncton

**Douglas J. Robertson**

Directeur, Politique de l'innovation et projets de  
recherche  
Agence de promotion économique du Canada  
atlantique

**David Slade**

Directeur général, Politique  
Agence de promotion économique du Canada  
atlantique

**Bryan Smith**

Agent de recherche en politiques  
Projet de recherche sur les politiques

**Capitaine Alwyn G. Soppitt**

Président et dirigeant principal  
Autorité portuaire de Saint John

**Walter W. Steeves**

Président  
Coalition des transports à la frontière de l'Est

**Maxine Westhead**

Meneuse de projet PAO, baie de Fundy/  
golfe du Maine  
Division de la gestion des océans et  
des côtes Pêches et Océans Canada

**Ottawa (Ontario)  
6 et 7 mars 2006**

**Conférenciers**

**Brian Lee Crowley**

Président  
Atlantic Institute for Market Studies

**Greg Dandewich**

Directeur du développement économique,  
Destination Winnipeg  
Membre du conseil d'administration de  
Northern Great Plains Inc.

**Garry Douglas**

Directeur général  
Chambre de commerce de Plattsburgh-North  
Country  
Corridor Québec/New York

**André Downs**

Directeur principal de projet  
Projet de recherche sur les politiques

**Drew Fagan**

Directeur général  
Affaires étrangères Canada

**Hon. Jeremiah S. Grafstein**

Sénateur, Canada

**Matt Morrison**

Directeur exécutif  
Pacific NorthWest Economic Region

**James Phillips**

Président et dirigeant principal  
Canadian/American Border Trade Alliance

**Larry Swanson**

Directeur  
Center for the Rocky Mountain West

**Bill Testa**

Vice-président et directeur des programmes régionaux  
Federal Reserve Bank of Chicago

**Jean-Pierre Voyer**

Directeur exécutif  
Projet de recherche sur les politiques

**Patrick Whalen**

Président, PJW Consulting  
Gestionnaire du développement du commerce international, Speed Transportation

### *Participants*

**Christian Boucher**

Conseiller principal  
Projet de recherche sur les politiques

**Douglas Challborn**

Directeur adjoint  
Affaires étrangères Canada

**Richard Cormier**

Analyste principal des politiques  
Agence de promotion économique du Canada atlantique

**Terry Cowl**

Conseiller économique  
Affaires étrangères Canada

**Harold Deck**

Analyste principal des politiques  
Diversification de l'économie de l'Ouest

**June M. Dewetering**

Économiste  
Bibliothèque du Parlement

**Margaret DeHaan**

Analyste principale  
Infrastructure Canada

**Jeff Heynen**

Analyste, Bureau du Conseil privé

**Serge Pelletier**

Secrétaire d'association  
Sénat du Canada

**Yves Poisson**

Directeur, Projets spéciaux  
Forum des politiques publiques

**Gary Sawchuk**

Agent principal de recherche en politiques  
Projet de recherche sur les politiques

**Bryan Smith**

Agent de recherche en politiques  
Projet de recherche sur les politiques

**John Stewart**

Économiste  
Ambassade des États-Unis

**Debora Van Nijnatten**

Professeure agrégée  
Université Wilfrid-Laurier

**Vinita Watson**

Conseillère principale  
École de la fonction publique du Canada

## ANNEXE E : PROGRAMME UTILISÉ POUR L'ATELIER DE WASHINGTON



Woodrow Wilson  
International  
Center  
for Scholars



**L'Institut canadien au Woodrow Wilson Center et  
Le service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) présente**

### **L'émergence des régions transfrontalières entre le Canada et les États-Unis**

Veillez vous joindre à nous pour une discussion en table ronde avec l'équipe du PRP au sujet de l'émergence des régions transfrontalières.

**Jean-Pierre Voyer**, ancien directeur exécutif, Projet de recherche sur les politiques

**André Downs**, directeur principal de projet, Projet de recherche sur les politiques

**Christian Boucher**, conseiller principal, Projet de recherche sur les politiques

Le PRP mène actuellement un projet de recherche sur l'émergence des régions transfrontalières entre le Canada et les États-Unis. À ce jour, l'équipe de recherche a produit plusieurs travaux de recherche, entrepris une enquête auprès des leaders, a tenu des entrevues auprès des dirigeants, et a organisé six tables rondes régionales pour examiner les possibilités, les défis, et les implications politiques que les régions transfrontalières posent pour le Canada et les États-Unis. L'équipe de recherche adressera un nombre de questions administratives pendant leur allocution.

- Quelles sont les dimensions et caractéristiques clés qui définissent les régions transfrontalières?
- À quel point sont-elles distinctes économiquement? Quelles sont leurs similitudes culturelles?
- Quelles institutions et réseaux informels appuient ces relations régionales?
- Quels avantages importants pour le Canada et les États-Unis sont inhérents aux régions transfrontalières?
- Quels sont les défis les plus importants auxquels se confronte leur évolution?
- Quels sont les rôles et mesures possibles pour le gouvernement canadien?

***N'hésitez pas à faire circuler ce communiqué***

Mardi le 23 mai 2006

15 h à 16h 30

Center for Strategic and International Studies

1800 K Street NW, Washington DC

4<sup>e</sup> étage, Salle de conférence

Veillez RSVP par courriel à Tanya Primiani : [tprimiani@csis.org](mailto:tprimiani@csis.org) ou 202-775-3274

David N. Biette

Directeur, Institut canadien

The Woodrow Wilson International Center for Scholars

One Woodrow Wilson Plaza

1300 Pennsylvania Avenue NW

Washington, DC 20004-3027 USA

Tél. : 202-691-4133

Télécopieur : 202-691-4001

\*\*nouvelle adresse de courriel : [David.Biette@WilsonCenter.org](mailto:David.Biette@WilsonCenter.org)

[www.wilsoncenter.org/canada](http://www.wilsoncenter.org/canada)

## ANNEXE F : PARTICIPANTS À L'ATELIER DE WASHINGTON

**Washington (D.C.)**  
**23 mai 2006**

### *Conférenciers*

**Jean-Pierre Voyer**  
Directeur exécutif  
Projet de recherche sur les politiques

**André Downs**  
Directeur principal de projet  
Projet de recherche sur les politiques

**Christian Boucher**  
Conseiller principal  
Projet de recherche sur les politiques

### *Participants*

**Michael Abensour**  
Gouvernement du Québec

**Louis Belanger**  
Université Laval

**Andre Belelieu**  
Transatlantic Business Dialogue

**David Biette**  
Woodrow Wilson Center

**Mark Camillo**  
Lockheed Martin Corporation

**Maritza Castro**  
Sandler & Travis Trade Advisory Services, Inc.

**Joseph C. Chang**  
Homeland Security Institute

**Rachel Cox**  
American Council on International Personnel

**John Crosson**  
Immigration and Customs Enforcement

**Peter Ferrell**  
National Conference of State Legislatures

**Daniel Fisher**  
Johns Hopkins University

**Todd Fox**  
U.S. Department of Commerce

**Zoran Franicevich**  
U.S. Department of Commerce

**Graham Harbison**  
American Committees on Foreign Relations

**Gina Marie L. Hatheway**  
Microsoft

**Tom Jackman**  
George Washington University

**Elaine M. Koerner**  
U.S. Environmental Protection Agency

**Vladimir Leontiev**  
Ambassade de Russie

**Christophe Leroy**  
Woodrow Wilson Center

**Doris Mariani**  
Systems Planning and Analysis, Inc

**Eric Marquis**  
Gouvernement du Québec

**Dan Martinez**  
U.S. Mission to the Organization of American States

**Charles Martorana**  
Ambassade canadienne

**Birgit Matthiesen**  
Ambassade canadienne

**Micheline Mendelsohn**  
Ambassade canadienne

**Isidro Morales**  
Centre d'études interaméricaines  
School for International Service

**Mary Mullen**  
Bosnia Support Committee

**Curtis J. Powell**  
Raytheon

**Thomas P. Redding**  
Center for Immigration Studies

**Lieutenant-Colonel Jamie Robertson**  
Ambassade canadienne

**Rob Strayer**  
U.S. Senate Homeland Security and Governmental  
Affairs Committee

**Isabel Studer**  
Accord nord-américain de coopération  
dans le domaine du travail

**Adam Sweet**  
Ambassade canadienne

**Lisa Turkewitsch**  
Ambassade canadienne

## PUBLICATIONS DU PRP

*The Emergence of Cross-Border Regions along the Mexican-US Border and in Europe: Lessons for Canada.* 2008. Document de travail du PRP, numéro 35.

*Do Cross-Border Regions Matter for Trade? Canada-US Border Effects and Cross-Border Regions.* 2006. Document de travail du PRP, numéro 34.

*Cross-Border Trade Linkages in the Natural Resources Sector.* 2006. Document de travail du PRP, numéro 32.

*Relations entre le Canada et les États-Unis et l'émergence des régions transfrontalière.* Note d'information. 2005.

*L'émergence des régions transfrontalières entre le Canada et les États-Unis. Rapport de synthèse des tables rondes.* 2006.

*Leader Survey on Canada-US Cross-Border Regions: An Analysis.* 2006. Document de travail du PRP, numéro 12.

*The Emergence of Cross-Border Regions: Highlights from the Leadership Survey and Executive Interviews.* 2006.

*L'émergence des régions transfrontalières : Rapport intérimaire.* 2005.

*A Survey of Major Cross-Border Organizations between Canada and the United States.* 2005. Document de travail du PRP, numéro 9.

*Toward North American or Regional Cross-Border Communities: A Look at Economic Integration and Socio-Cultural Values in Canada and the United States.* 2005. Document de travail du PRP, numéro 2.

*Economic Relations and Cross-Border Organizations along the 49<sup>th</sup> Parallel.* 2005. Document de travail du PRP, numéro 1.

*Intégration nord-américaine : Émergence de régions frontalières : Rapport des tables rondes.* Document de discussion (Table ronde PRP-CRSH). 2004

*Pour obtenir des exemplaires, veuillez communiquer avec le PRP à : <questions@prs-srp.gc.ca>.*